



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – mars 2021

Rapport final

## **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 4 juin 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English.

Canada 

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

## Rapport final

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel  
Mars 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le sixième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 2 et le 30 mars 2021 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – March 2021.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé  
Édifice Blackburn  
85, rue Sparks, bureau 228  
Ottawa, Ontario K1A 0A3

### **Numéro de catalogue :**

CP22-185/18-2021F-PDF

### **Numéro international normalisé du livre (ISBN) :**

978-0-660-40831-6

### **Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :**


CP22-185/18-2021E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-40830-9

## Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  \_\_\_\_\_

Date : 4 juin 2021

Donna Nixon, associée  
The Strategic Counsel

## Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>1</b>
Introduction .....	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations .....	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19 .....	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux) .....	4
Informations sur la COVID-19 (leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta) .....	6
Préférences en matière d'information sur la COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	7
Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la GRM) .....	7
Perspectives sur la COVID-19 et comportements (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM) .....	8
La bulle atlantique (résidents du Canada atlantique).....	9
Vaccins contre la COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM) .....	11
Remboursement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan) .....	13
Secteurs durement touchés par la pandémie (résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie) .....	13
Partie II : Autres enjeux.....	15
Santé mentale (résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, jeunes adultes de la GRM) .....	15
Frontière canado-américaine et restrictions de voyage (résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta) .....	17
Voyages post-COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie).....	18

Budget 2021 et croissance économique (anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., jeunes adultes de la GRM, leaders d'opinion de grandes villes de l'Alberta).....	19
Langue française (anglophones du Québec).....	20
Questions autochtones (Autochtones de l'Alberta).....	21
Gouvernement numérique (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie).....	22
Rénovations résidentielles (résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)...	23

## Résultats détaillés – Partie I : COVID-19 ..... 25

Chronologie des événements en mars .....	25
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	27
L'arrêt de la Cour suprême sur la tarification du carbone (leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta) .....	29
Informations sur la COVID-19 (leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta).....	31
Sources de nouvelles et d'informations .....	32
Nouvelles et informations sur la COVID-19.....	32
Médias sociaux et fausses nouvelles .....	33
Préférences en matière d'information sur la COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	34
Option A1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	35
Option A2 (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	36
Option A3 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	37
Option B1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	38
Option B2 ((résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	39
Option C (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	40

Option D (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	41
Option E (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	42
Option F (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	43
Option G (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	44
Option H1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	45
Option H2 (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	46
Option H3 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	47
Option I (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	48
Option J (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	49
Option K (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	50
Option L (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	51
Option M (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	52
Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la GRM).....	55
Réactions aux affiches avec codes QR.....	56
Comparaison des concepts .....	60
Perspectives sur la COVID-19 et comportements (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM) .....	61
Comportements (jeunes adultes de la GRM).....	61
Impacts de la COVID-19 et des restrictions qui y sont associées (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM) .....	61
Points de vue sur les vaccins (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque).....	62
La bulle atlantique (résidents du Canada atlantique).....	63
Retour de la bulle atlantique .....	64
Autorisation des déplacements entre la région de l'Atlantique et le reste du Canada .....	65
Vaccins contre la COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM) .....	65

Les vaccins contre la COVID-19 dans l'actualité (résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM) .....	66
Évaluation de la performance du gouvernement du Canada (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM).....	67
Objectifs et calendrier de vaccination (résidents du Canada atlantique, jeunes adultes de la GRM).....	67
Intentions et réticences en matière de vaccination (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination).....	68
Remboursement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan) .....	69
Performance du gouvernement du Canada quant au soutien financier fourni en raison de la COVID-19.....	69
Imposition.....	70
Secteurs durement touchés par la pandémie (résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie).....	71
Soutien du gouvernement du Canada .....	71
Opinions sur les restrictions actuelles.....	73
<b>Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux .....</b>	<b>75</b>
Santé mentale (résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, jeunes adultes de la GRM) .....	75
Ressources en santé mentale .....	77
Perspectives à propos des publicités et des messages sur la santé mentale .....	78
Initiatives du gouvernement du Canada pour aider à soutenir la santé mentale.....	79
Frontière canado-américaine et restrictions de voyage (résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta).....	81
Restrictions de voyage actuelles.....	81
Réouverture de la frontière canado-américaine .....	82
Voyages post-COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie).....	84
Mesures pour inciter la population canadienne à voyager au Canada .....	86

Budget 2021 et croissance économique (anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie, résidents du Canada Atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., jeunes adultes de la GRM, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta).....	88
Attentes générales envers le budget .....	89
Perspectives sur la croissance économique .....	91
Langue française (anglophones du Québec) .....	92
Questions autochtones (Autochtones de l'Alberta).....	94
Priorités autochtones.....	94
La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones) .....	95
Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves .....	96
Gouvernement numérique (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie).....	97
La stratégie numérique du gouvernement du Canada .....	100
Confiance envers le gouvernement .....	101
Rénovations résidentielles (résidents de Victoria et de Nanaimo, en Colombie-Britannique, Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta) .....	102
Familiarité avec le concept de rénovation résidentielle.....	102
Projets de rénovations écoénergétiques résidentielles.....	103
Motivations .....	104
<b>Annexe A – Questionnaires de recrutement.....</b>	<b>105</b>
Questionnaire de recrutement, version anglaise .....	106
Questionnaire de recrutement, version française.....	117
<b>Annexe B – Guides du modérateur.....</b>	<b>125</b>
Guide du modérateur, version anglaise.....	126
Guide du modérateur, version française .....	143
<b>Annexe C – Concepts publicitaires.....</b>	<b>163</b>



Préférences en matière d'information sur la COVID-19 – Publications dans les médias sociaux (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	164
Option A1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	165
Option A2 (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	166
Option A3 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	167
Option B1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	168
Option B2 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	169
Option C (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	170
Option D (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	171
Option E (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	172
Option F (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	173
Option G (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	174
Option H1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	175
Option H2 (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	176
Option H3 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	177
Option I (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	178
Option J (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario) .....	179
Option K (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination) .....	180
Option L (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	181
Option M (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque) .....	182
Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la GRM).....	183
Affiche 1.....	183
Affiche 2.....	184

# Résumé

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 2 et le 30 mars 2021 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a fait une large place à la COVID-19. Différents aspects en ont été explorés, notamment ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement fédéral, le type d'informations sur la COVID-19 qui les interpelaient, leur vision de la pandémie et l'évolution de leurs comportements, et ce qu'ils pensaient du déploiement des vaccins au pays, mais aussi des raisons expliquant les réticences à la vaccination, de l'achat et de la distribution de vaccins par le gouvernement fédéral et du calendrier de vaccination prévu.

Nous avons recueilli le point de vue de certains sous-groupes sur des enjeux précis de la COVID-19 qui étaient pertinents pour eux. Il a ainsi été question de la « bulle de déplacement » de l'Atlantique dans le groupe des résidents de cette région, du remboursement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) dans le groupe des bénéficiaires de l'assurance-emploi (AE) ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, et de l'efficacité de deux concepts d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR de l'application Alerte COVID dans le groupe de jeunes adultes de la Grande région de Montréal (GRM). Par ailleurs, les participants qui travaillent dans des secteurs fortement touchés par les mesures sanitaires associées à la pandémie ont été invités à commenter les restrictions en place. Enfin, nous avons demandé aux participants qui se décrivaient comme des consommateurs assidus de nouvelles et d'informations, quelles étaient leurs principales sources de nouvelles, quels types de renseignements sur la COVID-19 les intéressaient habituellement et comment ils choisissaient les nouvelles à partager dans leurs réseaux sociaux.

Outre la pandémie, les discussions ont englobé d'autres sujets, comme la santé mentale, la situation de la langue française, les questions autochtones, le gouvernement numérique et les rénovations résidentielles. L'étude a aussi permis d'explorer les attentes des Canadiens à l'égard du budget 2021, leurs points de vue sur les restrictions de voyage et la frontière canado-américaine, et leurs projets de voyage post-COVID-19.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

## Méthodologie

### Aperçu des groupes

#### Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont surtout été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait de personnes qui hésitaient à se faire vacciner, de leaders d'opinion à l'affût des nouvelles, d'anglophones du Québec, de bénéficiaires de l'assurance-emploi ou de prestations de relance, de travailleurs dans des secteurs en difficulté, de personnes fatiguées de la COVID-19 et

présentant des comportements plus à risque, d'Autochtones, et de jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans.

### Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale habitant au Canada atlantique et à Victoria ou Nanaimo.
- Les dix autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
  - Des personnes réticentes à la vaccination habitant dans les basses-terres continentales de la C.-B. ou dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Québec;
  - Des leaders d'opinion et des gens à l'affût des nouvelles habitant dans de grandes villes de l'Ontario ou dans de grandes villes et des villes de taille moyenne de l'Alberta;
  - Des anglophones du Québec;
  - Des bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan;
  - Des personnes qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie dans la région de Toronto, Peel et York, en Ontario;
  - Des personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus risqués qui habitent dans la Région du Grand Toronto (RGT);
  - Des Autochtones de l'Alberta;
  - De jeunes adultes (18 à 30 ans) de la Grande région de Montréal (GRM).
- Les groupes tenus au Québec ont été animés en français, à l'exception du groupe composé d'anglophones. Les autres groupes se sont tous déroulés en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 89 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

### Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Basses-terres continentales de la C.-B.	1	Anglais	2 mars	21 h-23 h	Personnes réticentes à la vaccination	8
Grandes villes de l'Ontario	2	Anglais	3 mars	18 h-20 h	Leaders d'opinion, influenceurs, personnes à l'affût des nouvelles	8

Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	3	Français	4 mars	18 h-20 h	Personnes réticentes à la vaccination	8
Québec	4	Anglais	8 mars	18 h-20 h	Anglophones	7
Manitoba et Saskatchewan	5	Anglais	9 mars	19 h-21 h	Bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance	7
Région de Toronto, Peel et York	6	Anglais	10 mars	18 h-20 h	Personnes qui travaillent ou travaillaient dans des secteurs très touchés : hébergement, voyages, services de restauration, restaurants	7
Canada atlantique	7	Anglais	16 mars	17 h-19 h	Population générale	8
Région du Grand Toronto (RGT)	8	Anglais	18 mars	18 h-20 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque	7
Victoria/Nanaimo	9	Anglais	23 mars	21 h-23 h	Population générale	8
Alberta	10	Anglais	24 mars	20 h-22 h	Autochtones	7
Grande région de Montréal (GRM)	11	Français	25 mars	18 h-20 h	Jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans	7
Grandes villes et villes de taille moyenne de l'Alberta	12	Anglais	30 mars	21 h-23 h	Leaders d'opinion, influenceurs, personnes à l'affût des nouvelles	7
<b>Nombre total de participants</b>						<b>89</b>

## Principales constatations

### Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

#### **Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)**

Invités à dire ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours, les participants ont mentionné une foule de questions, d'annonces et d'activités, parmi lesquelles l'achat et la distribution des vaccins contre la COVID-19 faisaient figure de thèmes prioritaires. Du côté positif, les nouvelles suivantes ont souvent été citées :

- L'approbation de nouveaux vaccins;

- L'arrivée de vaccins au Canada avant les délais prévus;
- La priorité accordée aux communautés autochtones;
- Les taux d'efficacité élevés des vaccins;
- Les efforts d'approvisionnement soutenus déployés par le gouvernement du Canada et sa transparence quant au nombre de doses distribuées jusqu'à présent;
- La participation du gouvernement fédéral au programme COVAX.

Du côté négatif, nombre de participants avaient entendu des choses qu'ils jugeaient plus inquiétantes à propos des vaccins et du travail d'approvisionnement et de distribution du gouvernement fédéral, entre autres des critiques lui reprochant la lenteur du déploiement ainsi que des questionnements sur l'innocuité du vaccin d'AstraZeneca.

D'autres aspects de la COVID-19 ont également été soulevés, tels que la propagation des nouveaux variants, la troisième vague qui frappait certaines provinces, les exigences de quarantaine pour les voyageurs arrivant au Canada ou de retour au pays, la réouverture des frontières provinciales pour faciliter les déplacements, et les aides financières ou les rabais offerts aux petites entreprises.

Enfin, divers autres enjeux d'actualité liés au gouvernement du Canada ont aussi été mentionnés dans le cadre de cette discussion, par exemple : l'annonce possible d'élections fédérales, le prochain budget fédéral et les moyens de rembourser les dettes engendrées par la pandémie, les tensions entre le Canada et la Chine, le rejet d'un projet de loi d'initiative parlementaire sur l'assurance-médicaments présenté à la Chambre des communes (le projet de loi C-213, « *Loi canadienne sur l'assurance-médicaments* »), les modifications apportées à la *Loi sur l'aide médicale à mourir* (AMM) du Canada, et les actes d'inconduite dans l'armée canadienne.

Dans le groupe de participants autochtones de l'Alberta, la discussion a porté sur le racisme systémique au Canada, sur les efforts du gouvernement fédéral pour améliorer l'accès à l'eau potable dans les communautés autochtones et sur les enjeux liés aux femmes autochtones disparues ou assassinées. Certaines inquiétudes ont aussi été évoquées concernant la couverture des soins de santé par Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et le traitement des Autochtones qui exercent leur droit de chasser et de piéger dans les territoires traditionnels.

### **L'arrêt de la Cour suprême sur la tarification du carbone (leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

Tous les participants étaient au courant de l'arrêt de la Cour suprême du Canada sur la tarification du carbone, rendu quelques jours avant la rencontre. Dans l'ensemble, ils appuyaient cette décision, y voyant un pas dans la bonne direction pour s'attaquer au problème planétaire des changements climatiques. Selon plusieurs autres, en revanche, l'arrêt créait un dangereux précédent, qui leur semblait autoriser le gouvernement fédéral à percevoir des taxes auprès des provinces sans leur consentement.

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du système de tarification en place en Alberta, bon nombre de participants ont réitéré leur appui à l'initiative, arguant qu'elle était nécessaire pour favoriser le changement et réduire les émissions industrielles. En règle générale, ils privilégiaient une

solution « conçue en Alberta », de manière à ce que les recettes perçues restent dans la province. Ils craignaient qu'en l'absence d'un mécanisme provincial, l'industrie n'ait pas la confiance nécessaire pour y poursuivre ses activités. Il leur paraissait également que tout système visant à contrer le réchauffement climatique devrait s'attaquer à la pollution dans tous les domaines, au lieu de cibler uniquement le carbone.

Même si les participants savaient qu'environ 90 % des produits directs issus de l'initiative fédérale de tarification de la pollution revenaient aux résidents de la province sous la forme des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, ils restaient dubitatifs quant à la remise de ces fonds. Ils ont insisté sur l'importance de la transparence et de la reddition de comptes à cet égard. Certains auraient préféré que plus d'argent aille directement aux municipalités afin d'encourager de nouvelles initiatives antipollution ainsi qu'aux industries locales, qu'ils jugeaient capables de trouver des moyens ingénieux de réduire leurs émissions de carbone.

### **Informations sur la COVID-19 (leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

Une conversation sur les habitudes de consommation médiatique a eu cours dans deux groupes de participants qui avaient dit, lors du recrutement, que leur consommation de nouvelles et d'informations était plus élevée que la moyenne.

Les participants ont indiqué qu'ils se renseignaient auprès d'un large éventail de sources, nationales et internationales, traditionnelles et numériques. Beaucoup ont cité des diffuseurs et des médias écrits canadiens, tels que CTV, Global News et CBC (la salle de rédaction nationale et les salles de nouvelles régionales affiliées), le *Globe and Mail*, le *National Post* ainsi que des journaux de leur région (p. ex. le *Edmonton Journal*, le *Calgary Herald*, le *Winnipeg Sun*, le *Toronto Star*). Plusieurs ont dit suivre certains des médias suivants : CNN, la BBC, Al Jazeera, le *Guardian*, l'agence Associated Press, et le *Washington Post*. Les médias sociaux, en particulier Twitter, Facebook, YouTube, Instagram et Snapchat, figuraient aussi parmi leurs sources courantes de nouvelles et d'informations.

En ce qui concerne le type d'informations recherchées sur la COVID-19, les participants ont signalé deux domaines d'intérêt plus marqués : les tendances relatives à la COVID-19 (p. ex., le nombre de cas, les taux d'infection et d'hospitalisation, etc.) et le déploiement des vaccins (p. ex., l'approvisionnement, la distribution et l'admissibilité au vaccin). Ils trouvaient la plupart de ces renseignements en parcourant les sites Web de leurs administrations municipale, provinciale ou fédérale, et dans certains cas auprès des services locaux de santé publique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également été citée à titre de source d'information.

La plupart des participants ont dit qu'ils partageaient volontiers des articles trouvés dans les médias sociaux, mais qu'en règle générale c'étaient des articles à caractère scientifique émanant d'une source crédible. Certains ont fait remarquer qu'ils privilégiaient le partage d'information visuelle (p. ex. sous forme d'affiche), car elle était plus immédiatement compréhensible pour leurs destinataires. Ceux qui ne partageaient pas d'information ou avaient cessé de le faire ont surtout invoqué leur scepticisme à l'égard de la validité et de la fiabilité de l'information circulant sur Internet. Les participants ont

reconnu qu'ils tombaient régulièrement sur de fausses informations ou de fausses nouvelles en ligne, mais s'estimaient en mesure de déterminer la légitimité d'un article en examinant son titre et sa provenance et en vérifiant les faits présentés.

Les réponses ont divergé lorsque nous avons demandé aux participants s'ils rectifiaient les fausses informations qu'il leur arrivait de lire dans les médias sociaux. Beaucoup avaient tendance à le faire lorsque l'information provenait d'un membre de la famille, mais hésitaient davantage à s'engager dans une discussion en ligne avec un grand groupe.

### **Préférences en matière d'information sur la COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**

Les participants de plusieurs groupes ont examiné une série de messages publiés dans les médias sociaux, qui abordent différents aspects de la COVID-19 et proviennent de sources diverses, par exemple des ordres de gouvernement fédéral ou provinciaux. Après avoir passé en revue les publications (qui sont présentées dans les résultats détaillés ainsi qu'en annexe des présentes), ils devaient indiquer celles qui les intéresseraient le plus ainsi que leur propension à les « aimer » ou à les « partager ». De manière générale, celles qui ont attiré leur attention étaient :

- d'actualité ou porteuses d'informations nouvelles;
- pertinentes et évocatrices;
- jugées attrayantes visuellement;
- claires et fondées sur des données;
- simples et concises;
- réputées fiables et de source crédible.

Bon nombre de participants ont indiqué qu'ils envisageraient de partager ou d'aimer certaines de ces publications, mais plusieurs se sont dits peu susceptibles de le faire. Les principales raisons invoquées par ces derniers étaient leurs réserves sur la validité des données, l'impression que les abonnés n'ont peut-être pas le savoir-faire requis en matière de données pour assimiler l'information transmise dans les publications et un manque d'intérêt général pour l'information véhiculée.

### **Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la GRM)**

Un groupe de participants a examiné tour à tour deux concepts d'affiches munies d'un code QR, créés par le gouvernement du Canada à titre d'outil potentiel pour faciliter la recherche de contacts en lien avec l'application Alerte COVID. Les concepts d'affiches se trouvent dans les résultats détaillés et en annexe des présentes. En préalable à l'exercice, nous avons demandé aux participants s'ils avaient



entendu parler de l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada. La plupart la connaissaient, mais peu l'avaient téléchargée.

La première affiche a suscité des réactions partagées. Certains participants ont indiqué qu'elle présentait un message clair, mais d'autres ne la trouvaient pas particulièrement accrocheuse. Ces derniers ont surtout fait référence à l'aspect général de l'affiche, en particulier à ses couleurs. Malgré l'impression de certains que l'affiche ne se démarquait pas suffisamment, tout le monde s'entendait sur le fait qu'elle communiquait clairement son objectif.

Dans l'ensemble, les participants ont réagi plus favorablement à la seconde affiche. Elle leur semblait plus invitante, surtout parce que son titre énonçait clairement les avantages de participer à l'initiative. Quelques-uns ont trouvé réussie la légère modification apportée au jeu de couleurs. En revanche, le message « *Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif* » a suscité une certaine confusion. Plusieurs se demandaient notamment si la notification s'appliquerait à tout client entré dans l'établissement cette journée-là et ayant reçu un test positif par la suite, ou seulement aux clients qui avaient visité l'établissement vers la même heure que l'utilisateur. Il n'empêche, l'inclusion dans le titre des termes « test positif » a capté l'attention.

Après avoir examiné les deux concepts côte à côte, les participants ont exprimé une nette préférence pour « *Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif* ». De l'avis de beaucoup, le message cadrait avec le but recherché et signalait l'intérêt d'utiliser l'application Alerte COVID et les codes QR. En général, le choix du noir et blanc pour la deuxième affiche a plu davantage par sa simplicité et le caractère épuré qu'il conférait à la présentation. En ce qui concerne le code QR, peu de gens croyaient que son emplacement sur l'affiche posait problème ou ferait une différence pour ce qui est de capter leur attention.

La plupart des participants qui avaient déjà téléchargé Alerte COVID ont indiqué qu'ils scanneront le code QR de l'affiche et participeraient à l'initiative, car elle leur semblait correspondre à l'objectif général de l'application. Ceux qui n'avaient pas téléchargé Alerte COVID étaient peu susceptibles d'être encouragés par les messages des affiches.

### **Perspectives sur la COVID-19 et comportements (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)**

Les participants ont discuté des conséquences de la COVID-19 et de ses restrictions dans leur vie et celle de leur famille, et de la mesure dans laquelle ils avaient modifié leurs comportements au cours des dernières semaines et des derniers mois en réponse à l'évolution de la pandémie.

Nous avons demandé au groupe de jeunes adultes de la Grande région de Montréal (GRM) ce qu'ils faisaient différemment, le cas échéant, par rapport aux semaines ou aux mois précédents. Pour certains, rien ou presque n'avait changé. Les participants ont dit que leur routine les avait habitués aux directives de santé publique. Le respect des protocoles leur était ainsi plus aisé que dans les premiers temps de la pandémie. Certains ont tout de même mentionné avec déception qu'en raison de la fermeture des gyms et des centres de mise en forme, leur entraînement avait perdu de son intensité.

Quelques autres ont indiqué qu'ils voyaient plus volontiers des amis à l'extérieur que durant les mois d'hiver, maintenant que les températures étaient un peu plus clémentes.

### **Impacts de la COVID-19 et des restrictions qui y sont associées (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)**

Les participants ont décrit différents effets découlant de la pandémie et de ses restrictions, exprimant souvent au passage leur fatigue et leur exaspération. Certains ont évoqué leur sentiment accru d'isolement social, et d'autres, leur perte de motivation. Le port obligatoire du masque en lassait plusieurs, qui redoutaient que son utilisation soit à la longue mauvaise pour la santé. Quelques autres participants, à l'inverse, ont signalé que les restrictions avaient eu des effets beaucoup plus positifs en leur permettant de passer plus de temps en famille, ce qui avait favorisé les rapprochements.

Invités à dire ce qu'ils pensaient des restrictions en place actuellement dans leur région, les jeunes de la GRM ont exprimé des réserves sur le couvre-feu. Plusieurs pensaient qu'il aurait été préférable que la province impose un confinement plus strict de deux ou trois mois au lieu de cette mesure.

Dans le groupe de résidents de la RGT, plusieurs remettaient en question l'efficacité des restrictions. Ils se demandaient pourquoi des cycles répétés de fermetures et d'ouvertures avaient été nécessaires, alors que la plupart des gens leur semblaient respecter les directives de santé publique.

Lorsque nous avons demandé aux participants si les restrictions de la COVID-19 devraient être levées ou resserrées, ils ont exprimé des avis divergents. Selon certains, il fallait assouplir ou éliminer les restrictions en parallèle avec les progrès de la vaccination, alors que selon d'autres, l'incertitude causée par les variants préoccupants exigeait plutôt qu'on durcisse les directives jusqu'à ce que leurs effets soient tirés au clair.

Signalons que dans l'ensemble, les participants s'inquiétaient davantage à propos de la COVID-19 qu'au sujet de ses répercussions financières et économiques.

### **Points de vue sur les vaccins (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de l'idée de se faire vacciner. Leurs réactions ont été négatives dans la plupart des cas. L'opposition aux vaccins reposait sur plusieurs enjeux et préoccupations, tels que l'innocuité des vaccins à la lumière de leur développement rapide, le refus de la part des participants d'être contraints ou poussés à la vaccination, et leur impression de ne pas avoir besoin du vaccin dans l'immédiat, vu leur état de santé et leur jeune âge. Les rares personnes qui avaient une opinion favorable de la vaccination ont cité en exemple l'expérience de la polio pour illustrer les avantages sociétaux de la vaccination de masse.

### **La bulle atlantique (résidents du Canada atlantique)**

Les participants du Canada atlantique ont discuté de l'incidence des restrictions associées à la COVID-19 et de leurs points de vue sur la bulle atlantique mise en place jusqu'en novembre 2020.

Même si bien des participants comprenaient la raison des confinements et des consignes de santé publique, certains s'affligeaient de ne pouvoir prodiguer des soins adéquats aux personnes de leur entourage qui étaient malades ou âgées. D'autres commentaires sur la pandémie ont fait allusion à des emplois perdus et à des économies sacrifiées. Les étudiants du groupe ont mentionné qu'ils avaient ni plus ni moins perdu une demi-année d'études, et plusieurs personnes ont parlé des effets délétères de la COVID-19 sur la santé mentale. Enfin, plusieurs participants ont dit que les voyages d'affaires ou d'agrément leur manquaient, notamment les voyages à l'extérieur de la région de l'Atlantique.

Nous avons ensuite voulu savoir ce qu'ils pensaient de l'idée de rétablir la « bulle atlantique ». La plupart étaient en faveur de son retour. Certains souhaitaient tout de même qu'on ne précipite pas les choses et qu'on accorde une attention particulière à la frontière entre le Nouveau-Brunswick et le Québec. D'autres s'inquiétaient également de la situation à Terre-Neuve-et-Labrador et recommandaient une bulle « maritime » excluant cette province.

Quelques participants étaient cependant moins convaincus de la nécessité de rétablir la bulle atlantique. Ils songeaient aux conséquences que cette mesure aurait sur la croissance économique, aux difficultés qu'elle poserait pour la main-d'œuvre travaillant à l'extérieur de la région et au manque d'uniformité dans l'application des règles dans d'autres provinces.

Lorsque nous avons demandé aux participants si les nouveaux variants de la COVID-19 risquaient de se répandre plus rapidement dans l'éventualité d'un retour de la bulle atlantique, ils ont dit que c'était en effet un sujet de préoccupation. D'après eux, le principal problème était que le système de santé n'avait pas les capacités voulues pour composer avec une forte augmentation des cas de COVID-19.

La plupart des participants ont fait allusion à la situation préoccupante du Québec lorsque nous leur avons demandé à quel moment les déplacements entre le Canada atlantique et le reste du pays devraient être autorisés. Selon l'opinion générale, les déplacements ne pourraient reprendre qu'une fois le nombre de cas maîtrisé dans cette province. Cela dit, plusieurs ont montré des signes de lassitude et recommandé d'autoriser les déplacements le plus tôt possible, sachant qu'une troisième vague était probable ou inévitable, peu importe les mesures adoptées.

Invités à préciser les critères qui devraient guider le Canada atlantique dans sa décision d'ouvrir les frontières, les participants ont mentionné une couverture vaccinale élevée, un nombre de cas faible et des recommandations de la santé publique en ce sens. Dans la foulée, il a été signalé que les normes devraient être les mêmes pour les Canadiens qui entrent dans la région que pour les Américains.

En conclusion, nous avons demandé au groupe s'il fallait d'abord restaurer la bulle atlantique ou si la région devrait s'ouvrir aux résidents des autres provinces et territoires en même temps. La majorité privilégiait la première option.

**Vaccins contre la COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)**

**Les vaccins contre la COVID-19 dans l'actualité (résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)**

La plupart des participants semblaient suivre d'assez près les nouvelles relatives aux vaccins contre la COVID-19 au Canada. Beaucoup attendaient avec impatience d'être admissibles à la vaccination. Certains s'intéressaient également aux essais visant à déterminer l'efficacité de ces produits chez les enfants et les jeunes âgés de 12 à 18 ans. De surcroît, nombre de participants étaient au courant de l'approbation du vaccin d'AstraZeneca, mais s'inquiétaient de ses effets secondaires possibles, tels les caillots sanguins, tout en reconnaissant qu'ils étaient rares.

**Évaluation de la performance du gouvernement du Canada (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)**

Invités à dire si le gouvernement du Canada faisait du bon travail sur le plan de l'approvisionnement en vaccins et de leur acheminement aux provinces et aux territoires, les participants ont exprimé des opinions divergentes selon le lieu. Ceux du Canada atlantique ont généralement eu des commentaires élogieux ou indiqué que le gouvernement fédéral faisait au mieux dans les circonstances.

Ceux qui portaient un regard plus critique sur la performance du gouvernement du Canada ont soulevé les arguments suivants :

- Le gouvernement fédéral avait tardé à commander les vaccins, ou en tout cas y avait mis plus de temps que d'autres pays;
- Le gouvernement du Canada comptait trop sur un seul fabricant (le nom de Pfizer a été cité), lequel s'était révélé incapable d'assurer un approvisionnement adéquat dans les premiers temps. Par conséquent, le Canada était le seul pays du G7 à devoir puiser dans les réserves du programme COVAX;
- Les États-Unis avaient pu distribuer les vaccins plus rapidement grâce à leur production nationale, alors que le Canada, au regret de plusieurs, n'avait pas cet avantage.

Les commentaires d'autres participants ont montré que la distinction entre les rôles et les responsabilités des gouvernements fédéral et provinciaux à l'égard du déploiement des vaccins n'était pas toujours claire.

### **Objectifs et calendrier de vaccination (résidents du Canada atlantique, jeunes adultes de la GRM)**

Nous avons demandé aux participants de situer le Canada par rapport à d'autres pays pour ce qui est de vacciner sa population. Leurs évaluations ont été pour la plupart favorables.

Bon nombre ignoraient que le Canada avait prévu vacciner trois millions de Canadiens d'ici la fin mars, et tous ceux qui le désirent, d'ici la fin septembre. La possibilité d'atteindre ces objectifs les laissait sceptiques. Certains croyaient vraisemblable que tous les bénéficiaires admissibles reçoivent leur première dose d'ici juillet. Compte tenu de cette estimation, l'objectif de vacciner pleinement l'ensemble des Canadiens admissibles d'ici la fin septembre leur paraissait un défi de taille.

Les prévisions quant au moment où les participants seraient personnellement en mesure de se faire vacciner ont sensiblement varié. Certains croyaient que ce serait bientôt leur tour – dans le courant des deux prochains mois – tandis que d'autres s'imaginaient devoir attendre jusqu'à six mois, sinon plus, avant d'être admissibles.

### **Intentions et réticences en matière de vaccination (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**

Les participants de deux groupes avaient été recrutés en fonction de leur point de vue sur la vaccination, et plus précisément de leur réticence à recevoir le vaccin contre la COVID-19. Ils ont cité un éventail de préoccupations et d'enjeux à l'appui de leur opinion, notamment :

- Le désir d'avoir davantage de données probantes sur les effets secondaires des vaccins et leur efficacité générale;
- Des incertitudes au sujet de la technologie de l'ARN messager utilisée dans plusieurs des vaccins administrés;
- Des questions relatives à l'entreposage des vaccins;
- Un temps de développement à leurs yeux extrêmement court;
- L'absence d'études décrivant les effets secondaires possibles des vaccins à long terme;
- Des doutes concernant l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19.

Le fait que l'intervalle recommandé par les fabricants entre la première et la seconde dose soit prolongé inquiétait également certains participants.

Invités à faire part de leurs questions sur les vaccins contre la COVID-19, les participants ont soulevé ce qui suit :

- Pourquoi n'y a-t-il pas de vaccin pour les enfants?
- À quand le retour à la normale une fois que tout le monde a été vacciné?
- La vaccination sera-t-elle obligatoire?
- À quel moment pourrai-je me faire vacciner?

### **Remboursement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan)**

Même si les participants ont salué l'empressement avec lequel le gouvernement du Canada a lancé la Prestation canadienne d'urgence (PCU), ils se disaient préoccupés par le fait que certaines personnes n'y soient pas admissibles et avaient l'impression qu'un sous-groupe de la population canadienne avait été traité injustement à cause de cette mise en œuvre rapide qui ratisait large. Selon eux, on comptait parmi les personnes admissibles à la PCU des jeunes qui travaillaient à temps partiel et habitaient chez leurs parents et n'avaient pas besoin des 2 000 \$ par mois, alors que d'autres avaient de la difficulté à arriver avec la PCU, en particulier les serveurs et les barmans professionnels qui avaient perdu leur emploi.

Beaucoup croyaient que le gouvernement avait l'occasion de réduire la portée du programme et de mieux le cibler. Ils pensaient notamment qu'une approche plus ciblée permettrait de prolonger la durée pendant laquelle le programme serait en vigueur. Par ailleurs, il aurait fallu d'après eux effectuer les retenues d'impôt sur les prestations dès le début du programme pour éviter aux bénéficiaires d'avoir à payer de l'impôt plus tard et risquer qu'ils n'aient pas mis suffisamment d'argent de côté à cette fin.

Les participants estimaient que la performance du gouvernement du Canada dans ce domaine était restée sensiblement la même par rapport à ce qu'elle était au début de la pandémie. Les retenues d'impôt à la source étaient considérées comme une amélioration et dans l'ensemble, l'exécution du programme était jugée uniforme, compte tenu de son efficacité et son utilité.

Tous les participants croyaient devoir payer de l'impôt sur les montants qu'ils avaient reçus. Certains s'inquiétaient des répercussions liées à l'obligation de payer de l'impôt, mais personne ne craignait d'éprouver d'importantes difficultés.

L'allègement des intérêts a été salué par la majorité. Ils se demandaient toutefois quel serait le taux d'intérêt après le 30 avril 2022 et jugeaient que cette période de grâce devrait être prolongée pour plusieurs raisons différentes, notamment afin d'adopter une approche similaire à celle préconisée pour les prêts aux étudiants en vertu de laquelle le montant du remboursement est fonction du revenu. De plus, ils croyaient fermement que cette période de grâce devrait être en vigueur tant et aussi longtemps que les programmes de soutien du revenu en contexte pandémique seraient en place (y compris une année de plus pour le recouvrement). Les participants convenaient que la durée de l'allègement des intérêts devrait être fondée sur le redémarrage de l'économie, la capacité des Canadiens à retourner au travail et la fin des programmes destinés au soutien du revenu pendant la pandémie.

### **Secteurs durement touchés par la pandémie (résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie)**

Les participants qui travaillaient dans des secteurs de la région de Toronto, Peel et York durement touchés par la pandémie ont mentionné avoir subi une importante baisse de revenu annuel à cause de

la fermeture des entreprises ou des restrictions en matière de rassemblement qui ont eu un impact sur les revenus totaux des entreprises ou leur situation d'emploi. De nombreux participants ont précisé avoir reçu du soutien de la part du gouvernement du Canada durant la pandémie. Certains ont ajouté que leur employeur avait bénéficié de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) et d'autres ont cité la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et l'assurance-emploi (AE). Lorsque nous avons demandé aux participants si ce soutien avait été suffisant, ils ont formulé des points de vue tantôt partagés, tantôt positifs. Ils s'entendaient pour dire que le soutien initial avait été utile, mais ont ajouté avoir quand même de la difficulté à joindre les deux bouts. La plupart estimaient qu'un plan de réouverture pour les entreprises était maintenant nécessaire et que tous les ordres de gouvernement devaient préciser les indicateurs à atteindre pour permettre une telle réouverture. Ils jugeaient également important d'offrir un soutien financier continu aux personnes qui étaient toujours sans emploi.

À la question visant à savoir s'ils étaient plus préoccupés par la COVID-19 comme telle ou par les répercussions financières et économiques de la pandémie, la plupart des participants ont mentionné le deuxième aspect. Par ailleurs, les participants étaient généralement d'avis que le gouvernement du Canada tentait de maintenir un équilibre raisonnable entre la gestion des impacts que la pandémie avait, d'une part, sur la santé et, d'autre part, sur l'économie. Toutefois, certains se sont dits préoccupés par un manque d'uniformité dans l'approche adoptée par les divers ordres de gouvernement et les messages contradictoires qui émanaient d'eux (p. ex., les magasins à grande surface pouvaient rouvrir, mais pas les petits commerces qui sont généralement indépendants).

Les participants ont cité de nombreux secteurs qui avaient, selon eux, le plus besoin de l'aide du gouvernement du Canada. Ceux-ci correspondaient en général aux domaines dans lesquels ils gagnaient auparavant leur vie, y compris les petites entreprises et les commerces indépendants, le secteur du divertissement, l'industrie du mariage et du funéraire et les centres d'entraînement. Invités à dire ce que le gouvernement du Canada avait fait jusqu'à présent pour aider ces secteurs, la plupart estimaient que ces secteurs avaient été quelque peu négligés pendant la pandémie. Nous leur avons ensuite demandé ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour appuyer ces secteurs. Les participants ont formulé un éventail de suggestions, y compris des mesures adoptées par le gouvernement de leur province, dont les suivantes : imposer les mêmes restrictions aux petits commerces et aux magasins à grande surface et grandes entreprises, préciser les critères d'admissibilité à du soutien financier pour les particuliers et les entreprises et mettre en place des capacités plus répandues de dépistage rapide de la COVID-19.

Par la suite, les participants ont discuté des restrictions en vigueur dans la région de Toronto, Peel et York et à titre de propriétaires de petites entreprises, certains pensaient que celles-ci devaient maintenant avoir la possibilité d'ouvrir tout en conservant certaines restrictions en place. De plus, les participants se demandaient pourquoi les magasins à grande surface pouvaient ouvrir alors que les petits commerces restaient fermés et pourquoi certaines entreprises étaient soumises à des restrictions plus sévères par rapport à d'autres entreprises.

La question des restrictions de voyage a également été abordée. Certains participants auraient aimé que les restrictions de voyage soient mises en œuvre plus tôt, mais la plupart estimaient qu'il était

essentiel de garder les frontières fermées et de limiter les déplacements transfrontaliers, notamment à la frontière canado-américaine. Cela dit, les participants remettaient en doute l'efficacité de certains aspects des restrictions de voyage, à commencer par la quarantaine obligatoire dans un hôtel autorisé par le gouvernement aux frais du voyageur et la confusion à propos des restrictions applicables aux déplacements transfrontaliers par voie terrestre ou aérienne.

## Partie II : Autres enjeux

### **Santé mentale (résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, jeunes adultes de la GRM)**

Durant le mois de mars, trois groupes de participants ont discuté de la santé mentale, de façon générale, et dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Pratiquement tous les participants ont reconnu avoir éprouvé un problème de santé mentale en raison de la pandémie. Beaucoup ont fait état d'une détérioration de leur propre santé mentale ou de celle d'autres membres de la famille, y compris leurs enfants et parents âgés, et d'autres personnes de leur cercle de connaissances. Lorsque nous les avons invités à parler de l'impact de la pandémie sur leur santé mentale ou celle de gens qu'ils connaissent, les participants ont cité les enjeux suivants :

- De l'inquiétude et de l'anxiété par rapport à l'avenir;
- Une consommation accrue de substances;
- Les effets négatifs de l'isolement et du manque de contacts sociaux et d'occasions d'interagir en personne avec des gens de manière plus intime (p. ex., les serrer dans ses bras);
- Les obstacles à l'accès à des services d'aide en santé mentale à cause des restrictions de santé publique.

En général, les participants étaient à l'aise de parler des problèmes de santé mentale, y compris de leur propre expérience. Invités à préciser quels sont les signes et les symptômes qui révèlent qu'une personne est aux prises avec des problèmes de santé mentale, les participants ont cité les éléments suivants : sommeil irrégulier, troubles de l'alimentation, comportements inhabituels, manque d'initiative, d'ambition ou de motivation, anxiété généralisée, repli sur soi, introversion et isolement qui ne cadrent pas avec sa personnalité et dépendance accrue aux substances.

Les différentes ressources en santé mentale étaient généralement connues des participants. Invités à préciser vers quelle personne ou quelle ressource ils se tourneraient s'ils vivaient des moments difficiles, les participants ont cité ce qui suit comme ressources ou services de soutien officiels qu'ils connaissaient ou auxquels ils avaient accès : les services d'écoute téléphonique, les services de consultation gratuite ainsi que les organismes tels que les Alcooliques Anonymes (AA) ou qui fournissent des services aux personnes à faible revenu. Quelques ressources informelles, y compris les amis et la famille, ont aussi été mentionnées. Les participants autochtones ont par ailleurs souligné le rôle des conseillers spirituels et la participation à des cérémonies spirituelles.



Nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant des ressources en santé mentale offertes par le gouvernement du Canada durant la pandémie. Même si peu d'entre eux ont nommé des ressources précises, ils connaissaient en général les sites Web et une ligne d'écoute à la disposition des personnes souhaitant obtenir de l'aide. De rares participants avaient entendu parler d'Espace Mieux-être Canada.

Les opinions étaient partagées quant à savoir si le gouvernement du Canada se voulait une source valable de ressources et d'outils en matière de santé mentale. Certains estimaient que oui, tandis que d'autres se demandaient si tout ordre de gouvernement pouvait être une source crédible de soutien en santé mentale, jugeant que les ressources locales seraient possiblement plus utiles et plus facilement accessibles.

En ce qui concerne l'obtention de soutien en ligne en matière de santé mentale et de consommation de substances, certains participants se disaient plus à l'aise d'avoir une consultation en personne ou téléphonique ou d'utiliser les babillards électroniques.

### **Perspectives à propos des publicités et des messages sur la santé mentale**

Les participants ont fait part de leurs réflexions et préférences quant aux personnes qui pourraient être des porte-parole efficaces pour véhiculer des messages dans les publicités destinées à présenter de l'information sur la santé mentale et le bien-être. Ils ont proposé plusieurs possibilités, y compris de faire appel à un professionnel de la santé ou du domaine médical, une personne avec une expérience concrète, des célébrités, des athlètes professionnels ou équipes sportives et des enseignants.

De l'avis général, il fallait accorder plus d'importance à la diffusion des informations qu'au porte-parole du message, en s'assurant de les rendre publiques et accessibles au public.

### **Initiatives du gouvernement du Canada pour aider à soutenir la santé mentale**

Nous avons ensuite montré aux participants une série d'initiatives entreprises par le gouvernement fédéral, puis leur avons demandé celles qui auraient selon eux le plus grand impact sur la population canadienne. Les participants des trois groupes estimaient que deux des sept initiatives seraient particulièrement efficaces :

- *L'augmentation du financement de 50 M\$ pour les centres de détresse afin de les aider à faire face à l'augmentation du nombre d'appels, notamment en raison des défis liés à la pandémie* – Beaucoup de participants jugeaient utile la possibilité d'obtenir immédiatement de l'aide. À leur avis, cette initiative aurait l'impact le plus immédiat sur de nombreuses collectivités et ils saluaient en particulier l'aide offerte à toute heure du jour aux groupes et aux communautés qui peuvent avoir de la difficulté à se rendre aux endroits où des services sont disponibles.
- *La création d'un portail sur la santé mentale (« Espace mieux-être Canada ») pour orienter les Canadiennes et les Canadiens vers des ressources, des outils et des services de soutien professionnel gratuits (investissement de 68 M\$)* – De nombreux participants trouvaient que cette initiative avait une portée générale et qu'elle aiderait sûrement une grande partie de la population, contrairement à une initiative ciblant une collectivité ou un sous-groupe de la population.

**Frontière canado-américaine et restrictions de voyage (résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

Nous avons posé une série de questions aux participants à propos des restrictions de voyage actuelles et des critères de réouverture de la frontière canado-américaine aux voyages non essentiels. Tout compte fait, les participants ont salué la décision du gouvernement du Canada de fermer les frontières aux voyages non essentiels à destination et en provenance des États-Unis. Selon eux, elle s'imposait pour limiter la propagation de la COVID-19 découlant de la circulation transfrontalière d'ici à ce que le taux de vaccination augmente dans les deux pays ou que le nombre d'hospitalisations diminue. De plus, certains ont évoqué les préoccupations concernant la propagation des nouveaux variants comme facteur justifiant le maintien des restrictions pendant encore plusieurs mois, voire un an.

Lorsque nous avons demandé explicitement aux participants s'ils pensaient que les restrictions de voyage en place devraient rester inchangées, être assouplies ou être resserrées, la plupart ont opté pour le statu quo. Selon eux, la réouverture de la frontière canado-américaine aux voyages non essentiels se ferait probablement à l'automne 2021 ou au plus tard en décembre.

Les participants ont énoncé différents critères que le gouvernement du Canada pourrait utiliser pour décider de rouvrir ou non la frontière et du moment de cette réouverture, le cas échéant :

- Taux de vaccination – Certains participants croyaient qu'une réouverture pourrait être envisagée seulement lorsque 70 % à 80 % des personnes admissibles à la vaccination auraient été vaccinées, alors que d'autres étaient à l'aise avec une réouverture dès qu'une majorité de la population aurait été vaccinée ou que les responsables de la santé publique estimerait que l'immunité collective a été atteinte;
- Taux d'infection ou de transmission – Plusieurs participants recommandaient d'attendre que le nombre quotidien de cas de COVID-19 et le taux de mortalité lié à la COVID-19 soient très bas avant de rouvrir;
- Taux de reproduction net (R);
- Taux d'hospitalisation et nombre de patients aux soins intensifs;
- Propagation des variants de COVID-19.

Les participants se sont penchés sur la question des passeports immunitaires ou vaccinaux. Certains y étaient défavorables, jugeant qu'ils contrevenaient aux droits de la personne. D'après eux, l'obligation de présenter une preuve de vaccination empiétait sur la liberté de circulation et de choix et portait atteinte à la vie privée. D'autres ont ajouté qu'il fallait déjà produire une preuve de vaccination pour voyager dans certains pays. Des questions subsistaient néanmoins chez quelques participants sur l'efficacité des vaccins contre les variants. Aussi, ils n'étaient pas entièrement convaincus que la preuve de la vaccination devrait être le principal ou seul critère pour revenir aux conditions de voyage normales.

**Voyages post-COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie)**

De nombreux participants avaient annulé leurs projets de voyage aux États-Unis ou à l'étranger au début de la pandémie et avaient hâte de recommencer à voyager. Invités à dire s'ils comptaient prendre des vacances une fois la pandémie terminée, certains participants ont expliqué qu'ils avaient prévu d'utiliser des crédits ou remboursements obtenus pour les voyages qu'ils avaient dû annuler. D'autres préféraient attendre qu'une plus grande proportion de la population soit pleinement vaccinée avant de voyager au pays ou à l'étranger.

Lors des discussions portant sur leurs projets de voyage, il y avait pratiquement autant de participants qui entendaient prendre des vacances à l'étranger que de participants qui prévoient visiter des destinations au Canada. Beaucoup planifiaient consacrer à leurs vacances à peu près le même montant que celui qu'ils avaient l'habitude de dépenser avant la pandémie.

Nous avons demandé aux personnes qui avaient l'intention de se rendre à l'étranger quelles seraient les raisons qui les pousseraient à revoir leurs projets et à rester au Canada. Voici les principaux facteurs qui ont été soulevés :

- Le coût;
- L'évolution de la pandémie et des restrictions concernant le nombre de cas au Canada et à l'étranger ainsi que les exigences en matière de quarantaine;
- La distance (c.-à-d. le temps de vol);
- Le climat – Les participants souhaitaient voyager dans des régions au climat tempéré.

Nous avons montré aux participants une liste de sept différentes initiatives que le gouvernement du Canada pourrait entreprendre pour encourager les Canadiens à voyager au pays après la COVID-19 afin de soutenir le secteur touristique canadien. La plupart des participants se sont ralliés aux suggestions d'initiatives qui faisaient diminuer le coût du voyage, dont les suivantes :

- Une promotion permettant aux voyageurs d'aller n'importe où au Canada par avion pour 200 \$;
- La troisième nuit gratuite lors d'un séjour à l'hôtel;
- Des laissez-passer permettant aux enfants de voyager gratuitement en train ou en avion au Canada;
- L'accès gratuit aux musées pour tous les Canadiens.

Certains jugeaient intéressante l'idée d'offrir l'accès gratuit aux sites de Parcs Canada, mais plusieurs se demandaient s'il y aurait des places disponibles dans les terrains de camping. Même s'ils étaient favorables aux crédits d'impôt et aux remboursements qu'ils pourraient demander à l'aide d'une application, ils les trouvaient moins intéressants dans l'ensemble et trop complexes ou compliqués. Invités à préciser ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour encourager les gens à

voyager au Canada, les participants ont formulé un éventail de suggestions que nous avons regroupées dans les catégories suivantes :

- Sensibiliser la population aux voyages à l'intérieur du Canada et les promouvoir davantage;
- Proposer d'autres rabais aux familles et aux groupes ainsi qu'aux personnes qui voyagent par voie terrestre ou en train (p. ex., rabais sur l'essence et l'entrée dans les divers musées des beaux-arts, promotions pour les voyages en train, laissez-passer gratuits pour le transport en commun local);
- Forfaits tout inclus qui comprennent l'hôtel et les repas et partenariats élargis, qui intègrent les sociétés de location (c.-à-d., Airbnb) en plus des établissements hôteliers.

Les participants privilégiaient les mesures incitatives qui encourageaient les voyages en famille et la fréquentation des commerces locaux et aidaient à mieux faire connaître les activités et les lieux uniques et intéressants du Canada.

**Budget 2021 et croissance économique (anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., jeunes adultes de la GRM, leaders d'opinion de grandes villes de l'Alberta)**

Durant tout le mois, dans sept groupes, les participants ont discuté de leurs attentes et des priorités en ce qui concerne le budget fédéral, et ont partagé leurs points de vue sur la croissance économique par rapport au soutien continu offert aux Canadiennes et aux Canadiens durant la pandémie.

La plupart étaient d'avis que le prochain budget devrait mettre principalement l'accent sur les soins de santé et la relance économique. Les participants ont remarqué que la pandémie avait mis en relief les problèmes qui existent au sein du système de santé canadien et ils étaient d'opinion qu'un financement supplémentaire et l'accès à un plus large éventail de services de soins de santé s'imposaient, surtout en ce qui concerne la santé mentale et le counseling en matière de toxicomanie.

De l'avis général, l'objectif principal d'un plan de relance économique devrait englober tous les plans et les activités nécessaires pour faire face à la crise de la COVID-19 et établir une vision de la situation après la pandémie. Redonner des emplois aux Canadiennes et aux Canadiens, et soutenir les petites entreprises indépendantes ont été considérées comme étant essentiels à la relance économique du Canada. Aux dires des participants, le moment est venu de mettre en œuvre des initiatives qui favorisent la diversification économique, en particulier les activités économiques durables qui promeuvent les technologies vertes ou propres.

Parmi les autres secteurs mentionnés et dont devrait tenir compte le prochain budget fédéral, notons ceux-ci : l'éducation, le changement climatique, l'infrastructure, le programme national de garderies, les logements abordables, le tourisme, le commerce interprovincial, l'équité salariale et le salaire décent.

Parallèlement, certains participants ont exprimé des préoccupations au sujet du déficit prévu, compte tenu de la réponse du gouvernement fédéral à la pandémie et aux dépenses projetées qui seront probablement incluses dans le prochain budget pour la relance économique. D'autres ont soulevé des inquiétudes au sujet de la reddition de comptes et de la transparence du gouvernement fédéral, compte tenu du délai qui s'est écoulé depuis le dépôt du dernier budget.

Les participants ont offert leurs points de vue sur l'expression *croissance économique* et plus particulièrement, sa signification. La plupart l'ont interprété de manière positive, l'associant à une richesse sociale, des emplois et une sécurité financière accrus. Toutefois, pour certains, l'expression était surtout associée aux intérêts des grandes entreprises, ce qui a posé problème pour ceux qui étaient d'avis que le plan de relance économique du Canada devrait faire passer les intérêts des propriétaires de petites entreprises devant les autres puisque ce sont eux qui ont été les plus durement touchés par la pandémie.

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient d'un budget axé sur les emplois et la croissance plutôt que sur le soutien des gens pour traverser la pandémie, la plupart des participants ont préféré la première option. Selon eux, la croissance économique et la création d'emplois sont fondamentales pour offrir un soutien continu à la population durant la pandémie. Concrètement, pour les participants, cela se traduit par des investissements appréciables de la part du gouvernement fédéral dans des secteurs comme le logement et l'infrastructure, de même que des incitatifs clairs pour les entreprises et un soutien pour les initiatives vertes. Certains participants ont insisté pour dire que les mesures de relance pour les entreprises ne devraient pas servir à enrichir les grandes sociétés canadiennes qui d'après eux ont moins besoin d'aide que les petites entreprises.

Dans l'ensemble, les participants en faveur de la création d'emplois et de la croissance étaient d'avis que l'expansion économique serait un moyen efficace d'assurer le bien-être des Canadiennes et des Canadiens. Selon eux, l'emploi est un pilier essentiel au bien-être de la population. Le point de vue prédominant était qu'une bonne qualité de vie reposait sur la sécurité et la stabilité financières personnelles. Parmi ceux qui préféraient que le budget vise d'autres objectifs, certains ont fait valoir qu'il était prématuré à ce stade-ci de faire de la croissance économique le seul cheval de bataille, prétextant que la pandémie en cours et les restrictions qui y sont associées étaient incompatibles avec une réouverture économique à grande échelle. Ces participants étaient d'avis qu'aussi longtemps que la pandémie ne serait pas entièrement contrôlée, le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts à apporter un soutien aux Canadiennes et aux Canadiens qui continuent d'éprouver des difficultés en raison de la COVID-19.

### **Langue française (anglophones du Québec)**

Les anglophones de l'extérieur du Québec ont pris part à une discussion sur la langue française et les modifications proposées par le gouvernement du Canada à la *Loi sur les langues officielles*. Peu d'entre eux avaient entendu parler de ces modifications et seulement quelques-uns avaient lu ou entendu quelque chose à ce propos.

Pour sonder leurs opinions à l'égard de la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, nous avons présenté aux participants cinq des modifications proposées et en avons discuté avec eux : augmenter le nombre de programmes d'immersion française à l'extérieur du Québec, augmenter l'immigration francophone, renforcer le rôle de Radio-Canada, nommer uniquement des juges bilingues à la Cour suprême, et renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles. Dans l'ensemble, la plupart des participants étaient favorables aux modifications proposées. Plus particulièrement, la majorité s'entendait pour dire que la nomination de juges bilingues à la Cour suprême devrait être une priorité absolue. Les propositions visant à augmenter le nombre de programmes d'immersion française à l'extérieur du Québec et à renforcer le rôle de Radio-Canada ont suscité des réactions généralement favorables. Les participants croyaient fermement qu'en plus de protéger la langue française, il faudrait également protéger les droits des anglophones au Québec, ce qu'on néglige de faire actuellement selon eux.

Quelques participants ont exprimé quelques préoccupations à l'idée de renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles et de l'impact que cela pourrait avoir sur la vie des Canadiennes et des Canadiens à l'extérieur du Québec. Par ailleurs, les participants ne considéraient pas nécessairement le renforcement du bilinguisme comme un enjeu majeur. Qui plus est, quelques participants ne croyaient pas que les modifications proposées à la *Loi sur les langues officielles* auraient un impact si important sur la santé de la langue française au Canada.

### **Questions autochtones (Autochtones de l'Alberta)**

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux autochtones auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder une plus grande attention, les participants autochtones ont mentionné le racisme et la discrimination, le besoin d'une plus grande souveraineté et d'autogouvernance, une participation plus active à l'administration de la justice criminelle en lien avec les communautés autochtones, un financement accru pour la création de logements à prix modique, des services de soutien en santé mentale et une aide financière pour couvrir le coût de la vie qui est de plus en plus élevé.

De plus, les participants ont parlé de l'importance de l'équité en matière de financement du gouvernement fédéral. Les commentaires portaient sur le besoin d'un soutien additionnel pour les jeunes Autochtones à l'intérieur du système de protection de l'enfance et le manque d'équité qui a mené à la mise en œuvre du principe de Jordan.

En ce qui a trait à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), bon nombre de participants en avaient entendu parler, mais la plupart sont demeurés vagues dans leurs commentaires. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de la réponse du gouvernement du Canada à la DNUDPA, la plupart avaient l'impression que celui-ci avait fait bien peu de progrès dans la mise en œuvre des droits et des actions recommandées dans la Déclaration. Par la suite, nous avons expliqué aux participants que le gouvernement du Canada avait récemment déposé un projet de loi pour la mise en œuvre de la DNUDPA. Dans l'ensemble, les participants ont émis quelques réserves quant aux réels changements qui pourraient découler de cette loi.

La plupart des participants avaient entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme concernant l'eau potable. Ils étaient également au courant que les délais fixés au départ n'avaient pas été respectés. Certains se sont demandé pourquoi les travaux avaient été retardés et ont exprimé leur frustration en pensant que d'autres projets d'infrastructure de portée et de valeur similaires étaient souvent achevés dans les délais prévus. Les participants ont convenu qu'un délai d'un an à 18 mois était raisonnable pour terminer les travaux.

Pour clore la discussion, les participants se sont dits encouragés en apprenant que le gouvernement du Canada avait mis sur pied un nouveau site Web pour suivre les progrès en matière de levées des avis concernant l'eau potable. Selon eux, il s'agit d'un pas dans la bonne direction.

**Gouvernement numérique (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie)**

De nombreux participants avaient interagi en ligne avec le gouvernement du Canada dans la dernière année, pour plusieurs raisons, notamment des demandes d'assurance-emploi (AE) ou de PCU, la production de déclarations de revenus et les demandes ou le renouvellement d'un passeport. Pour la plupart, l'expérience s'est avérée positive. Dans l'ensemble, les participants l'ont trouvée plus simple et plus efficace que les contacts téléphoniques où les délais d'attente étaient plus longs que ce qu'ils avaient prévu. Ceux qui ont fait une demande de PCU ont apprécié le service en ligne qu'ils ont qualifié de simple et rapide.

Les participants étaient généralement favorables au virage numérique et à l'accès aux services en ligne, même s'ils supposaient que la plupart des services du gouvernement du Canada étaient déjà offerts en ligne et qu'il conviendrait de promouvoir l'éventail complet des services en ligne auprès des Canadiens. Néanmoins, certains ont fait remarquer que des améliorations continues rendraient les services encore plus efficaces, surtout s'il n'y avait qu'un seul point d'entrée accessible en utilisant le numéro d'assurance sociale (NAS) comme mot de passe. Certains ont exprimé des inquiétudes au sujet de la sécurité des services en ligne et de la possibilité que le virage numérique entraîne l'élimination d'autres moyens de communication, comme le téléphone. Les participants ont jugé nécessaire de conserver l'option de parler à un préposé au service, en particulier pour ceux qui sont moins à l'aise avec la technologie et pour les citoyens qui ont des demandes particulières.

Une discussion s'en est suivi sur les avantages des services numériques. Nous avons présenté aux participants trois énoncés, chacun présentant divers avantages associés aux services en ligne et avons recueilli leurs opinions. Bon nombre d'entre eux avaient l'impression que les avantages les plus importants étaient décrits dans ces énoncés qui soulignaient la capacité du gouvernement d'agir rapidement pour mettre en œuvre des changements de politiques et pour les Canadiens de ne pas avoir à se déplacer jusqu'aux points de service et éviter ainsi les longues files d'attente, en plus de pouvoir interagir avec le gouvernement n'importe où et n'importe quand. Même si quelques

participants avaient le sentiment que les avantages pour les entreprises, en particulier les petites entreprises, étaient importants, ils ont insisté sur la nécessité de s'assurer que les services en ligne offerts aux entreprises soient bien rendus. Certains participants ont raconté qu'en raison de certaines mauvaises expériences en ligne, ils préféreraient utiliser le téléphone pour obtenir l'information dont ils avaient besoin pour leur entreprise.

Lorsque nous leur avons présenté une série d'objectifs qui pourraient être utilisés pour élaborer la stratégie numérique du gouvernement du Canada, la plupart des participants étaient favorables à ce qu'on mette l'accent sur des services numériques accessibles à partir de plusieurs appareils, conviviaux, pratiques et conçus pour eux. Les énoncés concernant la transformation du gouvernement et l'accès aux services de n'importe où et en tout temps ont également suscité des réactions positives. Plusieurs souhaitaient qu'on mette l'accent sur une expérience en ligne spécialement conçue pour répondre aux besoins des Canadiens.

Bien que les participants aient apprécié l'accent mis sur la sécurité, la fiabilité et la convivialité comme principal objectif pour la stratégie numérique du gouvernement du Canada, il n'y a eu aucun réel consensus pour déterminer quel était l'attribut le plus important des trois. Les participants n'ont préféré aucun des trois. Interrogés à savoir quels étaient les autres aspects des services numériques qu'ils considéraient aussi, voire plus importants, certains ont mentionné la rapidité, l'accessibilité dans plusieurs langues et la facilité à trouver les services. D'autres ont aussi mentionné la cohérence de l'expérience offerte et la convivialité.

La majorité des participants étaient convaincus que le gouvernement du Canada pourrait prendre le virage et offrir un plus grand nombre de services en ligne, à la fois sécuritaires, fiables et simples à utiliser, malgré les cyberattaques de plus en plus fréquentes qui préoccupent constamment les entreprises et le gouvernement. Aux dires de certains, le vrai défi pour le gouvernement fédéral est le délai nécessaire pour mettre en œuvre cette stratégie, de même que les exigences de mettre continuellement à jour les multiples sites Web afin d'offrir les fonctions et les informations les plus récentes.

Lorsque nous avons demandé aux participants si la capacité du gouvernement du Canada à fournir des services en ligne avait un effet sur leur niveau de confiance envers celui-ci, les avis étaient partagés. Certains ont répondu qu'il s'agissait d'un indicateur d'une plus grande transparence et de reddition de comptes, alors que d'autres ont indiqué qu'une expérience compliquée et fastidieuse en ligne aurait pour effet de miner la confiance du public. Quelques participants n'ont vu aucun lien direct entre les deux, et ont souligné que leur sentiment de confiance était davantage influencé par les décisions politiques que la façon dont les services sont offerts.

### **Rénovations résidentielles (résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

À la fin mars, quelques groupes de participants ont discuté de leurs connaissances des rénovations résidentielles, de leurs projets à cet égard et de ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour soutenir et encourager ces rénovations. Ce concept était plus ou moins connu des participants. Les



participants croyaient que les « rénovations écoénergétiques résidentielles » consistaient à moderniser les appareils électroménagers et autres dans la maison pour les rendre plus écoénergétiques et écologiques. Nous leur avons alors fourni des explications pour les aider à mieux comprendre de quoi il s'agissait.

Les participants étaient peu nombreux à envisager des rénovations écoénergétiques résidentielles. Ceux-ci avaient l'intention de remplacer d'anciens électroménagers par de nouveaux plus écoénergétiques. Les autres qui ne prévoyaient pas effectuer de rénovations ont invoqué le coût comme principale raison, ou le fait qu'ils étaient locataires et que ces décisions appartenaient au propriétaire.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient plus enclins à faire de telles rénovations s'ils pouvaient obtenir un prêt sans intérêt du gouvernement fédéral, la plupart n'étaient pas convaincus. Aux dires de ces participants, une subvention ou un rabais serait préférable. À la question « Si vous obteniez une subvention du gouvernement, quel montant vous faudrait-il pour que cela en vaille la peine? », certains ont répondu qu'elle devrait couvrir entre 60 et 75 % des coûts. Les moins enthousiastes à l'idée d'une subvention craignaient que l'accessibilité soit un problème. Ils avaient l'impression que de nombreuses familles qui le méritaient ne seraient pas admissibles en raison d'autres facteurs, comme l'assurance.

Parmi ceux qui envisageaient d'effectuer des rénovations, la principale motivation était de nature financière, notamment la réduction des coûts à long terme. De nombreux autres participants ont mentionné que l'aspect environnemental des rénovations écoénergétiques était particulièrement intéressant.

---

#### COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

---

# Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

## Chronologie des événements en mars

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin février à la fin de mars 2021.

- Fin février
  - On dénombre 867 474 cas de COVID-19 au Canada et 22 001 décès associés.
  - Les taux d'infection à la COVID-19 continuent d'augmenter dans la plupart des régions au pays. Les autorités maintiennent les mesures de contrôle en matière de santé publique.
  - Pfizer et Moderna annoncent des délais dans la livraison des vaccins au Canada.
  - 2 441 670 de doses de vaccins ont été administrées.
- Du 1<sup>er</sup> au 7 mars
  - **Groupes de discussion des résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination (2 mars), des leaders d'opinion/influenceurs/personnes plus attentives aux nouvelles ou aux médias de grandes villes de l'Ontario (3 mars).**
  - Le 3 mars : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 518 millions de dollars pour appuyer plus de 100 projets de recherche et 1 000 chercheurs, y compris un investissement dans le CHU de Québec-Université de Laval pour créer un programme visant à accélérer la production de vaccins.

- Le 3 mars : Le ministère des Finances annonce son intention de prolonger la nouvelle Subvention salariale d'urgence du Canada et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer du 14 mars au 5 juin 2021.
- [Groupe de discussion des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination \(4 mars\).](#)
- Le 5 mars : Santé Canada approuve le vaccin à dose unique de Johnson & Johnson au pays.
- Le 5 mars : Le gouvernement du Canada annonce un projet de règlement pour l'établissement du Système fédéral de crédits compensatoires pour les gaz à effet de serre.
- Du 8 au 14 mars
  - [Groupe de discussion des anglophones de la population générale du Québec \(8 mars\).](#)
  - Le 8 mars : Le gouvernement du Canada déclare le 11 mars 2021 comme étant la Journée nationale de commémoration de la COVID-19.
  - [Groupes de discussion des bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan \(9 mars\) et des résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie \(10 mars\).](#)
  - Le 10 mars : Une mise à jour est publiée pour indiquer que 101 avis concernant la qualité de l'eau potable ont été levés, ce qui signifie que depuis novembre 2015, l'accès à l'eau potable a été restauré dans environ 5 850 maisons et 430 immeubles communautaires dans 73 communautés des Premières nations.
  - Le 12 mars : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 25,2 millions de dollars dans 52 projets de recherche liés à la COVID-19 partout au pays.
  - Le 12 mars : Le gouvernement du Canada annonce la création d'un groupe consultatif qui aidera à choisir le prochain gouverneur général.
- Du 15 au 21 mars
  - Le 15 mars : Le gouvernement du Canada, en collaboration avec le premier ministre du Québec, annonce un investissement, à parts égales, de 100 millions de dollars dans Lion Electric, pour l'établissement d'une usine d'assemblage de batteries électriques hautement automatisée au Québec.
  - [Groupe de discussion des résidents du Canada atlantique \(16 mars\).](#)
  - Le 17 mars : Les modifications aux mesures législatives sur l'aide médicale à mourir entrent en vigueur.
  - [Groupe de discussion des résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque \(18 mars\).](#)
- Du 22 au 31 mars
  - Le 22 mars : Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec annoncent qu'un partenariat a été conclu avec six fournisseurs de services Internet pour offrir à 150 000 foyers supplémentaires du Québec l'accès à Internet haute vitesse d'ici septembre 2022.
  - Le 22 mars : Le gouvernement du Canada prolonge la date limite pour la présentation des demandes pour le nouveau Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) du 31 mars au 30 juin 2021.

- Groupes de discussion des résidents de Victoria et Nanaimo (23 mars), des Autochtones de l'Alberta (24 mars) et des jeunes adultes de 18 à 30 ans de la GRM (25 mars).
- Le 25 mars : La Cour suprême du Canada rend une décision qui confirme la constitutionnalité de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre*, permettant ainsi au gouvernement fédéral de mettre en place une tarification minimum pour les gaz à effet de serre.
- Le 29 mars : Le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) recommande de ne pas administrer le vaccin contre la COVID-19 d'AstraZeneca aux adultes de moins de 55 ans avant qu'une nouvelle enquête soit menée.
- Groupe de discussion des leaders d'opinion/influenceurs/personnes plus attentives aux nouvelles et aux médias de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta (30 mars).
- Le 31 mars : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 3 millions de dollars dans le projet Biojet de l'Université de l'Alberta en vue d'assurer une reprise solide après la pandémie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Le 31 mars : Le gouvernement du Canada investit 4,2 millions de dollars pour donner accès au réseau Internet haute vitesse à 1 550 foyers supplémentaires dans le sud-est de l'Ontario.
- Le 31 mars : Le gouvernement du Canada investit 415 millions de dollars pour aider Sanofi Pasteur à construire une usine de fabrication de vaccins de bout en bout à Toronto.
- Le 31 mars : On dénombre 911 293 cas de COVID-19 au Canada et 22 959 décès associés.

## Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

En réponse à une question leur demandant ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada ces derniers jours, les participants ont mentionné un éventail d'enjeux, d'annonces et d'activités, mais c'est le thème de l'approvisionnement en vaccins et de leur distribution qui a dominé. Les participants avaient entendu parler de plusieurs aspects du déploiement vaccinal, ce qui en a incité certains à commenter en termes élogieux le rôle du gouvernement fédéral dans l'achat et la distribution des doses, alors que d'autres se sont montrés plus critiques.

Du côté positif, de nombreux participants ont cité les nouvelles suivantes :

- L'approbation d'autres vaccins, tel celui d'AstraZeneca, dont certains participants ont dit qu'il avait été jugé sûr;
- Les annonces par le gouvernement fédéral que des cargaisons de vaccins arriveraient plus vite que prévu, renflouant ainsi les stocks des provinces et des territoires;
- La vaccination prioritaire des communautés autochtones, et en particulier des Aînés;
- Les taux d'efficacité élevés des vaccins, et ce, dès la première dose;

- Le plan du gouvernement fédéral pour obtenir des doses supplémentaires (p. ex. les discussions avec les États-Unis à ce sujet) et pour les distribuer à travers le pays. Les participants ont noté que le gouvernement du Canada se démenait pour obtenir des vaccins et faisait preuve de transparence quant au nombre de doses distribuées jusqu'à présent;
- La participation du gouvernement fédéral à l'initiative COVAX, qui vise à assurer un accès équitable aux vaccins partout dans le monde.

D'autres participants, en revanche, avaient entendu des informations qui leur semblaient préoccupantes sur les démarches d'achat et de distribution des vaccins menées par le gouvernement fédéral et sur les vaccins eux-mêmes :

- Des critiques à l'endroit du gouvernement du Canada pour sa lenteur à déployer les vaccins ainsi que des références plus précises :
  - au report de l'administration des premières doses à juillet pour certains groupes;
  - au prolongement de l'intervalle entre la première et la seconde dose, passé de trois semaines à quatre mois;
  - à l'épuisement des stocks de vaccins, situation qui a incité le Canada à demander l'aide des États-Unis;
- Des préoccupations au sujet de l'innocuité du vaccin d'AstraZeneca, liées au risque de caillots sanguins. Certains avaient cru comprendre que l'utilisation de ce vaccin était interdite au Canada, alors que d'autres pensaient qu'il ne serait pas administré aux Canadiens de moins de 55 ans.

Quelques participants ont mentionné qu'ils cherchaient activement à se renseigner sur les vaccins et que l'information relayée par les médias et divers ordres de gouvernement présentait des contradictions. Ils trouvaient exigeant de devoir analyser cette information pour en dégager les éléments les plus pertinents, crédibles et à jour.

La discussion a également porté sur d'autres aspects de la COVID-19, y compris :

- La progression des nouveaux variants;
- La troisième vague de la pandémie qui frappait certaines provinces, l'Ontario par exemple;
- La quarantaine imposée aux voyageurs qui arrivent au Canada ou rentrent au pays. Certains avaient entendu dire que les conditions dans les établissements désignés étaient médiocres;
- La réouverture des frontières interprovinciales pour faciliter les déplacements;
- L'aide financière ou les rabais destinés aux petites entreprises, un point sur lequel peu de détails ont été donnés.

Plusieurs participants ont parlé de l'évolution du train de mesures sanitaires adoptées dans leur région, en signalant la confusion que les changements de consignes semaient chez les petits propriétaires d'entreprises, dont certains perdaient le fil de ce qui était permis ou interdit actuellement.

Si l'information sur la COVID-19 – et en particulier les vaccins – avait tendance à accaparer l'attention de la plupart des participants, quelques-uns ont reconnu qu'ils se sentaient submergés par les nouvelles de la pandémie et qu'ils avaient pris la décision d'y prêter moins attention pour l'instant.

D'autres questions ont été évoquées, sans grands détails toutefois, lors de cette discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu dernièrement au sujet du gouvernement du Canada :

- Le déclenchement possible d'élections fédérales;
- Le prochain budget et les moyens que prendra le gouvernement fédéral pour rembourser la dette due à la pandémie;
- Les tensions entre le Canada et la Chine à la suite de la détention de deux citoyens canadiens dans ce pays et la possibilité de prendre sanctions à son encontre;
- Le rejet du projet de loi d'initiative parlementaire sur l'assurance-médicaments présenté à la Chambre des communes (le projet de loi C-213, *Loi canadienne sur l'assurance-médicaments*);
- Les changements apportés à la *Loi sur l'aide médicale à mourir* (AMM) du Canada;
- Les inconduites dans l'armée canadienne.

Dans le groupe composé d'Autochtones de l'Alberta, la discussion a porté sur les enjeux suivants :

- Le racisme systémique au Canada, en particulier dans le système de santé;
- L'engagement du gouvernement fédéral à assurer l'accès à l'eau potable dans les communautés autochtones et à s'attaquer aux enjeux liés aux femmes autochtones disparues ou assassinées – Les participants estimaient qu'il y avait un manque de transparence de la part du gouvernement du Canada. Ils ont mentionné que ce sujet recevait beaucoup d'attention dans les médias sociaux;
- Les inquiétudes à l'idée que la couverture médicale offerte par Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (appelé Affaires indiennes et du Nord Canada par les participants) ne comprenne pas les soins dentaires ou les vaccins, et que certains devraient payer de leur poche;
- Le traitement des Autochtones qui souhaitent exercer leur droit de chasser et de piéger dans les territoires traditionnels – Les participants ont soulevé le problème des pêches au Canada atlantique, en déplorant le manque de soutien du ministère des Pêches et des Océans (MPO) et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour régler le conflit entre pêcheurs autochtones et non autochtones et protéger ces derniers contre les agressions physiques.

### **L'arrêt de la Cour suprême sur la tarification du carbone (leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

Tous les participants étaient au courant de l'arrêt de la Cour suprême du Canada dans le dossier de la tarification du carbone, rendu quelques jours avant la tenue du groupe de discussion. Ils ont expliqué que, dans une décision partagée marquée par une forte dissidence, la Cour avait reconnu au gouvernement fédéral le droit constitutionnel d'obliger les provinces à respecter des normes nationales minimales dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en tarifiant l'utilisation de combustibles fossiles par les grandes industries et par les consommateurs qui font le plein d'essence. Les participants ont précisé que l'Alberta avait plutôt mal réagi à cette annonce.

Nous leur avons ensuite présenté l'énoncé qui suit, en leur demandant ce qu'ils en pensaient.

*La semaine dernière, la Cour suprême du Canada a statué que la loi du gouvernement fédéral exigeant que les provinces et les territoires mettent en œuvre des systèmes de tarification du gaz carbonique d'ici le 1er janvier 2019, ou adoptent un système imposé par le gouvernement fédéral, est constitutionnelle. La majorité des juges ont souligné que le réchauffement planétaire cause des dommages au-delà des frontières provinciales, et qu'il s'agit d'une matière d'intérêt national en vertu de la disposition de la Constitution sur « la paix, l'ordre et le bon gouvernement ». Ils ont également souligné que la Loi s'applique uniquement si les systèmes provinciaux ou territoriaux de tarification ne sont pas assez stricts pour réduire le réchauffement planétaire.*

Dans l'ensemble, les participants ont appuyé la décision de la Cour suprême. Quelques-uns croyaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction pour s'attaquer au problème planétaire des changements climatiques. De leur point de vue, cet enjeu touchait l'ensemble des Canadiens, et non seulement les Albertains. Il leur paraissait donc que la lutte contre le réchauffement climatique et ses effets sur la population canadienne relevait de la compétence du gouvernement fédéral. D'autres se sont montrés plus circonspects, convenant que la décision était une étape nécessaire, peu importe qu'ils aient des réserves ou non à son égard. Certains de ces participants estimaient qu'il coûterait plus cher de continuer à consacrer du temps et des ressources à débattre de la question et qu'en définitive il vaudrait mieux, dans l'intérêt de l'environnement, que les deux ordres de gouvernement collaborent. Quelques personnes ont affirmé avoir prédit l'issue de l'affaire. Elles n'étaient donc pas tant surprises, que curieuses de savoir si l'application des systèmes de tarification du carbone à l'échelle du pays accélérerait les changements au-delà de ce qui se serait produit en l'absence d'une telle décision.

À l'inverse, plusieurs participants croyaient que l'arrêt créait un dangereux précédent, qui leur semblait autoriser le gouvernement fédéral à percevoir des taxes auprès des provinces sans leur consentement. Certaines personnes du groupe ont fait valoir, par ailleurs, que la surpêche et la pollution des océans contribuaient au réchauffement climatique. À ce titre, elles ne croyaient ni équitable ni judicieux de concentrer les efforts sur la réduction du carbone. D'autres voyaient là une tentative de la part du gouvernement fédéral d'imposer des taxes supplémentaires aux provinces de l'Ouest. D'autres encore s'inquiétaient que le système de tarification pénalise injustement les agriculteurs et les Canadiens qui habitent dans des régions plus froides.

Interrogés sur leur opinion du système de tarification en place en Alberta, bon nombre de participants ont réitéré leur appui à l'initiative, arguant qu'elle était nécessaire pour favoriser le changement et réduire les émissions industrielles. Ils s'attendaient à ce que le gouvernement provincial épaulé toute industrie qui en subirait les contrecoups et ne voyaient aucun inconvénient au système. En règle générale, les participants privilégiaient une solution « conçue en Alberta », de manière à ce que les recettes perçues restent dans la province. Ils craignaient qu'en l'absence d'un mécanisme provincial, l'industrie n'ait pas suffisamment confiance pour y maintenir ses activités. Il leur paraissait également que tout système visant à contrer le réchauffement climatique devrait mettre l'accent sur la réduction de la pollution dans tous les domaines, au lieu de cibler uniquement le carbone. Les gros pollueurs comme l'Inde et la Chine devaient aussi être mobilisés, selon eux, car le Canada ne représentait qu'une petite partie d'un problème beaucoup plus vaste. Enfin, certains ont mentionné que la logique du barème de la tarification du carbone, censé augmenter avec le temps, leur échappait.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils savaient qu'environ 90 % des produits directs découlant de l'initiative fédérale de tarification de la pollution étaient retournés aux résidents des provinces sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat. Presque tous ont répondu que oui. Cependant, certains assimilaient cet aspect du système à un mécanisme de redistribution de la richesse, tandis que d'autres ne croyaient pas que le gouvernement du Canada remettrait intégralement ces fonds à la province et aux Albertains. Ils réclamaient plus de transparence ainsi que des preuves que cela aurait bel et bien lieu.

Pour clarifier les choses, nous avons fourni un complément d'information aux participants sur les paiements de l'Incitatif. Nous leur avons indiqué que le gouvernement du Canada ne conserve aucune part des produits directement issus de la tarification de la pollution, que les paiements de l'Incitatif sont octroyés par l'intermédiaire des déclarations de revenus des particuliers, et que le solde de 10 % (c'est-à-dire la partie qui n'est pas retournée aux résidents) sert à soutenir les petites entreprises, les écoles, les universités, les municipalités et les groupes autochtones. À nouveau, les commentaires trahissaient une certaine méfiance à l'égard du gouvernement fédéral. Même si plusieurs participants ont dit ne pas être contre le système de tarification de la pollution en tant que tel, ils n'étaient pas convaincus que 90 % des recettes reviendraient aux Albertains comme promis. Ils ont insisté sur le fait que la transparence et la reddition de comptes étaient essentielles pour cet aspect du programme.

Quelques participants ont aussi mentionné qu'ils préféreraient voir plus d'argent alloué aux municipalités, pour encourager leurs initiatives antipollution, ainsi qu'aux industries locales, qu'ils jugeaient plus susceptibles de trouver des moyens ingénieux de réduire leurs émissions de carbone. Certains ont également noté que les particuliers font déjà leur possible pour diminuer leur consommation d'énergie et améliorer leur bilan énergétique. Par conséquent, leur offrir des rabais ne contribuerait pas forcément à changer les comportements ou à faire évoluer les choses.

## Informations sur la COVID-19 (leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Les habitudes en matière de consommation médiatique ont fait l'objet d'une conversation dans deux groupes dont les participants avaient indiqué, au moment du recrutement, qu'ils suivaient plus assidûment les nouvelles que la moyenne. La discussion a porté sur leurs principales sources d'information, de façon générale et en lien avec la COVID-19, ainsi que sur leurs habitudes d'utilisation des médias sociaux, notamment la fréquence à laquelle ils partagent du contenu sur les réseaux sociaux et leur réaction aux fausses informations ou aux « fausses nouvelles ».



### Sources de nouvelles et d'informations

Les participants ont expliqué qu'ils se renseignaient auprès d'un large éventail de sources, tant traditionnelles que numériques. La plupart comptaient avant tout sur les médias d'information canadiens d'envergure nationale, régionale ou locale. Certains consultaient également des sources étrangères.

Du côté canadien, ils ont mentionné des diffuseurs tels que CTV, Global News et CBC (nouvelles régionales et nationales) et des sources de nouvelles imprimées ou en ligne comme le *Globe and Mail* et le *National Post*. Les participants ont aussi fréquemment cité des quotidiens régionaux ou locaux :

- En Alberta, le *Edmonton Journal*, le *Calgary Herald* et le *Winnipeg Sun*;
- En Ontario, le *Toronto Star*.

Pour ce qui est des médias étrangers (diffuseurs, presse et contenu en ligne), certains participants ont dit régulièrement consulter une ou plusieurs des sources suivantes : la chaîne CNN, la BBC, la chaîne Al Jazeera, le *Guardian*, l'agence Associated Press et le *Washington Post*.

Les médias sociaux, en particulier Twitter, Facebook, YouTube, Instagram et Snapchat, figuraient aussi parmi les sources courantes de nouvelles et d'informations.

Bien qu'ayant fait l'objet de mentions moins fréquentes, les radios d'informations, les radios parlées, les émissions de fin de soirée, les émissions humoristiques et les podcasts ont tout de même fait partie de la liste dressée par certains participants.

Quelques personnes ont signalé qu'elles avaient tendance à suivre davantage les médias traditionnels pour avoir les nouvelles régionales ou locales, alors que pour les nouvelles nationales et internationales, elles aimaient faire appel à des médias variés, traditionnels ou numériques. Enfin, plusieurs participants ont dit s'être abonnés aux actualités de dernière heure en ligne, citant expressément Google News et la BBC.

### Nouvelles et informations sur la COVID-19

Nous avons demandé aux participants quel genre de nouvelles et d'informations sur la COVID-19 ils lisaient habituellement. Deux sujets semblaient tout particulièrement retenir leur attention :

- Les tendances relatives à la pandémie – Les données illustrant l'évolution du nombre de cas de COVID-19 à l'échelle du pays et des collectivités (y compris dans les établissements de soins de longue durée et les maisons de retraite) ainsi que la propagation du virus et de ses variants (p. ex., le taux de reproduction ou le  $R_t$  estimé), le nombre d'hospitalisations et le nombre de patients atteints de la COVID-19 dans les unités de soins intensifs de la région;
- Le déploiement des vaccins – L'approvisionnement en vaccins, les délais d'admissibilité prévus et les conséquences de la vaccination pour différents sous-groupes de la population, notamment les enfants.

Les participants ont aussi mentionné quelques sujets connexes sur lesquels ils cherchaient à se renseigner : les effets possibles du virus à long terme chez ceux qui l'ont contracté, les aspects scientifiques de la transmission et du traitement de la COVID-19, l'évaluation de la réponse du Canada à la pandémie et de sa situation actuelle par rapport à d'autres pays, et les effets secondaires possibles des vaccins. Certains se sont dits curieux d'en savoir plus sur des points de vue opposés aux leurs, par exemple celui des personnes réfractaires aux masques ou aux vaccins.

Les participants ont indiqué qu'ils avaient trouvé l'essentiel de l'information recherchée en consultant les sites Web de leurs gouvernements fédéral, provincial ou municipal, et dans certains cas auprès de leur bureau de santé publique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également été citée à titre de source.

### **Médias sociaux et fausses nouvelles**

La plupart des participants se sont dits enclins à partager des articles trouvés dans les médias sociaux, quoique certains aient précisé qu'ils n'en faisaient pas une habitude. Parmi les plus prompts au partage, la majorité se limitait à des articles qui contiennent des données scientifiques provenant d'une source crédible – soit un média ou un porte-parole légitime (p. ex., une épidémiologiste, un médecin) – et qui sont pertinents dans le contexte d'une discussion ou d'un sujet pour lequel quelqu'un a manifesté de l'intérêt. La diffusion d'information leur paraissait utile pour faire avancer la discussion ou pour réfuter des faussetés ou déboulonner des mythes circulant dans les médias sociaux. Certains ont signalé qu'ils étaient plus susceptibles de partager de l'information visuelle (une affiche, par exemple), facile à comprendre et à assimiler.

D'autres ont expliqué qu'ils ne partageaient pas de contenu ou avaient cessé de le faire, parce qu'ils doutaient de sa crédibilité ou ne souhaitaient pas ajouter à la quantité déjà phénoménale d'informations qui circulent actuellement. Cela dit, certaines personnes du groupe ont dit qu'elles continuaient de prendre part aux conversations et de publier des commentaires, même si elles ne partageaient pas d'articles.

Les participants ont confirmé qu'ils tombaient régulièrement sur de fausses informations ou de « fausses nouvelles » en ligne. Quelques-uns ont mentionné que ce phénomène est surtout associé à leurs fils Facebook, car ils reçoivent des publications provenant d'un éventail de personnes avec lesquelles ils ont en réalité peu de liens personnels. En revanche, ils pensaient être moins exposés aux fausses nouvelles sur Twitter, où ils suivent uniquement des utilisateurs dont les vues correspondent aux leurs.

Pour ce qui est d'évaluer la crédibilité des informations en ligne, les participants ont dit se fier à leur propre jugement, mais également vérifier si la source est légitime. En plus de valider le contenu, ils consultent parfois Google pour voir si d'autres auteurs appuient les déclarations faites dans l'article. Certains prennent aussi le temps de scruter les sources citées dans les notes de bas de page. D'autres ont signalé que le titre de l'article donne souvent une idée de son sérieux (p. ex., les titres farfelus ou exagérés inspirent moins confiance).

Les réponses ont varié lorsque nous avons demandé aux participants s'il leur arrivait de corriger de fausses informations vues dans les médias sociaux. Beaucoup avaient tendance à intervenir s'il s'agissait d'un membre de la famille : il leur était plus facile d'engager un dialogue et d'essayer d'éclairer une personne de leur entourage, qu'ils croyaient peut-être plus ouverte à la discussion. Plusieurs ont reconnu qu'il leur arrivait de corriger des informations inexactes partagées sur Facebook, souvent sous le coup de leurs propres émotions face à ce qu'ils venaient de voir ou de lire. Dans l'ensemble, cependant, les participants étaient peu disposés à assumer la tâche pénible de débattre en ligne avec un grand groupe, au motif que cela donnait souvent lieu à des affrontements malsains et improductifs. Ils ne voyaient pas l'intérêt de passer du temps à discuter avec des groupes qui leur semblaient plutôt dogmatiques et peu ouverts à d'autres points de vue. Même s'ils étaient conscients que la diffusion de fausses informations en ligne peut être dangereuse, plusieurs ont dit qu'ils trouvaient stressant d'intervenir dans des discussions pour corriger des inexactitudes.

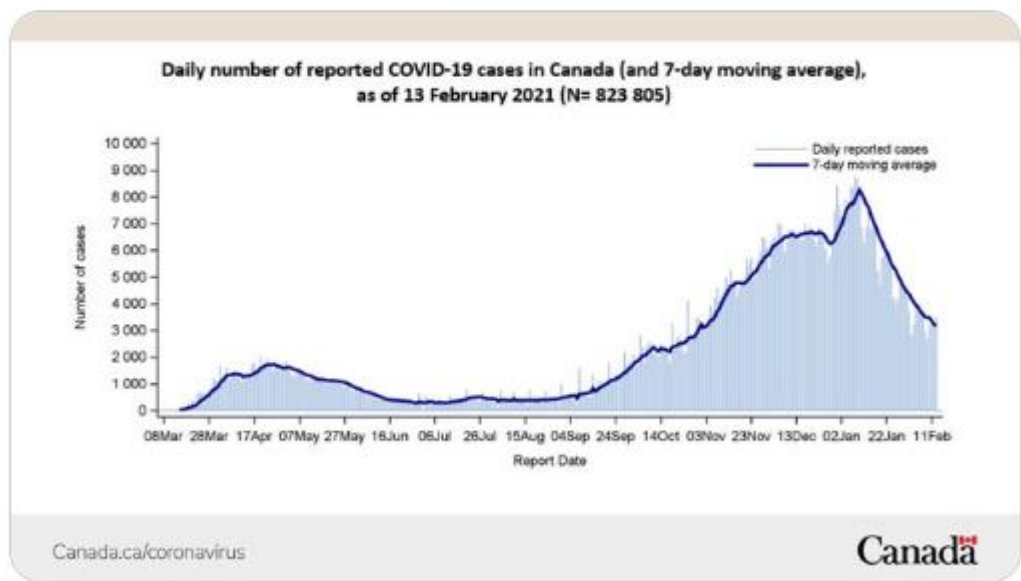
## Préférences en matière d'information sur la COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Nous avons présenté aux participants de plusieurs groupes une série de messages publiés dans les médias sociaux, provenant de sources diverses, par exemple du gouvernement fédéral, d'un gouvernement provincial ou d'autres instances. Les publications portaient sur différents aspects de la pandémie; il pouvait s'agir de renseignements généraux, de tendances relatives au nombre de cas, aux tests de dépistage et aux décès liés à la COVID-19, des nouveaux variants ou de la campagne de vaccination. Après avoir vu les publications, les participants devaient indiquer celles qui les intéresseraient ainsi que leur propension à les « aimer » ou à les « partager ». Les exemples montrés aux participants figurent ci-après et sont numérotés de A à M par souci de commodité.

**Option A1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**

· Feb 19 ...

NEW – For the latest detailed [#epidemiology](#) of [#COVID19](#) in Canada with highlights, trends and analysis see [#PHAC's COVID-19 WEEKLY EPIDEMIOLOGY REPORT](#) for February 7-13, 2021.  
[canada.ca/content/dam/ph...](#)



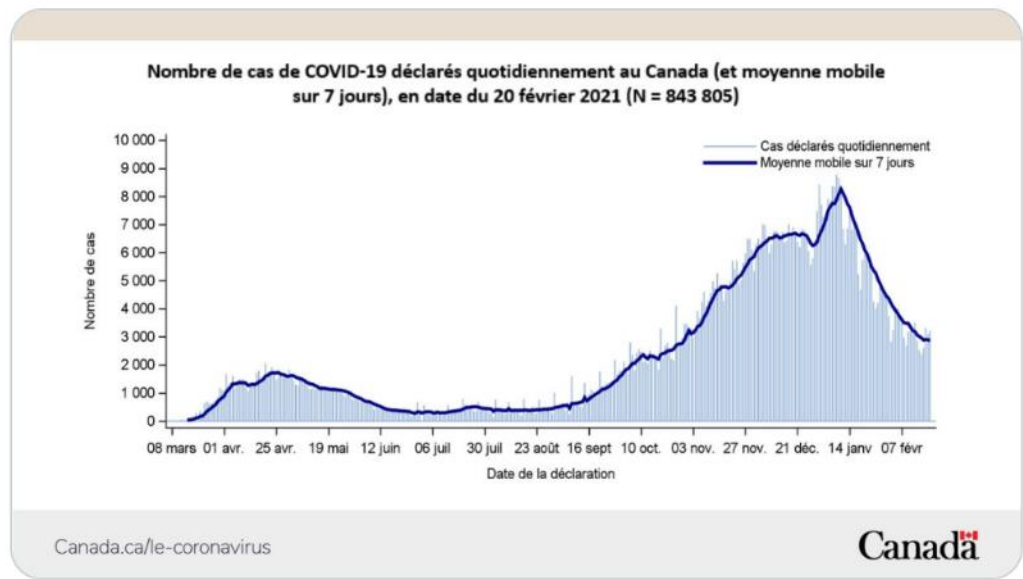
32 26 74 ↑

La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 19 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris « NEW – For the latest detailed [#epidemiology](#) of [#COVID19](#) in Canada with highlights, trends and analysis see [#PHAC's COVID-19 WEEKLY EPIDEMIOLOGY REPORT](#) for February 7-13, 2021. [Canada.ca/content/dam/ph...](#) ». Le lien et les mots-clés sont en bleu. Sous le texte, on voit un graphique intitulé « Daily number of reported COVID-19 cases (and 7-day moving average), as of 13 February 2021 (N= 823 805) ». L'axe des x correspond à la date de la déclaration, tandis que l'axe des y indique le nombre de cas. Le graphique comporte des lignes verticales bleu clair qui représentent les cas déclarés quotidiennement et une ligne de tendance bleu marine qui exprime la moyenne mobile sur sept jours. Le sommet du graphique se trouve du côté droit. Au bas de l'image, on voit le mot-symbole du gouvernement du Canada, à droite, et l'adresse « [Canada.ca/coronavirus](#) » à gauche. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option A2 (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**

Feb 26

NOUVEAU – Consultez la MISE À JOUR HEBDOMADAIRE de l’#ASPC sur l’épidémiologie de la #COVID19 au Canada pour la semaine du 14 au 20 février 2021 afin d’obtenir les dernières nouvelles (faits saillants, tendances, analyse détaillée). [canada.ca/content/dam/ph...](https://canada.ca/content/dam/ph...)

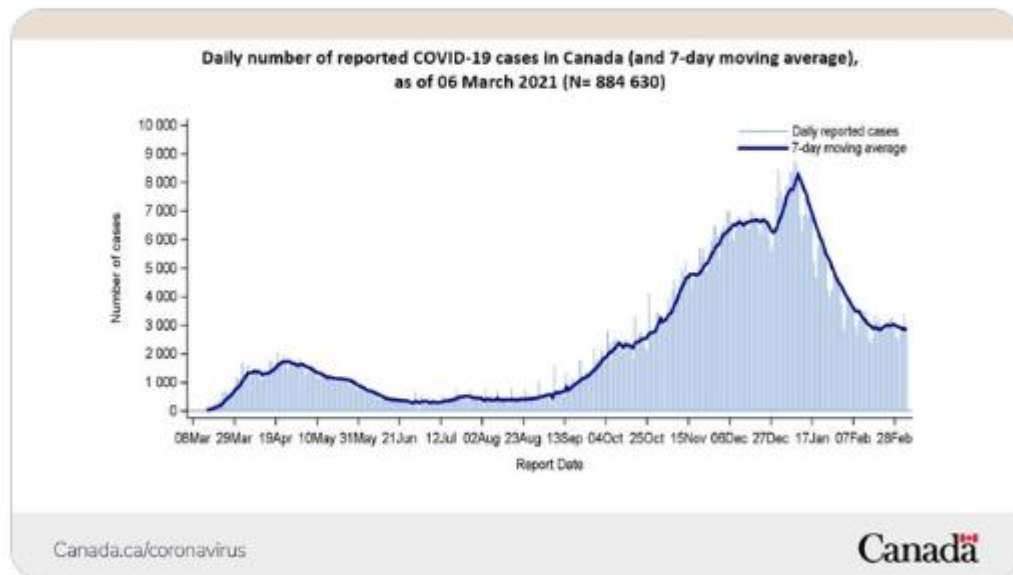


1 4 2

La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 26 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris « NOUVEAU – Consultez la MISE À JOUR HEBDOMADAIRE de l’#ASPC sur l’épidémiologie de la #COVID19 au Canada pour la semaine du 14 au 20 février 2021 afin d’obtenir les dernières nouvelles (faits saillants, tendances, analyse détaillée). [Canada.ca/content/dam/ph...](https://canada.ca/content/dam/ph...) ». Le lien et les mots-clés sont en bleu. Sous le texte, on voit un graphique intitulé « Nombre de cas de COVID-19 déclarés quotidiennement au Canada (et moyenne mobile sur 7 jours), en date du 20 février 2021 (N = 843 805) ». L’axe des x correspond à la date de la déclaration, tandis que l’axe des y indique le nombre de cas. Le graphique comporte des lignes verticales bleu clair qui représentent les cas déclarés quotidiennement et une ligne de tendance bleu marine qui exprime la moyenne mobile sur sept jours. Le sommet du graphique se trouve du côté droit. Au bas de l’image, on voit le mot-symbole du gouvernement du Canada, à droite, et l’adresse « [Canada.ca/le-coronavirus](https://Canada.ca/le-coronavirus) » à gauche. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d’aimer ou de partager la publication.

**Option A3 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**

NEW – For the latest detailed #epidemiology of #COVID19 in Canada with highlights, trends and analysis see #PHAC’s COVID-19 WEEKLY EPIDEMIOLOGY REPORT for February 28 – March 6, 2021. [canada.ca/content/dam/ph...](https://canada.ca/content/dam/ph...)



18 25 49

La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit de l'image, il y a trois petits points gris. En dessous, on peut lire en caractères gris « NEW – For the latest detailed #epidemiology of #COVID19 in Canada with highlights, trends and analysis see #PHAC’s COVID-19 WEEKLY EPIDEMIOLOGY REPORT for February 28 – March 6 2021. [Canada.ca/content/dam/ph...](https://canada.ca/content/dam/ph...) ». Le lien et les mots-clés sont en bleu. Sous le texte, on voit un graphique intitulé « Daily number of reported COVID-19 cases (and 7-day moving average), as of 06 March 2021 (N= 884 630) ». L'axe des x correspond à la date de la déclaration, tandis que l'axe des y indique le nombre de cas. Le graphique comporte des lignes verticales bleu clair qui représentent les cas déclarés quotidiennement et une ligne de tendance bleu marine qui exprime la moyenne mobile sur sept jours. Le sommet du graphique se trouve du côté droit. Au bas de l'image, on voit le mot-symbole du gouvernement du Canada, à droite, et l'adresse « [Canada.ca/coronavirus](https://canada.ca/coronavirus) » à gauche. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option B1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter par @CPHO\_Canada. À gauche du pseudonyme se trouve une coche de vérification bleue et, à droite, une indication en caractères gris que le gazouillis a été publié il y a trois heures. À l'extrême droite, il y a trois petits points gris. À la ligne suivante, on peut lire « Today's #COVID19 in [émoji du drapeau canadien] info and updates; [émoji d'une flèche blanche pointant vers la droite dans un carré bleu] #GOC website on #coronavirus disease: [ow.ly/vX0350BHNVF](https://ow.ly/vX0350BHNVF) [émoji d'une flèche blanche pointant vers la droite dans un carré bleu] Canada COVID-19 Situational Awareness Dashboard: [ow.ly/xOxW50BHNXm](https://ow.ly/xOxW50BHNXm) ». Les mots-clés et les liens vers les sites Web sont en caractères bleus; le reste du texte est en caractères gris. En dessous, sur un fond brun clair, on voit une feuille d'érable découpée dans une teinte plus pâle, à droite, et les mots « COVID-19 in Canada » en caractères gras noirs, à gauche. Vient ensuite un fond blanc où il est indiqué que la dernière mise à jour a eu lieu le 25 février 2021 à 19 h, heure de l'Est. Sous cette date, on peut lire dans un encadré vert « Total tests performed 24,030,155 », dans un encadré bleu « total cases 858,217 », dans un encadré jaune « Active cases 30,335 », dans un encadré violet « Recovered 806,017 » et dans un encadré rose « Deaths 21,865 ». Au bas de l'image, une mince bande gris clair arbore le mot-symbole du gouvernement du Canada à droite, et l'adresse « Canada.ca/coronavirus » à gauche. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.



**Option B2 ((résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**

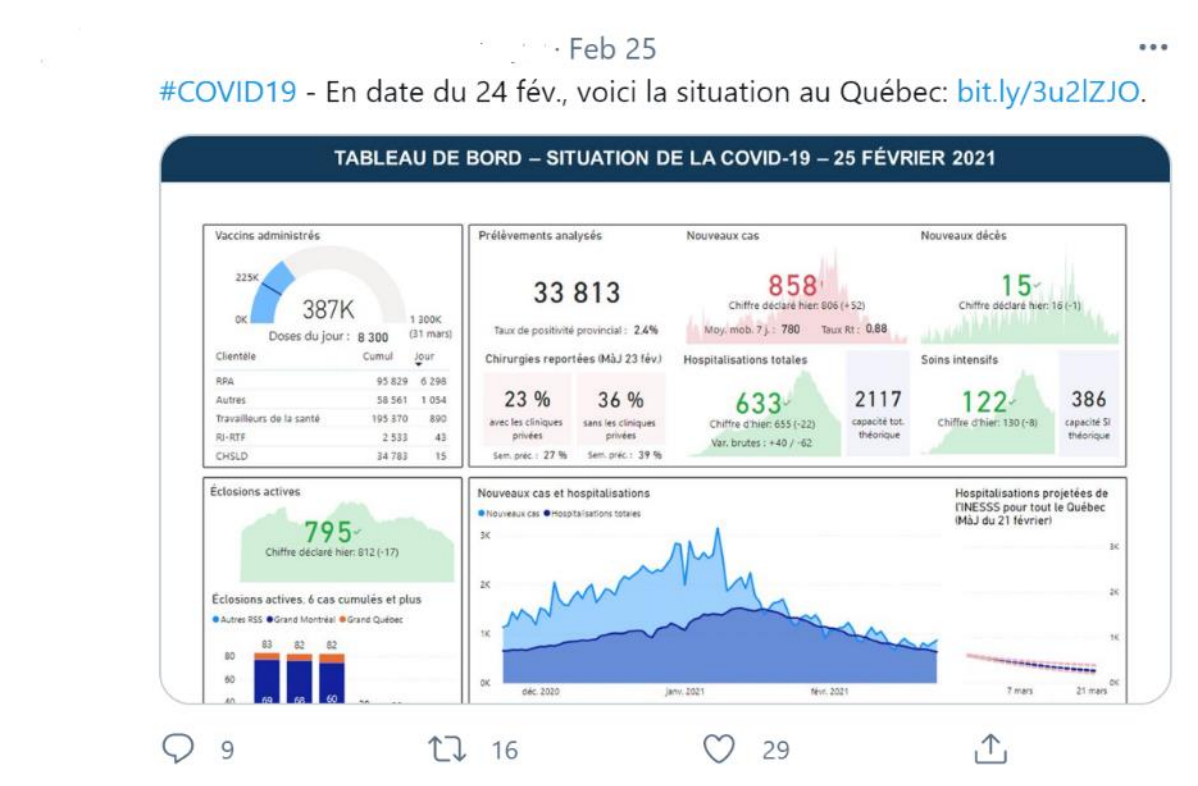
Today's #COVID19 in 🇨🇦 info and updates:  
 ➡ #GOC website on #coronavirus disease:  
[ow.ly/vX0350BHNVF](https://ow.ly/vX0350BHNVF)  
 ➡ Canada COVID-19 Situational Awareness Dashboard:  
[ow.ly/xOxW50BHNXm](https://ow.ly/xOxW50BHNXm)



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit de l'image, il y a trois petits points gris. En dessous à gauche, on peut lire « Today's #COVID19 in [émoji du drapeau canadien] info and updates; [émoji d'une flèche blanche pointant vers la droite dans un carré bleu] #GOC website on #coronavirus disease: [ow.ly/vX0350BHNVF](https://ow.ly/vX0350BHNVF) [émoji d'une flèche blanche pointant vers la droite dans un carré bleu] Canada COVID-19 Situational Awareness Dashboard: [ow.ly/xOxW50BHNXm](https://ow.ly/xOxW50BHNXm) ». Les mots-clés et les liens vers les sites Web sont en caractères bleus; le reste du texte est en caractères gris. En dessous, sur un fond brun clair, on voit une feuille d'érable découpée dans une teinte plus pâle, à droite, et les mots « COVID-19 in Canada » en caractères gras noirs, à gauche. Vient ensuite un fond blanc où il est indiqué que la dernière mise à jour a eu lieu le 16 mars 2021 à 19 h, heure de l'Est. Sous cette date, on peut lire dans un encadré vert « Total tests performed 26,068,659 », dans un encadré bleu « total cases 915,868 », dans un encadré jaune « Active cases 31,517 », dans un encadré violet « Recovered 861,832 » et dans un encadré rose « Deaths 22,519 ». Au bas de l'image, une mince bande gris clair arbore le mot-symbole du gouvernement du Canada à droite. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.



**Option C (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 25 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris « #COVID19 – En date du 24 fév., voici la situation au Québec: [bit.ly/3u2IZJO](https://bit.ly/3u2IZJO) ». Le lien et les mots-clics sont en bleu. En dessous, on voit une image qui comporte une bannière bleue et le titre « TABLEAU DE BORD – SITUATION DE LA COVID-19 – 25 FÉVRIER 2021 » écrit en caractères blancs. Sous cette bannière, quatre encadrés sont disposés sur un fond blanc. L'encadré supérieur gauche comporte la mention « Vaccins administrés » et un graphique bleu en forme de demi-cercle indiquant que 387 000 doses ont été administrées. L'encadré inférieur gauche comporte la mention « Éclosions actives » ainsi qu'un graphique vert indiquant le nombre d'éclosions, soit « 795 », ainsi que le « Chiffre déclaré hier : 812 (-17) ». L'encadré inférieur droit comporte la mention « Nouveaux cas et hospitalisations », un graphique bleu clair qui représente les « nouveaux cas » et un graphique bleu foncé qui représente les « hospitalisations totales ». L'encadré supérieur droit présente diverses statistiques illustrées par des graphiques verts et rouges. Dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir du coin supérieur gauche, on peut lire les données suivantes : « Prélèvements analysés 33 813 », « Nouveaux cas 858 », « Nouveaux décès 15 », « Soins intensifs 122 », « Hospitalisations totales 633 », « Chirurgies reportées (MàJ 23 fév.) 23 % 36 % ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option D (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**

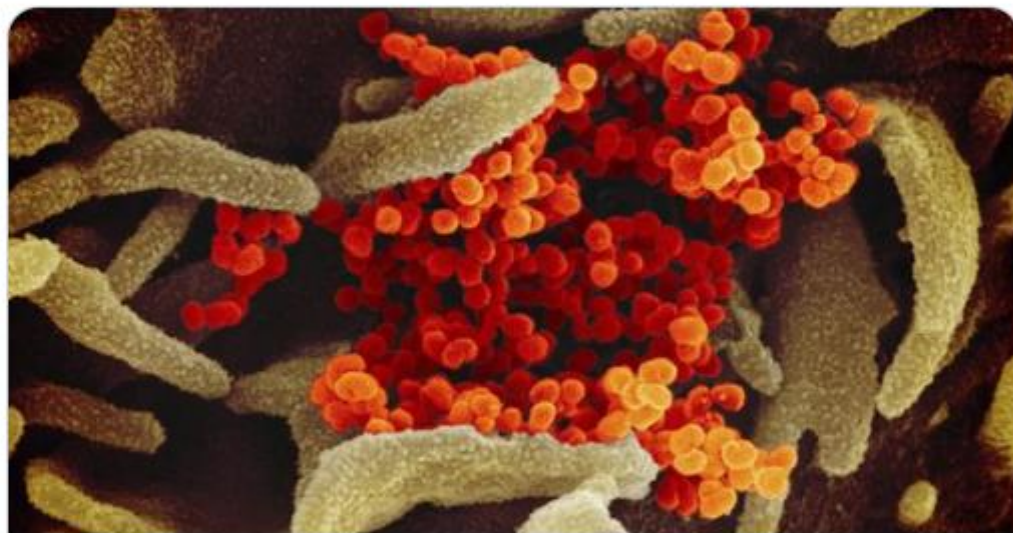


La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Tout en haut, une estampille indique que le gazouillis a été publié il y a 23 heures. À droite, il y a trois petits points gris. Sous l'estampille, on peut lire un titre en caractères noirs : « La pandémie réduit l'espérance de vie au Québec ». En dessous, une photo montre en gros plan les mains d'un homme âgé assis dans un fauteuil. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « La pandémie réduit l'espérance de vie au Québec », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « L'espérance de vie à la naissance a diminué en 2020, de cinq mois chez les hommes et de huit mois chez les femmes, en raison de la pandémi... ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

Option E (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Numbers from the science table show new variants spreading rapidly in the province

The variants are "essentially out of control," said Anthony Dale, CEO of @OntHospitalAssn. "It seems pretty self-evident that we're in the early stages of the third wave."



Coronavirus tracker: How many COVID-19 cases are there in Canada a... COVID-19's rapid spread has put public-health agencies under pressure to save lives. Check back for daily updates on how the numbers are ...

64

258

194



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit, il y a trois petits points gris. En dessous à gauche, on peut lire un titre en caractères gras noirs : « Numbers from the science table show new variants spreading rapidly in the province ». À la ligne suivante, il est écrit en caractères noirs « The variants are "essentially out of control", said Anthony Dale, CEO of @OntHospitalAssn. "It seems pretty self-evident that we're in the early stages of the third wave" ». Les mots « The variants », « in the » et « the » sont en gras. En dessous, une photo montre des particules virales microscopiques émergeant de la surface de cellules. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « Coronavirus tracker: How many COVID-19 cases there in Canada a... », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « COVID-19's rapid spread has put public-health agencies under pressure to save lives. Check back for daily updates on how the numbers are... ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option F (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Tout en haut, une estampille indique que le gazouillis a été publié il y a 18 heures. À droite, il y a trois petits points gris. Sous l'estampille, on peut lire un titre en caractères noirs : « COVID-19 : Montréal se prépare à une augmentation des cas liés aux variants ». En dessous, on voit la photo d'une femme en train de parler. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « COVID-19 : Montréal se prépare à une augmentation des cas liés aux v... », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « De 15 à 16 % des nouveaux cas de COVID-19 à Montréal sont liés à un variant, selon la santé publique ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.



**Option G (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 24 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire un titre en caractères noirs : « The problem for Canada will be finding this variant, experts say ». En dessous, on voit la photo d'un pathogène multicolore sur un fond noir. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « Minefield' of variants: How the California strain is different from the ot... », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « The latest iteration of COVID-19 making waves is one first identified in California. The Western state is now teeming with the variant... ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option H1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 18 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris : « Today, we hit an important milestone: more than 500,000 doses of COVID-19 vaccines administered in Ontario. Thank you to all the health care and frontline workers who made this milestone possible ». On voit ensuite un encadré bleu foncé comportant un dessin de seringue et des cliparts de virus. Sous ces images, on peut lire en caractères blancs : « Ontario has now administered over 500,000 COVID-19 vaccine doses ». Le nombre « 500,000 » est mis en gras. Le mot-symbole du gouvernement de l'Ontario figure dans le coin inférieur droit de l'encadré. Au bas de la figure, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option H2 (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 18 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris : « a maintenant administré +500 000 doses de vaccins contre la #COVID19. Malgré des retards et des livraisons réduites, la vaccination de nos plus vulnérables progresse. Avec la réception d'autres vaccins, plus de groupes pourront être vaccinés ». On voit ensuite un encadré bleu foncé comportant un dessin de seringue et des cliparts de virus. Sous ces images, on peut lire en caractères blancs : « Le Québec a maintenant administré plus de 500 000 doses de vaccins contre la COVID-19 ». Le nombre « 500 000 » est mis en gras. Au bas de la figure, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

Option H3 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Ontario has now administered over one million doses of the #COVID19 vaccine. As we receive more vaccines, more groups will be able to get vaccinated. Learn more about Ontario's phased rollout plan at: [Ontario.ca/covidvaccine](https://Ontario.ca/covidvaccine)



12:09 PM · Mar 11, 2021 · Twitter Web App

La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Elle comporte trois petits points gris dans le coin supérieur droit. En dessous, on peut lire en caractères gris : « Ontario has now administered over one million doses of the #COVID19 vaccine. As we receive more vaccines, more groups will be able to get vaccinated. Learn more about Ontario's phased rollout plan at: [Ontario.ca/covidvaccine](https://Ontario.ca/covidvaccine) ». On voit ensuite un encadré bleu foncé comportant un dessin de seringue et des cliparts de virus. Sous ces images, on peut lire en caractères blancs : « Ontario has now administered over 1 million COVID-19 vaccine doses ». Le nombre « 1 million » est mis en gras. Le mot-symbole du gouvernement de l'Ontario figure dans le coin inférieur droit de l'encadré. Au bas de la figure, on peut lire en caractères gris : « 12:09 PM. Mar 11, 2021. Twitter Web App ».



**Option I (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 24 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris : « An incredible milestone – over 509580 vaccines administered ». L’emoji d’une bombe de table figure sous le mot « milestone » et le nombre « 509580 » se compose également d’emojis (chiffres blancs dans des carrés bleus). Le texte se poursuit : « Protecting mums, dads, grannies, grandpas, loved ones and friends – all thanks to our health care heroes! », accompagné de l’emoji d’une accolade. À la ligne suivante, une autre phrase, « We can achieve so much when we work together », est ponctuée par l’emoji d’une poignée de main. En dessous, on voit le mot-clic « #niinjections » en caractères bleus, suivi de l’emoji d’une seringue. Vient ensuite une image divisée par une ligne diagonale. Une photo d’une route menant à un tunnel figure du côté droit, tandis qu’un fond bleu marine d’où se détache, en gros caractères jaunes, le chiffre « 509,580 » se trouve du côté gauche. En dessous, il est écrit en caractères blancs « reasons to celebrate ». Sous ces mots, on voit le logo de Uniting UK et l’image d’une fiole de vaccin bleu clair. Au bas de la figure, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d’aimer ou de partager la publication.

**Option J (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 24 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris « The dates for 60-80 year olds still depend on supply ». Vient ensuite la photo d'un homme en train de faire un discours. En dessous, on peut lire en caractères noirs : « Ontario Announces Vaccine Schedule For Adults Aged 60+ » et, à la ligne suivante, en caractères gris : « Ontario now has a more detailed rollout plan, with sign-ups starting March 15 ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option K (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 2 mars tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire un titre en caractères noirs : « COVID-19 : Québec recrute 500 nouveaux vaccinateurs en moins d'une semaine | JDQ ». En dessous, on voit la photo d'une clinique de vaccination avec, en vitrine, une affiche rouge qui comporte la mention « vaccination » et des cliparts de seringue et de fiole de vaccin. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « Québec recrute 500 nouveaux vaccinateurs », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « Quelque 500 professionnels de la santé ont répondu à l'appel de Québec à venir prêter main-forte à la campagne de vaccination ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

Option L (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Evening Update: Europe struggles with rollout of Oxford-AstraZeneca vaccine



Evening Update: Europe struggles with rollout of Oxford-AstraZeneca ...  
Also: Canada's National Advisory Committee on Immunization reverses course on AstraZeneca guidance, says shot is safe for seniors over 65



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit, il y a trois petits points gris. En dessous à gauche, on peut lire un titre en caractères noirs : « Evening Update: Europe struggles with rollout of Oxford-AstraZeneca vaccine ». En dessous, on voit la photo d'une fiole du vaccin d'AstraZeneca. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « Evening Update: Europe struggles with rollout of Oxford-AstraZeneca ... », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « Also: Canada's National Advisory Committee on Immunization reverses course on AstraZeneca guidance, says shot is safe for seniors over 65 ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option M (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit, il y a trois petits points gris. En dessous à gauche, on peut lire un titre en caractères gris : « Toronto #COVID19 vaccination update for March 16: 282,037 vaccine doses have been administered. For all the info on vaccines in Toronto, go to: Toronto.ca/home/covid-19/... ». Le mot-clic et le lien sont en caractères bleus. En dessous, on voit un encadré qui comporte des faisceaux jaune, rose et bleu clair dans la partie supérieure, et un fond bleu foncé au milieu avec, en caractères blancs, la phrase « 282,037 Total COVID-19 vaccine doses given March 16, 2021 », le nombre étant écrit en plus gros caractères. On voit également, à droite, l'image d'un pansement rose au milieu d'un cercle. En dessous, une bande bleu clair légèrement plus pâle arbore le mot-symbole de la Ville de Toronto dans le coin inférieur droit. Au bas de la figure, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

Dans chaque groupe, nous avons présenté aux participants un échantillon de six publications en tout, qui ont parfois varié selon le groupe, portant sur les sujets énumérés plus haut. Les groupes de résidents des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique et des grandes villes de l'Ontario ont vu la même série de messages. Les résidents de la RGT ont eu à commenter une version légèrement modifiée de certains d'entre eux ainsi que plusieurs autres publications. Ceux du Québec ont examiné les publications en français, y compris les versions traduites de deux messages montrés



aux autres groupes. Le tableau suivant récapitule les publications présentées à chaque groupe, par sujet ou par thème.

	Résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination	Leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario	Résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination	Résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque
<b>Tendances relatives à la COVID-19</b> A, B, C, D	A, B	A, B	A, C, D	A, B
<b>Nouveaux variants</b> E, F, G	G	G	F	E
<b>Vaccination</b> H1/2/3, I, J, K, L, M	H1, I, J	H1, I, J	H2, K	H3, L, M

Les participants ont discuté des publications qui leur plaisaient ou non, puis ont désigné celles qu'ils seraient le plus portés à « aimer » ou à « partager ». Dans l'ensemble, les publications qui les attiraient le plus présentaient les caractéristiques suivantes :

- Elles étaient d'actualité ou apportaient de nouvelles informations – Les participants ont souvent montré de l'intérêt pour les publications qui traitent des questions de l'heure liées à la COVID-19, par exemple les nouveaux variants, les tendances des cas, les mises à jour concernant l'approvisionnement en vaccins et le nombre de doses administrées à ce jour (A, B, E, G, H, J, L, M).
- Elles les rejoignaient – Les participants avaient des intérêts variés en ce qui concerne l'information sur la COVID-19. Ils ont cependant indiqué qu'ils seraient plus enclins à partager de l'information qui les interpelle personnellement. Inversement, les publications qui mettent l'accent sur une région ou un groupe d'âge précis ne leur semblaient pas pertinentes pour ceux qui habitent ailleurs ou qui appartiennent à un autre groupe d'âge.
- Elles étaient attrayantes – Les commentaires des participants ont révélé que leur intérêt pour les données et les statistiques dépendait en partie de la présentation visuelle. Ainsi, le graphique de la publication A a capté l'attention de nombreux participants. Certains étaient intrigués par la ligne

de tendance et souhaitaient mieux comprendre les facteurs qui expliquent le fléchissement du nombre de cas de COVID-19 déclarés quotidiennement.

- Elles étaient claires et fondées sur des données – Beaucoup ont fait des commentaires positifs sur les publications qui fournissent des données dont la présentation est claire et aérée. Par exemple, celles indiquant le nombre de doses de vaccins administrées jusqu'à présent (H et M) ou annonçant le nombre total de cas, de cas actifs et de personnes rétablies dans un tableau de bord simple et à jour (B), ont été jugées intéressantes et dignes d'être partagées par certains. Les participants avaient généralement l'impression que ces publications rendaient compte de réalisations positives. Cela dit, quelques-uns ont émis des doutes sur les statistiques présentées dans plusieurs d'entre elles, soulignant que les données peuvent être biaisées et manipulées pour favoriser une certaine lecture ou faire valoir un argument particulier.
- Elles étaient simples et allaient droit au but – Les participants ont généralement préféré les publications qui sont explicites, qui contiennent toutes les données et informations pertinentes et qui n'exigent pas de cliquer sur un hyperlien pour obtenir plus de contexte (H et M).
- Elles paraissaient fiables et de source crédible – La crédibilité dont bénéficie la source d'une publication accroît nettement la probabilité qu'elle soit partagée. Les publications du gouvernement du Canada ou d'un gouvernement provincial étaient réputées fiables. Cependant, plusieurs participants ont signalé qu'ils partageraient uniquement des publications contenant des informations et des données qui correspondent à leur vision et à leur compréhension de la situation. Ils auraient également tendance à les passer au crible avant de les partager, même si la source leur paraît crédible.

Alors que de nombreux participants envisageraient de partager ou d'aimer certaines de ces publications, comme nous venons de le voir, plusieurs se sont dits peu susceptibles de le faire. Les principales raisons données étaient les suivantes :

- Ils avaient des réserves sur la validité des données, même s'ils faisaient généralement confiance à l'émetteur, et étaient préoccupés par la nature contradictoire des informations de sources différentes;
- Ils croyaient que les abonnés n'ont peut-être pas le savoir-faire requis en matière de données pour assimiler l'information transmise dans les publications (point de vue principalement associé à celles qui comportent des graphiques ou des tableaux plus complexes);
- Ils trouvaient que l'information véhiculée manquait d'intérêt, puisqu'elle n'apportait rien de nouveau à ce qui circulait déjà dans le domaine public. Certains participants, en particulier dans le groupe de discussion du Québec, avaient l'impression que les gens en ont assez d'être inondés de nouvelles sur la COVID-19. Plusieurs dans ce groupe ont mentionné qu'ils avaient activement partagé ce genre d'information durant les premiers mois de la pandémie, mais qu'ils n'avaient plus de raison de le faire un an plus tard. Ils étaient également mal à l'aise à l'idée d'exprimer leurs opinions ou leurs idées politiques dans des conversations sur les médias sociaux.

Quant aux publications sur lesquelles les participants seraient les plus susceptibles de cliquer, il s'agit des suivantes :

A – Plusieurs étaient curieux de connaître les raisons expliquant les fluctuations du nombre de cas déclarés de COVID-19.

E et G – L'information sur les nouveaux variants revêtait une grande importance aux yeux de certains participants.

L – La mise à jour sur le vaccin d'AstraZeneca, qui avait fait les manchettes dernièrement, a également suscité l'intérêt.

Certaines publications ont été moins appréciées, soit parce que les participants remettaient en question leur contenu, n'étaient pas sûrs de la source ou trouvaient les images peu attrayantes (c'était le cas du G, bien que d'autres se soient intéressés au sujet), soit parce qu'elles semblaient verser dans le triomphalisme ou l'opération de relations publiques (I). Outre son ton, la publication « I » a aussi déplu par son aspect général. Plusieurs participants la trouvaient peu attrayante et peu claire. Ils n'ont pas aimé l'icône représentant une fiole de vaccin et n'ont pas saisi le lien entre cette icône et la route menant au tunnel.

Parmi les quatre groupes interrogés, les deux groupes auprès desquels les publications ont rencontré le moins de succès se composaient de participants qui avaient déclaré une certaine réticence à la vaccination (basses-terres continentales de la C.-B., grandes villes et villes de taille moyenne du Québec). Ces participants étaient assez indifférents à l'égard des publications; ils ont expliqué qu'ils avaient tendance à éviter tout ce qui touchait la COVID-19, car ils étaient fatigués d'être bombardés d'informations, qui plus est contradictoires.

## Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la GRM)

Nous avons présenté aux jeunes adultes de la GRM deux concepts d'affiches comportant un code QR, élaborés par le gouvernement du Canada à titre d'outil susceptible de faciliter la recherche de contacts en lien avec l'application Alerte COVID. Nous avons laissé aux participants le temps de regarder chaque concept, puis leur avons posé une série de questions pour recueillir leurs réactions générales. À la suite de cette discussion, les participants ont été invités à comparer les affiches en fonction de certains aspects précis, tels que le message et l'emplacement des logos, puis à indiquer si cette initiative combinant les affiches et l'application leur semblait pouvoir contribuer à stopper la propagation de la COVID-19.

Préalablement à l'examen des affiches, nous avons demandé aux participants s'ils connaissaient l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada. La plupart en avaient entendu parler, mais peu l'avaient téléchargée.



### Réactions aux affiches avec codes QR

Nous avons ensuite expliqué aux participants que Santé Canada cherchait à accroître l'utilisation de l'application, notamment en vue de la réouverture de l'économie, et que les affiches qu'ils allaient voir pourraient être placées par les commerçants à l'entrée de leur magasin. Ces affiches étaient dotées d'un code QR, une sorte de code-barres à matrice carrée contenant de l'information lisible par machine. Toute personne munie de l'application Alerte COVID pourrait scanner le code QR en entrant dans l'établissement.

Après cette explication, nous avons présenté les affiches une à la fois aux participants. Ils devaient dans chaque cas nous faire part de leurs commentaires et de leurs réactions, puis comparer les deux affiches (présentées ci-après).

#### Affiche 1

Les premières réactions des participants étaient mitigées. Certains ont indiqué que l'affiche présentait un message clair, mais d'autres ne lui trouvaient rien de remarquable. Ces derniers ont surtout fait référence à son style ou son aspect général. Certains pensaient qu'ils auraient tendance à ne pas y faire attention, soit à cause du choix de couleurs ou du code QR.



# Scannez ici

Soyez averti en cas d'exposition possible.



Ouvrez l'appli  
**Alerte COVID.**



Appuyez sur  
**Scanner un lieu.**



Placez votre  
téléphone devant le  
code QR.

**Tim Hortons**

525 Somerset St W,  
Ottawa, Ontario K1R 5W6

Téléchargez **Alerte COVID**



La figure ci-dessus comporte, tout en haut, le mot-symbole du gouvernement du Canada et la signature du gouvernement du Canada. Vient ensuite une bannière orange où se trouve, à gauche, l'icône de l'application Alerte COVID, accompagnée à droite du message en gros caractères noirs « Scannez ici ». En dessous, il est écrit en caractères noirs légèrement plus petits « Soyez averti en cas d'exposition possible. » Sous la bannière orange et ses éléments de texte, on voit un cadre où alternent des rayures diagonales orange et blanches. Au milieu, un code QR se détache sur un fond blanc. Sous le code QR, il est écrit en caractères noirs « Tim Hortons 525 Somerset St W, Ottawa, Ontario K1R5W6 ». À droite, trois icônes disposées en rangée verticale sont visibles, chacune accompagnée de texte en caractères noirs à droite. À côté de la première, un téléphone animé où l'on voit l'icône de l'application Alerte COVID, figure le message « Ouvrez l'appli Alerte COVID ». Les mots « Alerte COVID » sont en caractères gras. À côté de la deuxième, qui montre un doigt animé touchant un rectangle orange, figure le message « Appuyez sur Scanner un lieu ». Les mots « Scanner un lieu » sont en caractères gras. À côté de la dernière icône, celle d'un téléphone animé qui scanne une affiche, figure le message « Placez votre téléphone devant le code QR ». Sous le cadre aux rayures diagonales orange et blanches, à gauche, on voit une grosse flèche orange sur un fond blanc, qui porte l'inscription, « Téléchargez Alerte COVID » en caractères noirs. Les mots « Alerte COVID » sont en gras. À droite de la flèche se trouvent les logos des magasins Google Play Store et Apple App Store.

Même s'ils reconnaissaient que l'affiche était claire, les participants n'étaient pas convaincus qu'elle se démarquerait d'autres affiches placées à l'extérieur d'un commerce. La plupart croyaient même qu'elle passerait inaperçue. Reprenant l'argument avancé plus tôt, bon nombre ont fait remarquer que son jeu de couleurs était couramment utilisé dans la signalisation, notamment pour les travaux de construction. Selon eux, l'exposition fréquente du public à cette palette de couleurs particulière – sur les routes et dans d'autres lieux extérieurs – risquait d'affaiblir son impact. Quelques autres ont dit qu'ils avaient tendance à ignorer les avis présentant un code QR. Dans le même ordre d'idées, certains croyaient que la prolifération d'informations et d'annonces sur la pandémie risquait de réduire la visibilité et l'effet de l'affiche. Les participants ont fait valoir que l'attention qu'un client y porterait serait sans doute directement fonction de la visibilité et de l'importance que l'établissement donnerait à l'affiche.

Plusieurs suggestions ont été faites pour la rendre plus attrayante ou accrocheuse, par exemple : modifier ses couleurs (le bleu clair et le rouge avaient la cote), augmenter sa taille, mettre en évidence son lien avec la COVID-19, veiller à ce que le personnel du commerce encourage la clientèle à s'intéresser à l'affiche et à ce qu'elle soit présente dans de nombreuses succursales. Plusieurs participants pensaient également qu'à force de voir l'affiche en entrant dans un magasin, les clients seraient plus susceptibles de la reconnaître et de l'utiliser.

Malgré l'impression de certains que l'affiche ne se démarquait pas suffisamment, tout le monde s'entendait sur le fait qu'elle communiquait clairement sa visée.

Dans l'ensemble, les participants ont fait meilleur accueil à la seconde affiche.

## **Affiche 2**

Le second concept leur a semblé plus invitant, surtout en raison de son titre qui énonce plus explicitement les avantages de la participation à l'initiative. Quelques participants ont salué le léger ajustement apporté aux couleurs. Plusieurs ont aussi noté que le code QR leur semblait plus grand que dans la première affiche. Même si ce n'est pas le cas en réalité, l'utilisation accrue du blanc dans la seconde a peut-être contribué à ce que le code QR ressorte davantage, donnant ainsi l'impression que sa taille est plus importante que dans la première affiche.

Cela dit, certains étaient perplexes face au message « *Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif.* » Ce message ne leur paraissait pas clair : serait-on prévenu si tout visiteur de l'établissement cette journée-là recevait un test positif, sans tenir compte de l'heure de la visite? Ou la notification s'appliquerait-elle uniquement aux visiteurs présents dans la même tranche horaire que l'utilisateur d'Alerte COVID? Il n'empêche, l'inclusion dans le titre des termes « test positif » a capté l'attention des participants.



## Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif



 Ouvrez l'appli  
**Alerte COVID.**

 Appuyez sur  
**Ajouter une visite.**

 Placez votre  
téléphone devant le  
code QR.

**Bonne visite. Scannez de  
nouveau si vous revenez.**



**Tim Hortons**  
525, rue Somerset O.,  
Ottawa, Ontario K1R 5W6

La figure ci-dessus comporte, tout en haut, le mot-symbole du gouvernement du Canada et la signature du gouvernement du Canada. En dessous, séparée par une ligne noire, on voit une bannière blanche où se trouve, à gauche, l'icône de l'application Alerte COVID, accompagnée à droite du message en gros caractères noirs « Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif. » Sous la bannière blanche et ses éléments de texte, on voit un cadre où alternent des rayures diagonales orange et blanches. Au milieu, un code QR se détache sur un fond blanc. Sous le code QR, il est écrit en caractères noirs « Tim Hortons 525 Somerset St W, Ottawa, Ontario K1R5W6 ». À gauche, trois icônes disposées en rangée verticale sont visibles, chacune accompagnée de texte en caractères noirs à droite. À côté de la première, un téléphone animé où l'on voit l'icône de l'application Alerte COVID, figure le message « Ouvrez l'appli Alerte COVID ». Les mots « Alerte COVID » sont en caractères gras. À côté de la deuxième, qui montre un doigt animé touchant un rectangle orange, figure le message « Appuyez sur Scanner un lieu ». Les mots « Scanner un lieu » sont en caractères gras. À côté de la dernière icône, celle d'un téléphone animé qui scanne une affiche, figure le message « Placez votre téléphone devant le code QR ». Sous les icônes, il est écrit en caractères noirs « Bonne visite. Scannez de nouveau si vous revenez. »

À la question de savoir si l'affiche se démarquerait, les participants n'étaient pas tous d'accord. Certains ont dit que l'emplacement de l'affiche dans l'établissement aurait une incidence sur son

efficacité et sur le fait qu'on la remarque ou non. Quelques-uns ont suggéré de la mettre dans l'entrée principale ou dans la zone d'accueil des clients, pour plus d'impact.

En ce qui concerne la clarté, les participants ont indiqué sans hésiter que l'affiche communiquait bien ce qu'il faut faire et pourquoi.

### Comparaison des concepts

Nous avons ensuite mis les deux affiches côte à côte et demandé aux participants d'évaluer les aspects suivants :

- Le message – Malgré la confusion à laquelle avait parfois donné lieu le message de la seconde affiche, « *Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif* », les participants ont affirmé le préférer de loin à l'autre. Beaucoup estimaient qu'il correspondait bien au but recherché et expliquait pourquoi l'utilisation de l'application Alerte COVID et des codes QR serait avantageuse. Certains ont suggéré l'emploi des caractères gras pour les termes « averti » et « positif », afin de les mettre en évidence.
- La couleur de l'en-tête – Les participants ont dit avoir remarqué la différence de couleur. En définitive, ils préféraient la simplicité du noir et blanc choisi pour la deuxième affiche. La présentation leur semblait ainsi plus épurée.
- L'emplacement du code QR – Assez peu de participants ont trouvé que l'emplacement du code QR jouait un rôle important pour ce qui est de capter leur attention. Comme nous l'avons vu précédemment, certains jugeaient que la combinaison de couleurs de la seconde affiche faisait bien ressortir le code QR, à tel point qu'il paraissait plus grand et attirait davantage le regard.
- L'ajout de la formule « *Bonne visite. Scannez de nouveau si vous revenez.* » – En règle générale, les participants ont aimé l'ajout de cette phrase. Ils la trouvaient claire et même essentielle pour encourager la participation. Par contre, certains pensaient que l'ajout d'information surchargeait l'affiche, ce qui dissuaderait les gens de l'utiliser.

Pour conclure la discussion sur ce sujet, nous avons demandé aux participants s'ils utiliseraient les codes QR sur affiches et si cette initiative leur semblait pouvoir aider à enrayer la propagation de la COVID-19. La plupart de ceux qui avaient déjà téléchargé Alerte COVID ont indiqué qu'ils scanneront le code QR et participeraient à l'initiative, car elle cadrerait avec l'objectif général de l'application. Parmi ceux qui n'avaient pas l'application, en revanche, très peu ont dit qu'ils la téléchargeraient dans ce but. Certains reconnaissent que cela pourrait accroître leur sécurité personnelle, mais d'autres ne voyaient pas assez de raisons de la télécharger, surtout que ce n'était pas obligatoire. Les participants qui n'avaient pas l'application et n'étaient pas encouragés à se la procurer après avoir vu les affiches ont indiqué que le succès du programme dépendrait du nombre d'utilisateurs et que, sans obligation de participer, il n'apporterait rien d'utile.

La généralité des participants croyait toutefois que l'initiative aiderait à freiner la transmission de la COVID-19, mais que le nombre d'utilisateurs déterminerait son efficacité.

## Perspectives sur la COVID-19 et comportements (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)

Les participants ont discuté des conséquences de la COVID-19 et de ses restrictions dans leur vie et celle de leur famille, et de la mesure dans laquelle ils avaient modifié leurs comportements au cours des dernières semaines et des derniers mois en réponse à l'évolution de la pandémie.

### **Comportements (jeunes adultes de la GRM)**

Nous avons demandé au groupe de jeunes adultes de la Grande région de Montréal (GRM) ce qu'ils faisaient différemment, le cas échéant, par rapport aux semaines ou aux mois précédents. Pour certains, rien ou presque n'avait changé. Ils avaient adopté une routine au début de la pandémie et s'y tenaient toujours. Par ailleurs, la situation de la COVID-19 n'avait pas radicalement changé, à leurs yeux, ce qui fait que leurs activités non plus. Ces participants ont noté que leur routine les avait habitués aux directives de santé publique. Le respect des protocoles leur était ainsi plus facile que dans les premiers temps. Néanmoins, certains ont mentionné avec déception qu'en raison de la fermeture des gyms et des centres de mise en forme, ils devaient se contenter d'un entraînement moins intensif.

Quelques participants ont précisé que l'arrivée de températures un peu plus clémentes les incitait davantage à se retrouver avec d'autres à l'extérieur. Ils ont cependant insisté sur le fait qu'ils respectaient toujours les consignes sanitaires.

Dans le cas de nombreux participants, les obligations découlant du travail ou des études faisaient en sorte que leur routine était restée à peu près la même.

### **Impacts de la COVID-19 et des restrictions qui y sont associées (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)**

Les participants ont décrit un éventail d'effets découlant de la pandémie et de ses restrictions, souvent en exprimant un ras-le-bol à cet égard. Certains ont mentionné qu'ils se sentaient plus isolés à cause de la fermeture de nombreux établissements et de la disparition des interactions et des activités sociales qui ponctuaient habituellement leur quotidien. D'autres se sentaient démotivés. Certains participants étaient fatigués de devoir porter le masque et ont émis la crainte que son utilisation prolongée nuise à leur santé (comme le prétend à tort la théorie populaire sur Internet selon laquelle l'inhalation répétée de dioxyde de carbone emprisonné dans le masque peut entraîner des étourdissements ou la mort).

Quelques autres participants, à l'inverse, ont signalé que les restrictions avaient eu des effets beaucoup plus positifs en leur permettant de passer plus de temps en famille, ce qui avait favorisé les rapprochements. Certains ont aussi fait remarquer qu'au fil des semaines ils s'étaient tout à fait habitués aux consignes de santé publique et à leur nouvelle routine.

Invités à dire ce qu'ils pensaient des restrictions en place actuellement dans leur région, les jeunes de la GRM ont exprimé des réserves sur le couvre-feu. À leur sens, cette mesure ne contribuait pas à réduire les cas de COVID-19 dans la province, d'autant plus lorsqu'on mettait en regard la situation du Québec avec celle de l'Ontario, qui n'avait pas imposé de couvre-feu. Plusieurs pensaient qu'il aurait mieux valu décréter un confinement strict de deux ou trois mois, pour éviter la valse des fermetures-ouvertures qui, selon eux, avait mis à rude épreuve les particuliers et les propriétaires d'entreprises.

Plusieurs participants du groupe de résidents de la RGT remettaient en question l'efficacité des restrictions. Ils se demandaient pourquoi des cycles répétés de fermetures et d'ouvertures avaient été nécessaires, alors que la plupart des gens leur semblaient respecter les directives de santé publique. Leurs commentaires trahissaient une certaine frustration à l'idée que l'approche actuelle ne faisait pas de réelle différence pour ce qui est de freiner la propagation de la COVID-19, malgré l'engagement du public. Certains participants de la RGT ont noté que la troisième vague avait tout simplement succédé à la deuxième, sans démarcation notable entre les deux. Ils se demandaient donc quelle différence cela ferait s'ils fréquentaient leurs voisins ou leurs amis. D'après eux, quel que soit leur comportement, un autre confinement était inévitable.

Lorsque nous leur avons demandé si les restrictions de la COVID-19 devraient être levées ou resserrées, les participants ont exprimé des avis divergents. Certains penchaient pour leur assouplissement ou leur retrait à mesure que les taux de vaccination progressent, dans l'intérêt de la santé de l'économie et du bien-être mental de la population. D'autres ont souligné que la situation était précaire en raison des variants préoccupants et que des mesures plus musclées étaient nécessaires jusqu'à ce qu'on ait élucidé leurs effets.

Dans l'ensemble, toutefois, les participants s'inquiétaient davantage à propos de la COVID-19 qu'au sujet de ses répercussions financières et économiques. La protection de leur famille et d'autres membres de leur entourage proche les interpellait fortement. Ils avaient l'espoir que la vaccination permettrait un retour à la normale. Quelques participants redoutaient moins les effets de la COVID-19 en soi que ses répercussions économiques. Les étudiants, notamment, s'inquiétaient des effets de la pandémie sur la qualité de leur vie scolaire.

### **Points de vue sur les vaccins (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de l'idée de se faire vacciner. Leurs réactions ont été négatives dans la plupart des cas. L'opposition aux vaccins s'articulait autour de plusieurs enjeux et préoccupations :

- Les participants considéraient que le développement rapide des vaccins faisait planer des doutes sur leur innocuité;
- Certains abordaient la question sous l'angle de la liberté de choix. Tout en étant prêts à respecter les diverses consignes sanitaires en vigueur, ils ne voulaient pas être obligés de se faire vacciner ou subir des pressions en ce sens. En même temps, ils redoutaient les conséquences économiques et sociales liées au refus de se faire vacciner (p. ex. la perte d'un emploi);
- Quelques participants croyaient qu'étant donné leur état de santé et leur âge, ils n'avaient pas besoin du vaccin pour l'instant. Leur impression était que la jeunesse et une bonne santé générale suffiraient à les protéger contre le virus. Ils ont fait remarquer que le choix des sous-groupes de la population à vacciner devrait reposer sur des critères médicaux.

Les rares personnes qui avaient une opinion favorable de la vaccination ont cité en exemple l'expérience de la polio pour illustrer les avantages sociétaux de la vaccination de masse.

## La bulle atlantique (résidents du Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont discuté de l'incidence des restrictions associées à la COVID-19 et de leurs points de vue sur la bulle atlantique mise en place jusqu'en novembre 2020.

Comme l'ont expliqué les participants, les restrictions de la COVID-19 avaient différents types de répercussions – sur leur vie sociale, leurs finances et leur santé – et les affectaient à divers degrés. Certains ont évoqué la longue séparation d'avec les amis et la famille, qui avait été particulièrement difficile pour les gens ayant des proches à l'autre bout du pays, à qui ils n'avaient pas pu rendre visite au cours de la dernière année. Beaucoup comprenaient la raison d'être des ordres de confinement et de la directive de santé publique déconseillant les interactions entre ménages, mais certains s'affligeaient de ne pouvoir prodiguer des soins adéquats aux personnes de leur entourage qui étaient malades ou âgées. Certains avaient aussi de la peine pour ceux qui avaient perdu un être cher durant la pandémie et regrettaient de ne pas pouvoir mieux les accompagner dans leur deuil.

Certains avaient dû puiser dans leurs économies après la perte de leur emploi. Ils s'attendaient à ce que la reprise prenne du temps, ce qui n'augurait rien de bon pour la sécurité financière de leur ménage à court et à moyen terme.

Les étudiants du groupe ont indiqué qu'en définitive, ils avaient perdu la moitié de leur année scolaire. À leurs yeux, les études en ligne ne valaient pas les cours et les interactions en personne avec les enseignants, les formateurs et les pairs. Ils déploraient ce manque d'interactions sociales, vues comme un volet important de l'expérience postsecondaire.

Nombre de participants ont parlé des effets de la pandémie sur la santé mentale et notamment des signes d'anxiété accrue dont ils étaient souvent témoins. Ils ont expliqué que des tâches simples et agréables en temps normal, comme faire l'épicerie ou acheter des provisions, devenaient stressantes à cause de la frustration palpable des clients pressés de finir leurs courses au plus vite. Certains ont



également indiqué qu'ils attendaient avec impatience le moment où le masque ne serait plus obligatoire, où les gens se reconnaîtraient plus facilement et ne craindraient pas de se dire bonjour.

Enfin, plusieurs participants ont dit que les voyages d'affaires ou d'agrément leur manquaient, notamment les voyages à l'extérieur de la région de l'Atlantique.

### **Retour de la bulle atlantique**

Les participants ont été appelés à se prononcer sur le rétablissement de la « bulle atlantique ». Restée en vigueur jusqu'en novembre 2020, la bulle permettait de circuler librement entre les quatre provinces de la région, mais limitait les entrées de l'extérieur. La plupart étaient en faveur de son retour. Certains souhaitaient tout de même qu'on ne précipite pas les choses et qu'on accorde une attention particulière à la frontière entre le Nouveau-Brunswick et le Québec. D'autres s'inquiétaient également de la situation à Terre-Neuve-et-Labrador et ont recommandé une bulle « maritime » excluant cette province. De l'avis général, néanmoins, les quatre provinces avaient fait un excellent travail de collaboration pour harmoniser leurs mesures de santé publique avec l'objectif d'enrayer la propagation du virus dans la région.

Signalons qu'un petit nombre de participants étaient moins convaincus de l'utilité de la bulle, pour les motifs suivants :

- Ses effets négatifs sur la croissance économique, surtout à cause de la fermeture des aéroports;
- La situation difficile des résidents qui travaillent à l'extérieur de la région et doivent s'isoler ou faire deux semaines de quarantaine avant de rentrer chez eux ou à leur retour;
- Le manque d'uniformité perçu dans l'application des règles – Certains ont mentionné qu'on empêchait les travailleurs jugés non essentiels de reprendre leur poste à l'extérieur de la région, alors qu'aucune règle absolue ne semblait s'appliquer à ceux qui faisaient la navette entre le Nouveau-Brunswick et l'Ontario, par exemple.

Certains avaient la ferme conviction que la bulle portait atteinte à leur droit constitutionnel de voyager librement au Canada.

Lorsque nous avons demandé aux participants si les nouveaux variants de la COVID-19 risquaient de se répandre plus rapidement dans l'éventualité d'un retour de la bulle atlantique, ils ont dit que c'était en effet un sujet de préoccupation. Certains craignaient que la reprise des déplacements dans la région entraîne une hausse des taux de transmission, surtout compte tenu des variants préoccupants et du fait que beaucoup de gens n'étaient toujours pas vaccinés. Le principal problème était que le système de santé n'avait pas les capacités voulues pour composer avec une forte augmentation des cas de COVID-19. Dans l'ensemble, la plupart des participants jugeaient que les restrictions en place suffisaient pour l'instant et qu'il n'y avait pas lieu d'en adopter d'autres. Quelques-uns ont avancé que les progrès de la vaccination rendraient les restrictions moins nécessaires.

### **Autorisation des déplacements entre la région de l'Atlantique et le reste du Canada**

La plupart des participants ont fait allusion à la situation préoccupante du Québec lorsque nous leur avons demandé à quel moment les déplacements entre le Canada atlantique et le reste du pays devraient être autorisés. Selon l'opinion générale, les déplacements ne pourraient reprendre qu'une fois le nombre de cas maîtrisé dans cette province. D'autres pensaient qu'on ne devrait envisager d'ouvrir les frontières qu'en l'absence de nouveaux cas liés aux variants préoccupants en Ontario et au Québec. Cela dit, plusieurs participants ont donné des signes de lassitude et recommandé de permettre les déplacements le plus tôt possible, sachant qu'une troisième vague était probable ou inévitable, peu importe les mesures adoptées. Ils avaient l'impression que la situation était là pour durer, sans fin précise en vue, et qu'il valait mieux dans ce cas se diriger vers l'ouverture.

En ce qui concerne les critères à partir desquels le Canada atlantique pourrait décider de rouvrir les frontières, les participants ont fait les suggestions qui suivent :

- Lorsque la plupart des Canadiens auront été vaccinés;
- Lorsque le nombre de cas sera faible;
- En fonction des recommandations de la santé publique – Les participants estimaient que, dans ce dossier, les gouvernements fédéral et provinciaux doivent émettre des recommandations qui vont dans le même sens.

En prolongement à la discussion, les participants ont noté que les citoyens américains devraient être soumis aux mêmes critères que les citoyens canadiens lorsqu'il s'agit de visiter ou de traverser la région de l'Atlantique.

En conclusion, nous avons demandé au groupe s'il fallait d'abord restaurer la bulle atlantique ou si la région devrait s'ouvrir aux résidents des autres provinces et territoires en même temps. La plupart des gens estimaient que la première approche était préférable et que, de manière générale, tout plan de réouverture devrait impliquer un effort concerté et des actions coordonnées de la part des quatre provinces de la région.

Vaccins contre la COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)

Alors que le déploiement des vaccins contre la COVID-19 se poursuivait en mars, les participants de plusieurs groupes ont discuté de la performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'achat et de la distribution des doses ainsi que de leurs points de vue personnels sur les vaccins, et en particulier leur intention de se faire vacciner ou leurs hésitations à ce sujet.

### **Les vaccins contre la COVID-19 dans l'actualité (résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)**

La plupart des participants semblaient suivre d'assez près les nouvelles relatives aux vaccins contre la COVID-19 au Canada, notamment la progression du déploiement dans leur province. Certains ont d'ailleurs mentionné qu'il en avait davantage été question aux nouvelles ces deux derniers mois et qu'ils portaient une attention particulière à la cadence de la distribution des vaccins aux provinces et à leur propre admissibilité à prendre rendez-vous, d'après le calendrier de leur gouvernement provincial respectif.

Même si beaucoup attendaient avec impatience d'être admissibles à la vaccination, certaines informations circulant au sujet des vaccins suscitaient chez eux des interrogations et parfois des inquiétudes plus ou moins vives. Quelques-uns s'intéressaient aux essais visant à déterminer l'efficacité de ces produits chez les enfants et les jeunes âgés de 12 à 18 ans. D'autres remettaient en question l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants préoccupants, sur la foi de ce qu'ils avaient lu ou entendu aux nouvelles ou appris en discutant avec d'autres.

Plusieurs participants étaient au courant de l'approbation du vaccin d'AstraZeneca, mais savaient aussi qu'il avait provoqué des caillots sanguins et causé des décès dans de rares cas. D'autres aussi ont soulevé la question des effets secondaires des vaccins. Cela dit, la plupart des participants espéraient surtout que les autorités procèdent à un déploiement vaccinal rapide et continu. Quelques-uns avaient entendu dire que des personnes vaccinées avaient malgré tout contracté la COVID-19 et qu'elles pouvaient toujours être porteuses du virus. Ces nouvelles en conduisaient certains à s'interroger sur l'efficacité du vaccin.

Nombre de participants ont évoqué les démarches effectuées pour prendre rendez-vous et leur désir d'avoir des renseignements plus précis sur le calendrier de la distribution dans leur province. Leurs commentaires laissaient percer une certaine confusion aussi bien en ce qui concerne le moment de leur admissibilité que les lieux de vaccination. Quelques-uns se questionnaient aussi sur la possibilité de choisir son vaccin, car ils avaient entendu dire que certaines personnes préféraient telle ou telle marque à une autre, parmi les marques actuellement offertes.

### **Évaluation de la performance du gouvernement du Canada (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la GRM)**

Au chapitre de la performance du gouvernement du Canada sur le plan de l’approvisionnement en vaccins et de leur distribution aux provinces et aux territoires, les participants ont exprimé des opinions divergentes selon le lieu. Ceux du Canada atlantique ont généralement eu des commentaires élogieux ou indiqué que le gouvernement fédéral faisait au mieux dans les circonstances. Même si d’après certains il y avait toujours matière à amélioration, les participants ont reconnu au gouvernement du Canada le mérite de distribuer les vaccins rapidement, surtout vu les difficultés logistiques qu’entraîne la géographie du pays, la dépendance à l’égard de vaccins fabriqués à l’étranger et la réduction des livraisons causée par la fermeture temporaire d’une usine de Pfizer en vue de son réoutillage. Les participants de ce groupe trouvaient également que les professionnels de la santé publique et les médecins donnaient leur pleine mesure partout au pays pour vacciner la population, et certains ont salué la priorisation des groupes vulnérables – les aînés et le personnel de première ligne. Le déploiement leur semblait être mené avec un souci d’équité et de transparence. Cela dit, quelques-uns trouvaient préoccupant que le Canada n’ait pas la capacité de produire les vaccins sur place. Les participants ont signalé que sa dépendance à l’égard d’autres pays pour la fabrication et l’expédition des doses révélait un manque flagrant de prévoyance.

Ceux qui portaient un regard plus critique sur la performance du gouvernement du Canada relativement à l’achat et à la distribution des vaccins ont soulevé les arguments suivants :

- Le gouvernement fédéral avait tardé à commander les vaccins, ou en tout cas y avait mis plus de temps que d’autres pays;
- Le gouvernement du Canada comptait trop sur un seul fabricant (le nom de Pfizer a été cité), lequel s’était révélé incapable d’assurer un approvisionnement adéquat dans les premiers temps. Par conséquent, le Canada était le seul pays du G7 à devoir puiser dans les réserves du programme COVAX;
- Les États-Unis avaient pu distribuer les vaccins plus rapidement grâce à leur production nationale, alors que le Canada, au regret de plusieurs, n’avait pas cet avantage.

Les commentaires d’autres participants ont montré que la distinction entre les rôles et les responsabilités des gouvernements fédéral et provinciaux pour ce qui est du déploiement des vaccins n’était pas toujours claire. Certains ont critiqué la lenteur de la vaccination dans leur province, les ratés des systèmes de prise de rendez-vous en ligne et le manque de précisions données à divers groupes, en particulier les personnes âgées, sur le moment et le lieu de la vaccination.

### **Objectifs et calendrier de vaccination (résidents du Canada atlantique, jeunes adultes de la GRM)**

Nous avons demandé aux participants de situer le Canada par rapport à d’autres pays pour ce qui est de vacciner sa population. Leurs évaluations ont été pour la plupart favorables. Même si certains ont donné l’exemple des États-Unis, et plus particulièrement d’États comme le Texas où la réouverture

était déjà acquise, la plupart pensaient qu'avec l'afflux de vaccins au Canada le nombre de personnes vaccinées était susceptible d'augmenter rapidement. Dans le contexte de l'approvisionnement actuel, les gens avaient l'impression que le déploiement progressait à un rythme raisonnable et conforme aux attentes. D'autres estimaient qu'en dépit de son retard sur les États-Unis et le Royaume-Uni, le Canada avait une forte longueur d'avance sur maints pays.

Bon nombre de participants ignoraient que le Canada avait prévu vacciner trois millions de Canadiens d'ici la fin mars, et tous ceux qui le désirent, d'ici la fin septembre. La possibilité d'atteindre ces objectifs les laissait sceptiques. De l'avis général, il faudrait vacciner à plein régime d'avril à septembre pour y arriver. Certains participants croyaient vraisemblable que tous les bénéficiaires admissibles reçoivent leur première dose d'ici juillet. Compte tenu de cette estimation, l'objectif de vacciner pleinement l'ensemble des Canadiens admissibles d'ici la fin de septembre leur paraissait poser un défi de taille. Plusieurs ont fait remarquer que cela exigerait un effort monumental sur le plan de la logistique et de la coordination fédérale-provinciale.

Les prévisions quant au moment où les participants seraient personnellement en mesure de se faire vacciner ont sensiblement varié. Certains croyaient que ce serait bientôt leur tour – dans le courant des deux prochains mois – tandis que d'autres s'imaginaient devoir attendre jusqu'à six mois, sinon plus.

### **Intentions et réticences en matière de vaccination (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**

Les participants de deux groupes avaient été recrutés en fonction de leur point de vue sur la vaccination, et plus précisément de leur réticence à recevoir le vaccin contre la COVID-19. Invités à dire s'ils hésitaient toujours à se faire vacciner, beaucoup ont reconnu que c'était le cas et qu'ils préféreraient attendre. Ils ont cité un éventail de préoccupations et d'enjeux à l'appui, notamment :

- Le désir d'avoir davantage de données probantes sur les effets secondaires des vaccins et leur efficacité générale;
- Des incertitudes au sujet de la technologie de l'ARN messager utilisée dans plusieurs des vaccins administrés;
- Des questions relatives à l'entreposage des vaccins;
- Un temps de développement à leurs yeux extrêmement court;
- Le manque d'études sur les effets à long terme des vaccins;
- Des doutes concernant l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants de la COVID-19.

Le fait que la seconde dose soit reportée au-delà de l'intervalle prescrit par les fabricants a également été mentionné par certains, qui n'étaient pas rassurés par cette décision. D'autres ont fait remarquer qu'ils ne voyaient pas l'intérêt de se faire vacciner si les symptômes de la COVID-19 étaient relativement légers (p. ex., semblables à ceux de la grippe). D'autres encore trouvaient tout simplement que les groupes vulnérables, dont les personnes âgées, devraient avoir la priorité et ils ne voyaient pas d'inconvénient à attendre.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient des questions au sujet des vaccins contre la COVID-19, quelques-uns ont soulevé ce qui suit :

- Pourquoi n'y a-t-il pas de vaccin pour les enfants?
- À quand le retour à la normale une fois que tout le monde a été vacciné?
- La vaccination sera-t-elle obligatoire?
- À quel moment pourrai-je me faire vacciner?

## Remboursement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan)

Une discussion sur le soutien financier offert pendant la pandémie a été menée auprès des participants du Manitoba et de la Saskatchewan qui avaient bénéficié de l'assurance-emploi (AE) ou de l'une des prestations de relance mises en place par le gouvernement du Canada. Les participants devaient dire ce qu'ils pensaient de la performance du gouvernement du Canada en ce qui concerne le soutien financier offert aux personnes touchées par la COVID-19, le processus de remboursement des prestations pour les personnes qui n'y étaient pas admissibles et l'imposition de ces prestations.

### **Performance du gouvernement du Canada quant au soutien financier fourni en raison de la COVID-19**

Dans l'ensemble, les participants ont salué l'empressement avec lequel le gouvernement du Canada a lancé la PCU, car cela a permis aux Canadiens d'obtenir rapidement une aide financière d'urgence. Des préoccupations ont toutefois été soulevées à propos des Canadiens qui avaient besoin de ce soutien, mais n'y avaient pas droit, puisqu'ils ne répondaient pas aux critères d'admissibilité. Aussi, certains avaient l'impression qu'un sous-groupe de la population canadienne avait été traité injustement à cause de cette mise en œuvre rapide qui ratissait large. Les participants pensaient également qu'il avait fallu faire un compromis entre la mise en œuvre rapide de la PCU et la possibilité que la conception du programme donne lieu à des injustices ou des lacunes. Selon eux, on comptait parmi les personnes admissibles à la PCU des jeunes qui travaillaient à temps partiel et habitaient chez leurs parents et n'avaient pas besoin des 2 000 \$ par mois, alors que d'autres avaient de la difficulté à arriver avec ce montant. Ils ont donné en exemple les serveurs et les barmans professionnels qui avaient perdu leur emploi et avaient du mal à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Beaucoup croyaient que le gouvernement avait l'occasion de réduire la portée du programme et de mieux le cibler. Ils pensaient qu'une approche plus ciblée permettrait de tirer le maximum des fonds disponibles et de prolonger par le fait même la durée de mise en œuvre du programme. Quelques participants appréhendaient la production de leurs déclarations de revenus et il aurait fallu d'après eux

effectuer les retenues d'impôt sur les prestations dès le début du programme pour réduire les incidences négatives ultérieures. Aux yeux de certains, le gouvernement fédéral aurait pu en faire plus sur ce plan, par exemple, en diffusant aux bénéficiaires une illustration simple pour les informer des montants d'impôt qu'ils pourraient avoir à payer. Les participants croyaient aussi qu'une plus grande obligation de rendre des comptes aurait pu être intégrée au programme afin d'éviter le plus possible de verser des prestations à des personnes qui n'en ont pas vraiment besoin ou ne sont pas sans emploi à cause de la pandémie.

Invités à dire si la performance du gouvernement du Canada dans ce domaine était aussi bonne actuellement qu'au début de la pandémie, les participants estimaient qu'elle était restée sensiblement la même. Ils étaient nombreux à considérer comme une amélioration les retenues automatiques d'impôt dans le cadre du programme d'assurance-emploi (AE). Toutefois, l'application du programme était jugée uniforme, compte tenu de son efficacité.

De très rares participants avaient entendu parler de l'obligation de rembourser la PCU pour les personnes qui l'avaient reçue par erreur. Parmi ces derniers, certains croyaient à tort que ces personnes ou celles qui avaient été jugées inadmissibles après avoir reçu la PCU se voyaient imposer d'importantes pénalités. Les participants ont également fait part de leurs préoccupations à propos de ceux qui se savaient inadmissibles à la PCU, mais qui l'avait tout de même demandée et reçue. Des membres de leur famille et certains de leurs amis étaient dans cette situation et ils craignaient les conséquences fiscales qu'aurait le remboursement de la PCU pour ces gens.

## Imposition

Lorsque nous leur avons demandé explicitement s'ils croyaient devoir payer de l'impôt sur la PCU qu'ils avaient reçue, tous les participants ont répondu par l'affirmative. Certains s'inquiétaient les répercussions liées à l'obligation de payer de l'impôt, mais personne ne craignait d'éprouver d'importantes difficultés. Quelques-uns avaient mis de côté une partie ou l'intégralité des montants d'impôt qu'ils s'attendaient à devoir payer. D'autres pouvaient se prévaloir de déductions fiscales liées par exemple au report de frais de scolarité et espéraient que cela aiderait à réduire le montant total d'impôt à payer. Tous se disaient appréhensifs et s'attendaient à des répercussions négatives sur leurs finances personnelles.

Nous avons ensuite fourni les précisions suivantes aux participants :

*Les montants de PCU sont imposables. Vous devrez déclarer les montants inscrits sur votre relevé d'impôt T4A dans votre déclaration de revenus de 2020.*

Par la suite, nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de l'allègement des intérêts pour les personnes ayant reçu des prestations de soutien du revenu liées à la COVID-19. La plupart des participants ont répondu par la négative. Nous leur avons donné d'autres précisions :

*Les personnes qui ont reçu un soutien du revenu en 2020 (comme la PCU, la Prestation canadienne de la relance économique, l'assurance-emploi, etc.) et qui ont eu un revenu imposable total de 75 000 \$ ou*



*moins en 2020 ne seront pas tenues de payer des intérêts sur toute dette fiscale impayée avant le 30 avril 2022.*

Cet allègement des intérêts a été salué par la majorité. Les participants se demandaient toutefois quel serait le taux d'intérêt après la date limite, fixée au 30 avril 2022. De plus, ils étaient nombreux à penser que la période de grâce devrait être prolongée pour plusieurs raisons différentes, notamment afin d'adopter une approche similaire à celle préconisée pour les dettes des étudiants, en vertu de laquelle le montant du remboursement est fonction du revenu (et par conséquent le recouvrement de la période en cours). En outre, ils croyaient fermement que cette période de grâce devrait être en vigueur tant et aussi longtemps que les programmes de soutien du revenu en contexte pandémique seraient en place (y compris une année de plus pour le recouvrement). Les participants jugeaient ce délai insuffisant pour ceux qui recevaient encore des prestations. Étant donné que ces Canadiens avaient accusé une baisse de revenu, il serait difficile pour eux de subvenir à leurs besoins financiers quotidiens tout en mettant de l'argent de côté pour acquitter l'impôt à payer sur les prestations antérieures perçues. Les participants convenaient que la durée de l'allègement des intérêts devrait être fondée sur le redémarrage de l'économie, la capacité des Canadiens à retourner au travail et la fin des programmes destinés au soutien du revenu pendant la pandémie.

## Secteurs durement touchés par la pandémie (résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie)

Les participants qui travaillaient dans des secteurs de la région de Toronto, Peel et York durement touchés par la pandémie ont été invités à parler de leur expérience et à se prononcer sur le soutien offert par le gouvernement du Canada et sur l'aide supplémentaire nécessaire. Ils ont tous mentionné avoir subi une importante baisse de revenu annuel à cause de la fermeture des entreprises ou des restrictions en matière de rassemblement qui ont eu un impact sur les revenus totaux des entreprises ou leur situation d'emploi.

### **Soutien du gouvernement du Canada**

De nombreux participants ont précisé avoir reçu du soutien de la part du gouvernement du Canada durant la pandémie. Certains ont ajouté que leur employeur avait bénéficié de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) et qu'ils avaient donc reçu 75 % de leur salaire habituel pendant une certaine période jusqu'à ce que l'entreprise ferme par manque de revenus. D'autres ont cité la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et l'assurance-emploi (AE).

Lorsque nous avons demandé aux participants si ce soutien avait été suffisant, ils ont formulé des points de vue tantôt partagés, tantôt positifs. Ils s'entendaient pour dire que le soutien initial avait été utile, mais ils avaient quand même de la difficulté à joindre les deux bouts, surtout ceux qui avaient

subi une importante baisse de revenu. D'autres ont dit que leur situation se serait détériorée s'ils avaient eu une hypothèque à payer. Des préoccupations ont été soulevées à propos du soutien financier limité offert par le programme d'AE, qui avait contraint certains à trouver un emploi à temps partiel pour combler le manque à gagner. D'autres qui avaient bénéficié de l'aide financière du gouvernement du Canada appréhendaient le remboursement qu'ils auraient peut-être à faire au moment des impôts.

Même si certains participants avaient l'impression d'être dans une situation plus favorable que d'autres, parce que leur ménage respectait rigoureusement un budget et avait suffisamment d'épargne, la plupart estimaient qu'un plan de réouverture pour les entreprises était maintenant nécessaire et que tous les ordres de gouvernement devaient préciser les indicateurs à atteindre pour permettre une telle réouverture (c.-à-d. convenir du nombre maximum de cas de COVID-19 par jour). Quelques-uns croyaient que le pire des scénarios consisterait à autoriser les entreprises à reprendre leurs activités puis à les forcer à fermer peu après en raison d'un autre reconfinement. Ils ont souligné l'impact sur le moral des employés et les coûts de préparation à la réouverture engagés par les entreprises, qui devraient ensuite fermer de nouveau. D'autres jugeaient nécessaire d'offrir des possibilités de recyclage aux employés ou l'occasion d'occuper un emploi dans d'autres secteurs ou domaines d'emploi, compte tenu de l'instabilité avec laquelle certains avaient dû composer dans la dernière année. Il importait selon eux d'offrir un soutien financier continu aux personnes qui étaient toujours sans emploi.

À la question visant à savoir s'ils étaient plus préoccupés par la COVID-19 comme telle ou par les répercussions financières et économiques de la pandémie, la plupart des participants ont mentionné le deuxième aspect. Par ailleurs, les participants étaient généralement d'avis que le gouvernement du Canada tentait de maintenir un équilibre raisonnable entre la gestion des impacts que la pandémie avait, d'une part, sur la santé et, d'autre part, sur l'économie. La majorité d'entre eux ont conclu qu'une approche équilibrée était nécessaire.

Parallèlement, certains se sont dits préoccupés par un manque d'uniformité dans l'approche adoptée par les divers ordres de gouvernement et les messages contradictoires qui émanaient d'eux (p. ex., les magasins à grande surface pouvaient rouvrir, mais pas les petits commerces qui sont généralement indépendants). De plus, quelques participants avaient l'impression que le message du gouvernement changeait d'une semaine à l'autre et qu'il mettait tantôt l'accent sur les enjeux économiques (ce qui faisait en sorte que certains ne se sentaient pas en sécurité sur leur lieu de travail), tantôt sur la santé publique et la sécurité (ce qui, d'après certains, exacerbait les problèmes financiers des personnes dont le revenu avait baissé à cause de la pandémie). Ils comprenaient le défi que doivent relever les décideurs gouvernementaux, en particulier pour réagir à l'évolution de la situation relative aux nouveaux variants de la COVID-19, mais pensaient néanmoins que cette approche était loin d'être optimale et qu'elle n'était pas viable pour les personnes les plus durement touchées par les répercussions économiques de la pandémie. De rares participants s'inquiétaient davantage du fait qu'une attention insuffisante a été accordée aux répercussions plus générales de la pandémie, outre celles sur la santé, mais ce point de vue était peu populaire.

Les participants ont cité de nombreux secteurs qui avaient, selon eux, le plus besoin de l'aide du gouvernement du Canada. Ceux-ci correspondaient en général aux domaines dans lesquels ils gagnaient auparavant leur vie, dont les suivants :

- Les petites entreprises et les commerces indépendants;
- Le secteur du divertissement, par exemple les événements devant public et les événements sportifs;
- L'industrie du mariage et du funéraire;
- Les centres d'entraînement.

Invités à dire ce que le gouvernement du Canada avait fait jusqu'à présent pour aider ces secteurs, la plupart estimaient que ces secteurs avaient été quelque peu négligés pendant la pandémie. Reconnaissant que certaines entreprises étaient admissibles à du soutien financier, quelques participants le jugeaient insuffisant, compte tenu de la période prolongée pendant laquelle ces entreprises avaient été contraintes de rester fermées.

Nous leur avons ensuite demandé ce que le gouvernement du Canada pouvait faire pour appuyer ces secteurs. Les participants ont formulé un éventail de suggestions, y compris des mesures mises en place par le gouvernement de leur province :

- Imposer les mêmes restrictions aux petits commerces et aux magasins à grande surface et grandes entreprises;
- Préciser les critères d'admissibilité à du soutien financier pour les particuliers et les entreprises. Selon les participants, il fallait revoir la PCU pour s'assurer qu'elle cible désormais davantage les personnes qui ont le plus besoin d'un soutien financier;
- Mettre en place des capacités plus répandues de dépistage rapide de la COVID-19.

### **Opinions sur les restrictions actuelles**

Les participants ont discuté des restrictions en vigueur dans la région de Toronto, Peel et York. Pour beaucoup d'entre eux, elles représentaient un défi et prêtaient parfois à confusion ou étaient illogiques. Les propriétaires de petites entreprises pensaient que celles-ci devaient maintenant avoir la possibilité d'ouvrir tout en conservant certaines restrictions en place, étant donné qu'elles avaient été fermées longtemps et avaient subi durant cette période des pertes de revenus. Les participants se demandaient :

- Pourquoi les autorités permettaient-elles aux magasins à grande surface où l'achalandage est élevé d'ouvrir, mais pas aux petits commerces, qui étaient pourtant plus en mesure de contrôler l'achalandage dans leur établissement?
- Pourquoi certaines entreprises étaient-elles soumises à des restrictions plus sévères par rapport à d'autres entreprises? Ils ont fourni quelques exemples pour illustrer ce propos : les centres d'entraînement pouvaient accueillir un maximum de dix personnes à la fois, mais cette restriction ne s'appliquait pas aux commerces ayant une superficie comparable et le nombre maximal de

personnes autorisées dans les rassemblements n'arrêtaient pas de changer, ce qui engendrait de la frustration chez ceux qui travaillaient dans le secteur de la gestion d'événements.

La question des restrictions de voyage a également été abordée. Certains participants auraient aimé que les restrictions de voyage soient mises en œuvre plus tôt, mais la plupart estimaient qu'il était essentiel de garder les frontières fermées et de limiter les déplacements transfrontaliers, notamment à la frontière canado-américaine. De rares participants pensaient qu'il fallait examiner la possibilité de permettre les voyages à destination et en provenance des pays où le taux d'infection est très faible, mais la plupart convenaient que les restrictions en place devraient être maintenues pour le moment, compte tenu des craintes liées aux nouveaux variants. Cela dit, les participants remettaient en doute l'efficacité de certains aspects des restrictions de voyage, à commencer par les suivants :

- La quarantaine obligatoire dans un hôtel autorisé par le gouvernement, aux frais du voyageur. Certains pensaient que les voyageurs devraient pouvoir se mettre en quarantaine à la maison, tandis que d'autres jugeaient excessifs les coûts engagés par le gouvernement du Canada pour organiser et mettre en œuvre ce programme ou se questionnaient sur la faisabilité de ce programme, compte tenu du volume important de voyageurs qui entrent au Canada. Plusieurs trouvaient exorbitants les 2 000 \$ que les voyageurs devaient déboursier pour se placer en quarantaine dans un établissement d'hébergement administré par le gouvernement et estimaient que cela pénalisait les personnes qui pouvaient avoir des raisons valables de voyager;
- La confusion à propos des restrictions applicables aux déplacements transfrontaliers par voie terrestre ou aérienne. Quelques participants préconisaient plus de cohérence, peu importe le moyen de transport, et voulaient que la fermeture des frontières s'applique aux voyageurs de toutes les destinations, pas seulement à ceux qui se rendent aux États-Unis ou en reviennent.

Somme toute, les participants espéraient que la plupart des gens fassent preuve de gros bon sens et évitent les voyages non essentiels pour le moment.

## Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

### Santé mentale (résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, jeunes adultes de la GRM)

Durant le mois de mars, trois groupes de participants ont discuté de la santé mentale, de façon générale, et dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les participants ont parlé de l'impact de la pandémie sur leur santé mentale et précisé à quel point ils étaient à l'aise d'aborder ce sujet. Ils ont également mentionné s'ils étaient au courant des ressources disponibles pour les personnes qui ont besoin d'un soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie et s'ils étaient plus ou moins à l'aise d'utiliser les soutiens offerts en ligne. En dernier lieu, nous avons montré aux participants une série de mesures et d'initiatives entreprises par le gouvernement du Canada pour aider à soutenir la santé mentale, puis leur avons demandé de se prononcer sur l'impact qu'elles pourraient avoir.

Pratiquement tous les participants ont reconnu avoir éprouvé un problème de santé mentale en raison de la pandémie. Beaucoup ont fait état d'une détérioration de leur propre santé mentale ou de celle d'autres membres de la famille, y compris leurs enfants et parents âgés, et d'autres personnes de leur cercle de connaissances. Les participants ont parlé très ouvertement de l'expérience d'amis et de

membres de la famille qui s'étaient sentis déprimés et démotivés durant la pandémie. D'autres avaient été profondément affectés par la mort d'un membre âgé de la famille et ont souligné la détresse psychologique occasionnée par l'impossibilité d'être présent auprès d'êtres chers en fin de vie.

Lors des discussions portant sur l'impact de la pandémie sur leur santé mentale ou celle de gens qu'ils connaissent, les participants ont cité les enjeux suivants :

- De l'inquiétude et des pensées anxieuses à propos de l'avenir;
- Une consommation accrue de substances;
- Les effets négatifs de l'isolement et du manque de contacts sociaux et d'occasions d'interagir en personne avec des gens de manière plus intime (p. ex., les serrer dans ses bras);
- Les obstacles à l'accès à des services d'aide en santé mentale à cause des restrictions de santé publique.

Plusieurs participants autochtones ont fait état d'une hausse marquée du nombre de suicides parmi les jeunes de leurs collectivités. Ils ont également mentionné que les restrictions de santé publique, qu'ils associaient à une perte de contrôle ou un sentiment d'impuissance, avaient fait ressurgir des traumatismes liés aux pensionnats.

Même si la plupart ont souligné les effets négatifs de la pandémie sur leur santé mentale, quelques participants ont indiqué qu'un horaire moins exigeant au travail, parce qu'ils avaient moins de déplacements professionnels et de navettage à faire, était un changement bienvenu qui avait contribué à l'amélioration de leur état mental général. L'occasion de passer plus de temps avec la famille était également considérée comme un point positif. Ces participants avaient tout de même hâte de reprendre leurs anciennes activités, lorsqu'elles pourraient être menées en toute sécurité.

En général, les participants n'éprouvaient pas de gêne à parler des problèmes de santé mentale, y compris de leur propre expérience. Invités à dire s'ils se sentaient à l'aise d'aborder leur santé mentale, la majorité a répondu par l'affirmative. Plusieurs participants souhaitaient que le fait que les gens soient plus sensibilisés aux problèmes de santé mentale engendrés directement par la pandémie et qu'ils s'en préoccupent davantage favorise des dialogues plus ouverts dans l'avenir et aide à réduire la stigmatisation à cet égard. Certains encourageaient activement leurs amis et les membres de leur famille qui éprouvaient des problèmes de santé mentale à exprimer leurs émotions et leurs inquiétudes, en se présentant comme une personne capable de les écouter et de faire preuve d'empathie.

De rares participants se sont dits réticents à parler ouvertement de ce genre de problèmes et ont ajouté que la pandémie les avait rendus plus introvertis. Ils s'inquiétaient pour les personnes aux prises avec de gros problèmes et ne voulaient pas être considérés comme un fardeau.

Lorsque nous leur avons demandé quels sont les signes et les symptômes qui révèlent qu'une personne est aux prises avec des problèmes de santé mentale, les participants ont cité les éléments suivants :

- sommeil irrégulier;

- troubles de l'alimentation;
- comportements inhabituels;
- manque d'initiative, d'ambition et de motivation;
- anxiété généralisée;
- repli sur soi, introversion et isolement qui ne cadrent pas avec sa personnalité;
- dépendance accrue aux substances.

### Ressources en santé mentale

Les différentes ressources en santé mentale étaient généralement connues des participants. Invités à préciser vers quelle personne ou quelle ressource ils se tourneraient s'ils vivaient des moments difficiles, les participants ont cité ce qui suit comme ressources ou services de soutien officiels qu'ils connaissaient ou auxquels ils avaient accès : les services d'écoute téléphonique, les services de consultation gratuite ainsi que les organismes tels que les Alcooliques Anonymes (AA) ou qui fournissent des services aux personnes à faible revenu. Quelques ressources informelles, y compris les amis et la famille, ont aussi été mentionnées. Plusieurs participants ont dit qu'ils auraient plus tendance à gérer un problème de santé mentale en pratiquant une activité physique (p. ex., faire de l'exercice), en prenant part à des activités en plein air ou en communiant avec la nature ou encore, en se servant des technologies à leur disposition (p. ex., télécharger une application de méditation). Les participants autochtones ont par ailleurs souligné le rôle des conseillers spirituels et la participation à des cérémonies spirituelles. D'autres disaient trouver du réconfort en consommant des substances, comme le tabac, l'alcool et les drogues à usage récréatif.

Les participants ont été nombreux à souligner les défis et les obstacles à surmonter pour avoir accès à des services de santé mentale, notamment pour les groupes mal desservis comme les communautés marginalisées et les populations vulnérables. De plus, ils ont ajouté qu'obtenir de l'aide au moment opportun n'était pas simple. Les participants de Victoria et de Nanaimo, en particulier, ont mentionné que l'accès à des soins psychiatriques était difficile avant la pandémie et que la situation s'était beaucoup empirée pendant la pandémie. D'autres ont nommé l'abordabilité, y compris le coût de l'assurance, comme importants obstacles à l'accès.

Nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant des ressources en santé mentale offertes par le gouvernement du Canada durant la pandémie. Même si peu d'entre eux ont nommé des ressources précises, ils connaissaient en général des sites Web et une ligne d'écoute que les personnes souhaitant obtenir de l'aide pouvaient consulter. Invités à dire s'ils avaient eu vent de ressources de soutien offertes expressément par le gouvernement du Canada, la plupart en connaissaient très peu. Certains ont mentionné un site Web et une ligne de soutien téléphonique en restant vagues sur les détails. Par conséquent, de rares participants avaient entendu parler d'Espace Mieux-être Canada, un projet financé par le gouvernement du Canada dans le cadre duquel les personnes qui traversaient une période difficile pendant la pandémie de COVID-19 peuvent obtenir gratuitement du soutien en matière de santé mentale et de consommation de substances.



Les opinions étaient partagées quant à savoir si le gouvernement du Canada se voulait une source valable de ressources et d'outils en matière de santé mentale. Certains estimaient que oui, mais ne connaissaient tout simplement pas les outils et ressources disponibles. D'autres se demandaient si tout ordre de gouvernement pouvait être une source crédible de soutien en santé mentale, jugeant que les ressources locales seraient possiblement plus utiles et plus facilement accessibles. Aussi, ils se disaient plus enclins à trouver de l'aide en utilisant un moteur de recherche comme Google ou en demandant conseil à leur médecin de famille. D'autres ont mentionné qu'ils auraient plus tendance à s'adresser à leur gouvernement provincial. Tout bien considéré, le principal obstacle à l'accès au soutien offert par le gouvernement du Canada était une connaissance insuffisante des ressources disponibles.

Nous avons demandé aux participants s'ils seraient à l'aise d'accéder en ligne à du soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie et d'amorcer une discussion sur cette question. Les résultats variaient d'un groupe à l'autre. Les jeunes adultes de la GRM y étaient moins favorables, car ils seraient plus à l'aise d'avoir une consultation en personne ou téléphonique ou d'utiliser les babillards électroniques. Ces participants aimaient plus consulter une ressource qui leur offrirait une certaine continuité si plusieurs consultations étaient nécessaires. De plus, ils préféraient une interface plus « personnelle ». Les participants de Victoria et Nanaimo ont formulé des réponses plus positives et ne voyaient aucun problème important à accéder au soutien en ligne. Les réponses des participants autochtones à cette question ont été variées. Certains étaient plus favorables à l'interface en ligne, tandis que d'autres se demandaient à quel point ces services seraient adaptés aux différences culturelles. Des participants ont exprimé une certaine méfiance, compte tenu des inégalités perçues quant au traitement réservé aux personnes autochtones au sein du système de santé.

Malgré leur réticence à obtenir du soutien en matière de santé mentale en ligne, comme mentionné ci-dessous, ils n'hésiteraient pas à chercher des informations et des conseils en ligne et quelques participants qui avaient utilisé des services de consultation en ligne ont décrit leur expérience en termes positifs. Certains souhaitaient pouvoir se servir d'outils comme le clavardage ou le vidéoclavardage, à condition que la personne demandant le service soit à l'aise de les utiliser, et consulter une liste de numéros de téléphone ou de liens vers des sites Web qui les aideraient à trouver des services de santé mentale dans leur région. La priorité selon eux était d'avoir accès immédiatement à des ressources. Quelques-uns ont toutefois manifesté une certaine hésitation. Ainsi, les jeunes adultes de la GRM ont dit qu'ils n'utiliseraient probablement pas les ressources en ligne si l'accès à celles-ci était trop compliqué. Les participants autochtones craignaient que les personnes ne puissent bien défendre leurs intérêts en naviguant dans l'environnement en ligne pour chercher des ressources qui leur conviennent.

### **Perspectives à propos des publicités et des messages sur la santé mentale**

Les participants ont fait part de leurs réflexions et formulé des préférences quant aux personnes qui pourraient être des porte-parole efficaces pour véhiculer des messages dans les publicités destinées à présenter de l'information sur la santé mentale et le bien-être. Les participants ont proposé plusieurs choix, dont les suivantes :

- Un professionnel de la santé ou du domaine médical;
- Une personne avec une expérience concrète qui a souffert d'un problème de santé mentale et s'en est remise ou a trouvé des moyens de vivre avec son problème;
- Des célébrités;
- Des athlètes professionnels et des équipes sportives;
- Des enseignants.

Pour plusieurs participants, les gens devaient avant tout se reconnaître dans la publicité et le message devait être livré avec empathie. De l'avis général, il fallait accorder plus d'importance à la diffusion des informations qu'au porte-parole du message, en s'assurant de les rendre publiques et accessibles au public. Les participants jugeaient important de poursuivre les efforts visant à déstigmatiser les problèmes de santé mentale et certains estimaient que la pandémie de COVID-19 se voulait une occasion de mettre ces enjeux à l'avant-scène des conversations publiques.

Dans l'ensemble, la plupart des participants trouvaient utile d'entendre les difficultés et les parcours d'autres personnes en matière de santé mentale. Cette approche aiderait selon eux à « normaliser » les discussions sur ce sujet, à montrer aux personnes qu'elles ne sont pas seules et à leur donner l'occasion de s'épanouir.

### Initiatives du gouvernement du Canada pour aider à soutenir la santé mentale

Nous avons ensuite montré une série d'initiatives entreprises par le gouvernement fédéral, puis leur avons demandé celles qui auraient selon eux le plus grand impact sur la population canadienne :

- *La création d'un portail sur la santé mentale (« Espace mieux-être Canada ») pour orienter les Canadiennes et les Canadiens vers des ressources, des outils et des services de soutien professionnel gratuits (investissement de 68 M\$).*
- *L'élaboration de politiques normalisées et de pratiques d'excellence pour promouvoir la santé mentale et le bien-être des étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire.*
- *L'augmentation du financement de 50 M\$ pour les centres de détresse afin de les aider à faire face à l'augmentation du nombre d'appels, notamment en raison des défis liés à la pandémie.*
- *L'augmentation de 7,5 M\$ du financement des services de Jeunesse, j'écoute.*
- *L'augmentation de 200 M\$ en transferts aux provinces pour élargir leurs services de soins virtuels.*
- *L'investissement de 10 M\$ sur 5 ans dans le Fonds pour la santé mentale des communautés noires afin de soutenir les programmes de santé mentale axés sur la culture des communautés noires au Canada.*
- *L'investissement de 4,9 M\$ par année dans le Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale vise à appuyer la mise en œuvre de programmes communautaires de promotion de la santé mentale.*

Les participants des trois groupes estimaient que deux des sept initiatives seraient particulièrement efficaces :

- *L'augmentation du financement de 50 M\$ pour les centres de détresse afin de les aider à faire face à l'augmentation du nombre d'appels, notamment en raison des défis liés à la pandémie* – Beaucoup de participants jugeaient utile la possibilité d'obtenir immédiatement de l'aide. À leur avis, cette initiative aurait l'impact le plus immédiat sur de nombreuses collectivités et ils saluaient en particulier l'aide offerte à toute heure du jour aux groupes et aux communautés qui peuvent avoir de la difficulté à se rendre aux endroits où des services sont disponibles. La priorité accordée aux personnes qui ont éprouvé des problèmes en raison de la pandémie a également été accueillie favorablement. À cet effet, certains participants ont souligné les difficultés particulières des personnes victimes de violence conjugale durant les périodes de confinement et d'isolement.
- *La création d'un portail sur la santé mentale (« Espace mieux-être Canada ») pour orienter les Canadiennes et les Canadiens vers des ressources, des outils et des services de soutien professionnel gratuits (investissement de 68 M\$)* – De nombreux participants trouvaient que cette initiative avait une portée générale et qu'elle aiderait sûrement une grande partie de la population, contrairement à une initiative ciblant une collectivité ou un sous-groupe de la population. Elle aurait d'après eux un impact considérable sur le plus grand nombre de Canadiens. Certains participants pensaient par ailleurs qu'elle se voudrait un « guichet de service unique », qui permettrait de rationaliser les services et de mieux adapter les services et le soutien aux besoins particuliers des clients.

Quatre des sept initiatives ont reçu un appui modeste de la part des participants :

- *L'augmentation de 200 M\$ en transferts aux provinces pour élargir leurs services de soins virtuels* – Les participants jugeaient que cette initiative présentait de nombreux avantages, à commencer par la somme substantielle investie, qui aurait un impact selon eux. Certains ont ajouté que l'élargissement des services de soins virtuels était bénéfique, puisqu'il offrait une solution de rechange à la prestation traditionnelle des services de soins de santé et éliminait le besoin de se déplacer pour les rendez-vous. Quelques-uns estimaient que les soins virtuels deviendraient le principal mode de prestation des soins de santé dans l'avenir et s'attendaient à ce que cette approche permette de servir plus efficacement les jeunes générations. Plusieurs étaient favorables au transfert de sommes aux provinces, car ces dernières pourraient ainsi affecter l'argent aux besoins les plus pressants, compte tenu de la situation provinciale. Ce faisant, il serait possible d'assurer un niveau de services comparable à l'échelle des provinces.
- *L'investissement de 4,9 M\$ par année dans le Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale vise à appuyer la mise en œuvre de programmes communautaires de promotion de la santé mentale* – Les participants qui préféraient cette initiative aimaient l'accent mis sur les programmes communautaires.
- *L'augmentation de 7,5 M\$ du financement des services de Jeunesse, j'écoute* – Le principal attrait de cette initiative était qu'elle permettait aux jeunes d'accéder à des services s'adressant directement à leur groupe d'âge.
- *L'élaboration de politiques normalisées et de pratiques d'excellence pour promouvoir la santé mentale et le bien-être des étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire* – Les participants reconnaissaient les défis auxquels étaient confrontées les personnes qui entreprenaient des études

postsecondaires en ligne et avaient l'impression qu'il fallait en faire plus pour tenir compte de leur situation particulière.

Les participants ont été relativement peu nombreux à se prononcer sur l'investissement de 10 M\$ sur 5 ans dans le Fonds pour la santé mentale des communautés noires, car ils considéraient que les initiatives mentionnées précédemment rejoignaient une clientèle ou un échantillon plus vaste de la population canadienne.

## Frontière canado-américaine et restrictions de voyage (résidents du Canada atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Dans cinq groupes de discussion, nous avons posé une série de questions aux participants à propos des restrictions de voyage actuelles et des critères de réouverture de la frontière canado-américaine aux voyages non essentiels. La discussion a aussi porté sur les opinions des participants à propos de la mise en œuvre de passeports vaccinaux.

### **Restrictions de voyage actuelles**

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient des restrictions de voyage en place. Tout compte fait, les participants ont salué la décision du gouvernement du Canada de fermer les frontières aux voyages à destination et en provenance des États-Unis. Même s'ils reconnaissaient les conséquences sur le plan personnel que la fermeture de la frontière avait sur les voyageurs hivernants et les gens qui voulaient aller voir des membres de la famille et le prix économique à payer de cette mesure sévère, surtout pour l'industrie touristique, ils étaient nombreux à penser qu'elle était nécessaire. Selon eux, elle s'imposait pour limiter la propagation de la COVID-19 découlant de la circulation transfrontalière d'ici à ce que le taux de vaccination augmente dans les deux pays ou que le nombre d'hospitalisations diminue. Les participants ont également parlé des approches de santé publique différentes adoptées au Canada et aux États-Unis, en soulignant le laxisme préconisé dans certains États, qui avait contribué à leur avis aux taux d'infection élevés observés au début de la pandémie. Par ailleurs, quelques-uns étaient préoccupés par la propagation des nouveaux variants et cette situation justifiait selon certains le maintien des restrictions pendant encore plusieurs mois, voire un an. Beaucoup de participants préféraient attendre qu'il y ait plus de preuves que la situation était

maîtrisée. C'était selon eux l'approche la plus responsable à adopter et celle qui était bénéfique pour les deux pays, car elle réduisait le risque pour les citoyens canadiens et américains.

Certains participants du groupe de résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque avaient un point de vue différent. Tout en précisant que les restrictions de voyage avaient été nécessaires au début de la pandémie, quelques participants considéraient que le temps était venu de rouvrir les frontières aux voyages non essentiels. Ils considéraient qu'en raison de la proportion relativement élevée de citoyens vaccinés aux États-Unis, les motifs invoqués pour garder les frontières fermées étaient de moins en moins crédibles et pertinents. D'autres ont mentionné qu'il était maintenant beaucoup plus sécuritaire de voyager aux États-Unis et que la quarantaine obligatoire pour les voyageurs qui arrivent au Canada se voulait une mesure de protection suffisante. Quelques opinions divergentes ont été formulées par les participants d'autres groupes. Ainsi, certains croyaient que les personnes devraient avoir le choix de voyager et que le gouvernement fédéral n'avait pas à leur dicter quoi faire. Ils présumaient que la plupart des gens prendraient des décisions responsables à cet égard.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que les restrictions de voyage en place devraient rester inchangées, être assouplies ou être resserrées, la plupart ont opté pour le statu quo. Beaucoup estimaient que la priorité devrait être accordée à la santé des Canadiens et qu'une fois en place, les restrictions de voyage avaient été essentielles pour limiter la propagation du virus au Canada. De plus, compte tenu des progrès réalisés jusqu'à maintenant, certains se demandaient pourquoi les restrictions devraient être allégées alors que la propagation des nouveaux variants préoccupants était en hausse. Des participants ont exprimé quant à eux le souhait que les restrictions restent en place d'ici à ce qu'un pourcentage plus important de la population ait été vacciné des deux côtés de la frontière.

De rares participants revendiquaient des restrictions supplémentaires, par exemple l'interdiction de tous les voyages internationaux en partance et à destination du Canada et la fermeture complète de tous les aéroports. Ce point de vue reposait sur la crainte que les voyageurs internationaux soient la principale source de propagation des nouveaux variants du coronavirus.

### **Réouverture de la frontière canado-américaine**

Durant la discussion, nous avons demandé aux participants quand ils pensaient que la frontière canado-américaine rouvrirait aux voyages non essentiels. La plupart s'attendaient à ce que la frontière soit ouverte d'ici l'automne 2021 ou au plus tard en décembre et s'appuyaient sur le moment où une grande partie de la population serait possiblement vaccinée, tant au Canada qu'aux États-Unis, pour faire cette estimation. Quelques participants croyaient toutefois que la réouverture des frontières aux voyages non essentiels n'aurait pas lieu avant 2022. Cet avis était partagé par de nombreux participants autochtones de l'Alberta qui s'inquiétaient à propos d'une troisième vague imminente et de l'augmentation des cas de COVID-19 qu'elle entraînerait.

Dans le cadre de cette discussion, certains participants avaient l'impression que des pressions soient exercées sur le gouvernement du Canada pour qu'il rouvre les frontières bien avant l'automne 2021,

afin d'apaiser les personnes souhaitant prendre des vacances durant l'été ou voyager avant la rentrée scolaire.

Nous avons demandé aux participants de préciser différents critères que le gouvernement du Canada pourrait utiliser pour décider de rouvrir ou non la frontière et du moment de cette réouverture, le cas échéant. Ils ont formulé un éventail de facteurs et de cibles, dont les suivants :

- Taux de vaccination – Il s'agit du facteur qui a été mentionné le plus souvent. Certains participants croyaient qu'une réouverture pourrait être envisagée seulement lorsque 70 % à 80 % des personnes admissibles à la vaccination auraient été vaccinées, alors que d'autres étaient à l'aise avec une réouverture dès qu'une majorité de la population aurait été vaccinée ou que les responsables de la santé publique estimerait que l'immunité collective a été atteinte. D'autres ont formulé des recommandations plus précises, par exemple lorsque toutes les parties seraient vaccinées (les voyageurs comme les personnes qu'ils allaient visiter). De nombreux participants pensaient que la couverture vaccinale chez les Américains devrait dicter le moment de la réouverture des frontières, car ils craignaient que les politiques de voyage des États-Unis ne favorisent la propagation de la COVID-19;
- Taux d'infection ou de transmission – Plusieurs participants recommandaient d'attendre que le nombre quotidien de cas de COVID-19 et le taux de mortalité lié à la COVID-19 soient très bas avant de rouvrir. Certains estimaient que le moment idéal pour rouvrir les frontières serait lorsqu'il n'y aurait aucun nouveau cas de COVID-19, mais admettaient que l'atteinte de ce seuil était sans doute irréaliste;
- Taux de reproduction net (R);
- Taux d'hospitalisation et nombre de patients aux soins intensifs;
- Propagation des variants de COVID-19.

Les participants de plusieurs groupes ont eu des discussions sur l'efficacité des différents critères et se demandaient lequel d'entre eux serait le plus utile pour évaluer la situation actuelle et fixer le moment de la réouverture. Par exemple, certains ont avancé que toutes les personnes ayant contracté la COVID-19 n'ont pas nécessairement passé un test de dépistage. Ils croyaient donc que les indicateurs tels que le taux de positivité ou le nombre actuel de cas n'étaient peut-être pas aussi précis que le taux d'hospitalisation. D'autres se questionnaient sur l'utilisation de taux ou de seuils de vaccination, car ils ne savaient pas si les vaccins étaient efficaces contre les nouveaux variants du coronavirus et craignaient que les personnes vaccinées puissent quand même transmettre le virus. Dans certains groupes, les participants ont répété un point de vue formulé antérieurement, à savoir qu'il ne fallait pas forcer les gens à se faire vacciner, et pensaient que d'autres indicateurs seraient plus utiles ou que les autorités devraient rouvrir immédiatement les frontières.

Les participants ont débattu de deux scénarios portant sur les critères de réouverture des frontières. Le premier scénario prévoyait de rouvrir la frontière si les États-Unis parvenaient à vacciner tous les Américains avant que nous le fassions au Canada. Beaucoup de participants jugeaient pertinent de rouvrir alors la frontière, tandis que d'autres préféraient attendre que le nombre de cas de COVID-19 aux États-Unis soit faible, en tenant compte de la propagation des variants. D'autres ont émis certaines réserves et recommandaient de permettre seulement aux Américains vaccinés d'entrer au Canada, en

continuant d'exiger une preuve de résultat négatif au test de dépistage et d'imposer la quarantaine. Dans la foulée de commentaires formulés précédemment, certains n'étaient pas convaincus qu'une preuve de vaccination soit un bon critère, compte tenu de la possibilité de transmission parmi les personnes vaccinées. Ce scénario présentait un risque d'exposition au virus pour les Canadiens.

Le second scénario supposait une réouverture de la frontière si tous les Américains étaient vaccinés et que le nombre de cas de COVID-19 aux États-Unis était faible, mais encore relativement élevé au Canada. Compte tenu de ce scénario, la plupart des participants préféraient garder les frontières fermées. Ils ont de nouveau fait part de leurs préoccupations concernant la virulence des variants, car ils se demandaient si les vaccins conféraient une immunité contre les variants à la population. Bon nombre de participants croyaient fermement que le Canada avait l'obligation de respecter la norme américaine avant de rouvrir ses frontières. Aussi, le fait de permettre des déplacements transfrontaliers pouvant mettre en danger les citoyens des deux pays leur semblait injuste, tant pour les Canadiens que pour les Américains. Par ailleurs, certains craignaient que les gens vaccinés décident de faire fi des consignes de santé publique, comme la distanciation physique et le port du masque.

De l'avis de quelques participants, les gouvernements canadien et américain devraient décider de rouvrir la frontière d'un commun accord plutôt que de manière unilatérale. Selon plusieurs participants, attendre qu'une proportion suffisante des Canadiens et des Américains soit vaccinée se voulait la meilleure approche.

**Passeports immunitaires (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)**

Par la suite, nous avons demandé aux participants ce qu'ils diraient de permettre aux Canadiens entièrement vaccinés disposant d'une preuve de vaccination de traverser la frontière canado-américaine pour des raisons non essentielles avant qu'elle ne soit ouverte aux autres pays et à tous les autres. De nombreux participants n'étaient pas en faveur des passeports immunitaires, jugeant qu'ils contrevenaient aux droits de la personne en empiétant sur la liberté de circulation et de choix et en portant atteinte à la vie privée. En revanche, il y avait pratiquement autant de participants qui appuyaient cette approche. Ces derniers ont ajouté qu'il fallait déjà produire une preuve de vaccination pour voyager dans certains pays. Des questions subsistaient néanmoins chez quelques participants sur l'efficacité des vaccins contre les variants. Aussi, ils n'étaient pas entièrement convaincus que la preuve de la vaccination devrait être le principal ou seul critère pour revenir aux conditions de voyage normales.

Voyages post-COVID-19 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de



grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie)

Les participants de plusieurs groupes ont discuté de leurs projets de voyage avant la pandémie et une fois qu'elle serait terminée et se sont prononcés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour encourager les Canadiens à voyager au pays et soutenir le secteur touristique canadien.

Beaucoup avaient été contraints d'annuler leurs projets de voyage, notamment aux États-Unis et à l'étranger, à cause de la COVID-19. D'autres ont relaté qu'ils étaient en vacances à l'extérieur du pays lorsque la pandémie a frappé et qu'ils ont dû écouter leur séjour pour rentrer au Canada avant la fermeture des frontières.

Invités à dire s'ils comptaient prendre des vacances une fois la pandémie terminée, la plupart des participants avaient hâte de recommencer à voyager à l'étranger. Beaucoup entendaient utiliser des crédits ou des remboursements obtenus pour des voyages qu'ils avaient dû annuler. D'autres, bien qu'enthousiastes à l'idée de pouvoir voyager de nouveau, prenaient en compte l'obligation de s'isoler au retour. Quelques participants n'avaient pas l'intention de voyager au Canada ni à l'étranger à cause des coûts et des risques pour leur santé et préféraient attendre que leurs compagnons et eux-mêmes soient entièrement vaccinés.

Nous avons demandé aux participants s'ils prévoyaient dépenser plus d'argent, moins d'argent ou à peu près le même montant qu'ils dépensaient habituellement en vacances. Dans l'ensemble, la plupart des participants envisageaient de dépenser environ la même somme que d'habitude et certains avaient un budget de voyage et ne comptaient pas le modifier. De rares participants s'attendaient à consacrer moins d'argent, compte tenu de l'impact de la pandémie sur leurs perspectives financières à court terme. Toutefois, plusieurs participants ont dit qu'ils dépenseraient probablement plus d'argent soit pour se gâter après tout ce temps passé à la maison, soit parce qu'ils pensaient que le coût des voyages, et notamment des vols, risquait d'augmenter, car les compagnies aériennes tenteraient de combler leur manque à gagner.

Les participants devaient dire s'ils prévoyaient voyager au Canada ou à l'étranger. À l'échelle des groupes, il y avait sensiblement autant de participants qui entendaient voyager au pays qu'à l'extérieur du Canada. Les personnes qui ont cité des destinations internationales s'y rendaient pour visiter de la famille, faire un voyage en famille déjà prévu ou séjourner dans des pays ou régions au climat plus tempéré. Ceux qui étaient les plus susceptibles de voyager au Canada trouvaient que c'était un bon moment pour découvrir des endroits où ils n'étaient jamais allés au pays ou s'inquiétaient des risques

pour la santé associés aux voyages internationaux à l'heure actuelle. Ils avaient l'intention d'attendre environ 12 mois avant de voyager à l'étranger. D'autres souhaitaient particulièrement faire une escapade routière au Canada, ou aux États-Unis, si possible. Certains voulaient encourager les entreprises canadiennes (commerces, restaurants, musées et théâtres) et ce facteur avait joué dans leur décision de voyager au Canada plutôt qu'à l'étranger.

Nous avons demandé aux personnes qui prévoyaient se rendre à l'étranger quelles seraient les raisons qui les pousseraient à changer leurs plans et à voyager au Canada à la place. La plupart de ces participants ont cité le coût des voyages à l'étranger, y compris le taux de change. D'autres ont dit que leurs projets dépendraient de la situation en matière de pandémie et qu'ils prendraient leur décision en se fondant sur les conditions au Canada. Parmi les autres facteurs évoqués, mentionnons la distance (c.-à-d. le temps de vol), le climat, car plusieurs en avaient assez des conditions hivernales, et les restrictions imposées, comme la quarantaine obligatoire à leur retour, qui les forceraient à demander plus de jours de vacances.

### Mesures pour inciter la population canadienne à voyager au Canada

Nous avons montré aux participants une liste d'initiatives que le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre pour encourager les Canadiens à voyager au pays après la COVID afin de soutenir le secteur touristique canadien qui a été durement touché par la COVID-19 :

- *Un crédit où la troisième nuit est gratuite lors d'un séjour à tout hôtel au Canada;*
- *Une promotion qui vous permet de prendre l'avion n'importe où au Canada au coût de 200 \$ par voyage;*
- *Un remboursement allant jusqu'à 200 \$ pour les frais de voyage, d'hôtel ou d'activités que vous pourriez réclamer si vous les achetez à l'aide d'une application;*
- *Un crédit d'impôt de 200 \$ si vous dépensez ce même montant pour un voyage à l'intérieur du Canada;*
- *Offrir des laissez-passer gratuits aux enfants pour les voyages en train ou en avion à l'intérieur du Canada;*
- *Offrir l'accès gratuit aux musées à tous les Canadiens;*
- *Offrir l'accès gratuit aux sites de Parcs Canada à tous les Canadiens.*

Lors des discussions visant à savoir lesquelles de ces initiatives les convaintraient de faire un voyage supplémentaire au Canada ou de voyager au Canada plutôt qu'à l'étranger, la majorité des participants préféraient celles qui consistaient à offrir aux Canadiens une promotion permettant d'aller n'importe où au Canada par avion pour 200 \$ et la troisième nuit gratuite lors d'un séjour dans n'importe quel hôtel. De rares participants ont mentionné qu'ils prolongeraient peut-être leur séjour à l'hôtel si la troisième nuit était gratuite. La valeur en espèces de ces initiatives a été saluée par les participants, qui estimaient que la réduction du coût global d'un voyage inciterait les gens à voyager au Canada. Certains se demandaient toutefois s'il y aurait des périodes d'interdiction pendant lesquelles cette promotion ne s'appliquerait pas. Quelques-uns trouvaient que ça coûtait très cher de voyager par avion au Canada et accueillaient avec soulagement cette promotion. Cela dit, des participants

pensaient qu'il fallait en faire plus pour encourager les gens qui souhaitaient voyager au Canada par voie terrestre, pas seulement par avion. Certains craignaient d'être exposés au virus dans l'avion et préféraient voyager avec moins de personnes à bord d'une voiture ou d'un véhicule récréatif.

En général, les participants étaient également favorables aux laissez-passer permettant aux enfants de voyager gratuitement en train ou en avion, à commencer par les parents, et à l'accès gratuit aux musées pour tous les Canadiens. Certains participants ont fait remarquer que l'accès gratuit aux musées ne les inciterait pas nécessairement à se rendre ailleurs au Canada, mais qu'ils en profiteraient sûrement pour visiter les musées près de chez eux. La possibilité de visiter gratuitement des musées a été particulièrement bien accueillie par les personnes qui éprouvaient des difficultés financières à cause de la COVID-19 (p. ex. parce qu'elles travaillaient moins d'heures ou avaient perdu leur emploi).

L'idée d'offrir l'accès gratuit aux sites de Parcs Canada a suscité des réactions positives chez quelques participants, mais la plupart des participants la jugeaient peu intéressante. Même ceux qui y ont réagi avec enthousiasme se demandaient s'il y aurait des places disponibles dans les terrains de camping et s'ils seraient en mesure de profiter de cette offre.

Tout en y étant favorables, la majorité des participants trouvaient les crédits d'impôt et les remboursements moins intéressants et avaient l'impression que leur administration serait trop compliquée. De plus, certains estimaient que le délai pour bénéficier du crédit d'impôt était trop long par rapport au moment où les dépenses étaient engagées et que des personnes pourraient oublier de s'en prévaloir. D'autres s'interrogeaient sur la manière dont le remboursement serait effectué dans l'application; ils ne comprenaient pas très bien le processus et doutaient que cette mesure les incite à modifier leurs projets de voyage. La transmission d'informations au moyen d'une application préoccupait quelques participants, qui s'inquiétaient à propos de la sécurité des renseignements personnels fournis. Par rapport aux autres choix, ces options étaient jugées moins intéressantes par les participants.

Invités à préciser ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour encourager les gens à voyager au pays, les participants ont proposé ce qui suit :

- Faire plus de publicité sur les voyages au Canada et les promouvoir davantage, en mettant en valeur les différentes destinations et activités intéressantes;
- Encourager les voyages en famille;
- Offrir des rabais supplémentaires ou des tarifs de voyage en groupe aux personnes qui souhaitent assister à des événements sportifs ou des festivals;
- Élargir l'accès gratuit aux musées, afin d'inclure les musées des beaux-arts, les festivals et d'autres points d'intérêt locaux;
- Favoriser les activités en plein air et le respect de la distanciation physique;
- Abaisser le prix de l'essence à la pompe ou offrir des crédits pour les frais de carburant aux voyageurs qui sillonnent les routes du pays;
- Offrir des tarifs réduits aux personnes qui veulent voyager par train;
- Fournir des laissez-passer pour le transport en commun local;

- Offrir à tout le monde des laissez-passer leur permettant de voyager gratuitement, pas seulement aux enfants;
- Élargir les partenariats avec les établissements hôteliers pour permettre aux entreprises de l'économie du partage, comme Airbnb, qui fournissent des services de location à court terme de propriétés de vacances d'offrir des rabais ou des nuitées gratuites.
- Proposer des forfaits tout inclus qui comprennent l'hôtel et les repas pour inciter les voyageurs à fréquenter les petits commerces locaux.

## Budget 2021 et croissance économique

(anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie, résidents du Canada Atlantique, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Victoria et de Nanaimo, en C.-B., jeunes adultes de la GRM, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

Durant tout le mois, dans sept groupes, les participants ont discuté de leurs attentes envers le budget fédéral, lequel a subséquemment été déposé le 19 avril 2021. Durant la discussion, il a été question de ce que le budget devrait contenir, des aspects prioritaires et de la croissance économique. Les participants étaient unanimes à dire que la croissance économique et la création d'emplois devraient être au cœur du prochain budget. Certains étaient d'avis que les dépenses relatives aux programmes sociaux devraient être mises de l'avant; plusieurs ont souligné qu'il faudrait en faire davantage pour aider les Canadiens vulnérables. Le concept de croissance économique a suscité des réactions favorables, principalement en ce qui concerne l'amélioration du bien-être des Canadiens, mais quelques participants ont tout de même fait des associations négatives. Les réponses détaillées sont présentées plus bas.

### Attentes générales envers le budget

Dans toutes les régions, nous avons demandé aux participants quelle devrait être la priorité du prochain budget fédéral. Parmi tous les groupes, les thèmes les plus souvent mentionnés étaient les soins de santé et la relance économique.

Les participants se sont généralement entendus pour dire que la priorité devrait être accordée à la relance économique et tout particulièrement aux emplois. Bon nombre d'entre eux ont mentionné que la création d'emplois et le retour des Canadiens au travail étaient des étapes essentielles pour se remettre des impacts économiques de la pandémie. Plusieurs croyaient qu'il était particulièrement important de mettre l'accent sur les emplois puisque selon eux, l'assurance-emploi (AE) et les prestations de la relance liées à la COVID-19 n'étaient pas une solution à long terme. Certains étaient d'avis que les mesures de soutien financier devraient être réduites une fois la pandémie terminée. Ces participants ont suggéré que les programmes d'emploi seraient préférables au soutien financier pour aider les Canadiens et l'économie nationale puisque selon eux, l'emploi est essentiel pour assurer une bonne santé et le bien-être mental.

Pour certains, la priorité sur l'économie serait le meilleur moyen d'aider les petites entreprises qui ont été durement touchées par la pandémie. Ces participants ont, à maintes reprises, mentionné leur désir de voir des mesures de relance économique conçues spécifiquement pour les petites entreprises indépendantes plutôt que pour les grandes sociétés nationales ou multinationales.

D'autres ont indiqué leur préférence pour un budget qui encouragerait une plus grande diversification des industries canadiennes, avec moins d'emphase sur l'extraction des ressources (p. ex., le secteur des combustibles fossiles) et davantage sur les technologies vertes. Ceux qui ont mentionné l'environnement parallèlement à l'économie souhaiteraient qu'on privilégie la durabilité et la protection de l'environnement dans les prochains plans et stratégies économiques.

Les soins de santé ont été mentionnés presque aussi souvent que l'économie comme secteur clé à privilégier dans le budget. Les participants étaient d'avis qu'il était prioritaire de répondre aux préoccupations liées à la COVID-19. Toutefois, certains ont parlé de la nécessité d'augmenter le financement des soins de santé en général, au-delà des problèmes qui ont fait surface durant la pandémie. Plusieurs ont exprimé le souhait d'un meilleur accès aux soins de santé et un financement accru, y compris une augmentation des transferts fédéraux en matière de santé par le biais de la *Loi canadienne sur la santé* (LCS). Certains participants ont mentionné qu'en plus d'accroître l'accès aux soins de santé, le budget devrait élargir l'accès universel à d'autres services de santé, comme les services en santé mentale et les services de counseling et de traitement des toxicomanies. De plus, certains ont indiqué que le budget devrait prévoir la création d'un programme national d'assurance-médicaments. Ces participants étaient d'avis que ces types de programmes seraient profitables à l'ensemble des Canadiens puisqu'ils permettraient de réduire certains facteurs de stress financier et social.

Outre les mesures de stimulation économique et les soins de santé, les participants ont mentionné plusieurs autres secteurs qu'il conviendrait de privilégier dans le budget, notamment :

- L'éducation
- Le changement climatique
- L'infrastructure
- L'établissement d'un programme national de garderies
- La diminution du coût des logements dans les grandes villes canadiennes
- Le tourisme
- La réduction des obstacles au commerce interprovincial
- L'équité salariale et un salaire décent pour les travailleurs

Parallèlement, les participants étaient préoccupés par le déficit, bien que leurs commentaires aient révélé qu'ils parvenaient difficilement à faire la distinction entre la dette nationale et le déficit. Même s'ils ont utilisé ces termes de façon interchangeable, les commentaires ont démontré des inquiétudes quant au niveau des dépenses du gouvernement fédéral et la capacité de maintenir ce niveau à long terme. D'autres étaient préoccupés par le délai entre chaque budget et quelques-uns ont commenté qu'il s'agissait selon eux d'un manque de responsabilité de la part du gouvernement du Canada.

### **Accent sur le budget**

Pour sonder les attentes des participants à l'égard de la priorité du prochain budget fédéral, nous leur avons présenté trois options et leur avons demandé laquelle ils préféraient. Ces options étaient les suivantes :

- *La gestion de la crise de la COVID-19*
- *L'élaboration d'un plan de relance économique*
- *L'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19*

Les participants ont démontré une nette préférence pour la deuxième option, *l'élaboration d'un plan de relance économique*. Ils ont expliqué leur choix en affirmant qu'elle était quantifiable, alors que les autres étaient plus floues. Certains avaient l'impression que la troisième option, *l'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19* était substantiellement similaire à la deuxième et que les deux se chevauchaient. Les commentaires des participants qui ont préféré la deuxième option tournaient généralement autour de facteurs économiques liés à la relance après la COVID-19.

Ceux qui ont choisi *l'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19* avaient le sentiment que la planification de l'après-COVID-19 devrait être précédée d'une relance économique. Cette rationalisation différait de celles fournies par les participants qui ont préféré *l'élaboration d'un plan de relance économique*. Parmi ces derniers, certains ont relevé la nécessité de mieux se préparer pour les pandémies futures, et l'importance d'un filet de sécurité sociale plus large, alors que ceux qui ont choisi cette dernière option ont restreint leurs commentaires à des mesures économiques plus précises de la part du gouvernement fédéral. Quelle que soit l'option choisie, les participants qui ont préféré la deuxième ou la troisième ont souvent mentionné qu'elles étaient, selon eux, interchangeables.

Les participants qui ont sélectionné *la gestion de la crise de la COVID-19* ont reconnu l'importance d'une relance économique postpandémique, mais ont souligné qu'on devrait d'abord s'occuper de gérer la pandémie. Ils s'inquiétaient du fait que la pandémie ne soit pas encore parfaitement maîtrisée. Ceux qui préféraient cette option ont également mentionné que les besoins des groupes vulnérables devraient avoir préséance sur le développement économique. Plusieurs participants ont dit souhaiter qu'on augmente les programmes d'aide sociale et qu'on améliore les filets de sécurité sociale, ce qui ferait du Canada une nation plus saine et plus équitable. De plus, les participants avaient l'impression que des réseaux de soutien social plus forts aideraient le Canada à mieux se préparer aux prochaines crises économiques ou sanitaires mondiales.

### Perspectives sur la croissance économique

Durant la discussion sur les priorités du prochain budget fédéral, nous avons demandé aux participants ce que l'expression *croissance économique* signifiait pour eux. De nombreux participants l'ont perçue de façon positive, l'associant à une richesse croissante, à la création d'emplois et à une sécurité financière accrue. Quelques participants seulement ont exprimé des doutes et ont associé cette expression à des conséquences plus négatives, l'interprétant comme aidant davantage les grandes entreprises plutôt que d'encourager la croissance à un niveau plus local. D'autres avaient l'impression que cette expression ne correspondait pas à leur réalité, non plus qu'à la situation économique dans leur région. Quelques-uns l'ont qualifiée de non spécifique et dénuée de sens. Plusieurs participants ont dit craindre qu'une attention excessive accordée à la croissance se fasse au détriment de la conciliation travail-vie personnelle, de la santé mentale et de la productivité en général.

Outre la discussion générale sur les attentes quant au contenu du budget, les participants étaient invités à donner leurs opinions sur un budget axé sur la création d'emplois et la croissance économique, comparativement à un autre qui mettrait l'accent sur le soutien aux gens pour traverser la pandémie. Ceux-ci ont fourni des réponses variées et bon nombre d'entre eux ont exprimé une préférence pour l'aspect économique, qui représente une base pour pouvoir offrir un soutien continu aux gens pour traverser la pandémie. Parmi ceux qui étaient d'opinion contraire, plusieurs ont fait valoir que le gouvernement fédéral devrait faire passer le bien-être des Canadiens avant l'économie.

Lorsque nous leur avons demandé à quoi ressemblerait selon eux un budget axé sur les emplois et la croissance économique, les participants ont répondu qu'il devrait inclure un investissement important dans l'économie, le secteur de l'habitation et l'infrastructure. Ils étaient clairement d'avis qu'un tel budget devrait prévoir des incitatifs directs offerts par le gouvernement fédéral aux entreprises, sous forme de subventions ou d'avantages fiscaux. Aux dires de plusieurs, un investissement dans l'économie après la pandémie et des incitatifs réglementaires permettraient de soutenir l'industrie verte, alors que d'autres étaient d'avis qu'il faudrait encourager une exploitation accrue des ressources naturelles. Certains avaient l'impression qu'un budget axé sur la croissance économique prévoirait un investissement à grande échelle dans l'infrastructure, notamment la construction d'unités de logement abordable. En ce qui concerne les détails des projets de logement abordable, les opinions étaient partagées. Certains s'attendaient à ce que l'on construise de nouvelles unités de logement abordable alors que d'autres comptaient sur le gouvernement fédéral pour qu'il utilise des leviers financiers et



des outils clés pour régler le problème (p. ex., les taux d'intérêt de la Banque du Canada). Les participants s'attendaient à ce que les projets d'infrastructure créent des emplois pour de nombreux Canadiens.

Interrogés sur leurs préférences pour un budget axé sur la création d'emplois et la croissance économique, les participants ont fourni diverses raisons. Plusieurs ont répondu que les emplois et la croissance étaient des facteurs mesurables et concrets qui permettraient au gouvernement du Canada d'établir des objectifs et des jalons précis. D'autres ont mentionné que l'accent sur les emplois et les incitatifs économiques seraient une façon efficace de réparer les préjudices économiques de la COVID-19 sur les Canadiens et l'économie du pays. Bon nombre de participants ont parlé de l'impact disproportionné de la pandémie sur les petites entreprises et l'importance d'un soutien fédéral dans ce secteur. Quelques participants ont dit craindre que toute mesure de relance conçue pour venir en aide aux entreprises locales finisse par enrichir les grandes sociétés, ce qui constituerait selon eux une utilisation inappropriée de l'aide financière fédérale.

Dans l'ensemble, ceux en faveur des emplois et de la croissance voyaient dans le développement de l'économie un moyen efficace pour assurer le bien-être des Canadiens. Selon eux, l'emploi est un pilier important à cet égard. La majorité était d'avis que la qualité de vie repose sur la sécurité et la stabilité financières personnelles. Certains craignaient qu'une trop grande dépendance à l'aide financière, comme l'assurance-emploi, nuise aux prestataires et à l'ensemble du pays. Ceux-ci ont mentionné qu'en plus de renforcer l'économie canadienne, un budget axé sur l'emploi permettrait également de réduire le déficit. Cette approche a été favorisée par plusieurs participants qui s'inquiétaient du niveau élevé des dépenses gouvernementales, ce qui nous laisse croire qu'ils considèrent la croissance économique comme un moyen de réduire la dépendance à long terme à l'aide financière du gouvernement du Canada.

Parmi ceux qui préféraient une approche différente pour le budget – c'est-à-dire qu'il soit moins axé sur la croissance économique – certains estimaient qu'il était prématuré à ce moment-ci de faire de la croissance une pierre angulaire du budget. Ils étaient d'avis que la pandémie actuelle et les restrictions associées étaient incompatibles avec une réouverture complète de l'économie. Ils ont ajouté que d'ici à ce que la pandémie soit maîtrisée, le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts à soutenir les Canadiens qui sont durement touchés par la COVID-19. Certains ont indiqué qu'au-delà de l'aide apportée aux Canadiens durant la pandémie, le budget devrait réduire les inégalités sociales. Les participants ont mentionné l'itinérance et la pauvreté comme étant particulièrement inquiétants. Aux dires de plusieurs, le budget devrait mettre l'accent sur les services en santé mentale qu'ils considèrent comme étant un enjeu crucial, mais négligé. Bien que les moyens par lesquels les services en santé mentale devraient être offerts n'aient pas fait l'objet de discussions, de nombreux participants ont fait valoir qu'un financement et des programmes de soutien étaient nécessaires. D'autres qui privilégiaient un budget axé sur l'aspect social ont dit souhaiter qu'on mette l'éducation de l'avant. Ces participants avaient l'impression que des niveaux de scolarité plus élevés seraient un avantage à long terme.

## Langue française (anglophones du Québec)

Les anglophones à l'extérieur du Québec ont participé à une discussion sur la langue française et les modifications proposées par le gouvernement du Canada à la *Loi sur les langues officielles*. Nous avons demandé aux participants de nous dire si selon eux, ces modifications auraient un impact sur la langue française au Canada.

Les participants étaient au courant des modifications proposées et seulement quelques-uns ont admis avoir lu ou entendu quelque chose à ce sujet.

Afin de sonder les opinions des participants sur la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*, nous leur avons présenté cinq modifications pour les fins de la discussion :

**Augmenter le nombre de programmes d'immersion française à l'extérieur du Québec** : *La demande d'accès aux programmes d'immersion française a dépassé l'offre au cours des dernières années.*

**Augmenter l'immigration francophone** : *Recruter des enseignantes et enseignants francophones ainsi que celles et ceux qui enseignent le français — pour les programmes d'immersion en langue seconde et pour l'enseignement du français — afin de remédier à la pénurie de professeur(e)s de français au Canada, tout particulièrement à l'extérieur du Québec.*

**Renforcer le rôle de Radio-Canada** dans la protection et la promotion de la langue française.

**Nommer uniquement des juges bilingues à la Cour suprême** afin de garantir le droit d'être compris directement par le ou la juge, sans l'aide d'interprète, devant tous les tribunaux.

**Renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles** : *Pour être en mesure de mieux faire respecter la Loi, utiliser des méthodes alternatives de règlement des différends et ajouter des motifs pour lesquels le Commissaire peut refuser ou cesser d'enquêter sur une plainte.*

La plupart des participants étaient favorables aux modifications proposées, en particulier pour nommer uniquement des juges bilingues à la Cour suprême. Bon nombre d'entre eux étaient stupéfaits d'apprendre que cette exigence n'était pas déjà en place. Le bilinguisme au plus haut tribunal du Canada a été considéré comme bénéfique, à la fois pour les francophones et les anglophones au Québec et ailleurs au pays pour réduire les préjugés et améliorer l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

La proposition visant à augmenter le nombre de programmes d'immersion française à l'extérieur du Québec a été favorablement accueillie. Toutefois, certains se sont demandé si les Canadiens à l'extérieur du Québec reconnaîtraient les avantages à apprendre le français. Dans le même ordre d'idées, quelques participants ont fait remarquer qu'il conviendrait également d'élargir et d'améliorer le système d'éducation anglophone au Québec, en plus d'augmenter les programmes d'immersion française.

Dans l'ensemble, les participants n'ont pas contesté la proposition visant à renforcer le rôle de Radio-Canada; toutefois, certains ont mentionné qu'il était important de renforcer simultanément le rôle de CBC Radio au Québec.

Quelques participants étaient légèrement préoccupés à l'idée de renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles. Certains n'étaient pas familiers avec le rôle du commissaire alors que d'autres connaissaient mal les pouvoirs qui lui sont accordés et l'impact sur la vie des Canadiens à l'extérieur du Québec. Quelques-uns s'inquiétaient que la modification proposée aurait pour effet d'affaiblir la langue française et des droits des anglophones au Québec.

Dans l'ensemble, les participants ne considéraient pas que le renforcement du bilinguisme était une priorité. Même s'ils étaient nombreux à s'entendre pour dire qu'il fallait protéger la langue française, la plupart étaient d'avis que l'idée d'un Canada vraiment bilingue était un idéal. Les participants croyaient fermement qu'en plus de protéger la langue française, il conviendrait également de protéger les droits des anglophones au Québec, qui selon eux sont négligés.

De plus, un nombre relativement restreint de participants avaient le sentiment que les modifications proposées pour la *Loi sur les langues officielles* auraient un impact sur la santé de la langue française au Canada. La plupart d'entre eux croyaient que les francophones à l'extérieur du Québec pourraient bénéficier de ces modifications, lesquelles ne sont cependant pas absolument nécessaires. Certains participants s'entendaient pour dire que les Canadiens de langue anglaise ne verraient pas l'utilité de mettre en œuvre ces modifications, ce qui ralentirait les progrès vers un Canada bilingue.

## Questions autochtones (Autochtones de l'Alberta)

Plusieurs questions concernant spécifiquement les Autochtones ont été abordées avec un groupe d'Autochtones de l'Alberta. Durant la discussion au cours de laquelle plusieurs sujets ont été abordés, nous avons sondé les participants pour savoir ce qu'ils pensaient des priorités autochtones, de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et de l'eau potable dans les réserves.

### Priorités autochtones

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux qui nécessitaient une plus grande attention du gouvernement fédéral, bon nombre de participants ont mentionné le racisme et la discrimination comme grande priorité. Ils étaient d'avis qu'on pouvait et qu'on devait en faire davantage pour contrer le racisme systémique. Quelques-uns ont exprimé leur désir pour une plus grande souveraineté et l'autogouvernance, et le besoin de participer plus activement à l'administration de la justice pénale en lien avec les communautés autochtones. D'autres ont réclamé plus de transparence relativement aux méthodes employées par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour interagir avec les Autochtones.

En plus du racisme et de la discrimination, les participants ont discuté du besoin pour le gouvernement du Canada d'élargir les initiatives autochtones. Certains avaient l'impression que les initiatives pilotées par le gouvernement fédéral étaient conçues uniquement pour régler les problèmes de surface, citant en exemple les logements à loyer modique, le soutien en santé mentale et le coût de la vie comme étant des enjeux qui ne sont pas traités adéquatement par les programmes fédéraux.

Les participants ont également discuté de la nécessité pour le gouvernement fédéral d'assurer un financement équitable. Les commentaires tournaient autour du soutien additionnel nécessaire pour les jeunes Autochtones dans le système d'aide à l'enfance et le manque d'équité ayant mené à l'application du principe de Jordan, lequel a pour but de faire en sorte que les enfants des Premières nations aient un accès équitable aux services financés par les fonds publics.

Parmi les autres enjeux soulevés par les participants, notons ceux-ci :

- La pénurie d'eau potable dans les réserves
- Un meilleur accès aux logements durables
- Un meilleur accès à l'éducation
- Un meilleur accès aux soins de santé
- Le coût élevé des denrées dans les communautés autochtones éloignées
- Le manque d'accès à l'Internet haute vitesse pour faciliter le travail et les études à domicile

De nombreux participants souhaiteraient que le gouvernement fédéral prenne des mesures au-delà des programmes de surface avant de reconnaître que des progrès ont été réalisés.

### **La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones)**

Spontanément, de nombreux participants ont mentionné qu'ils avaient entendu parler de la DNUDPA, même si la plupart étaient flous quant aux détails. D'autres étaient au courant qu'il s'agissait d'un appel à l'action de la part des Nations Unies pour protéger les droits des peuples autochtones. Pour orienter la discussion, nous avons fourni l'information qui suit aux participants :

*La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de la personne des peuples autochtones.*

*La DNUDPA comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour les protéger. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :*

- *Le droit à l'autodétermination*
- *Le droit à l'identité culturelle*
- *Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)*
- *La protection contre la discrimination*

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement du Canada à la DNUDPA, la plupart des participants ont répondu que selon eux, le gouvernement fédéral avait fait bien peu de progrès dans la mise en œuvre des droits et des mesures

énoncés dans la Déclaration. Certains n'avaient toujours vu aucune mesure de mise en œuvre de la DNUDPA ou des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR).

Les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait récemment déposé un projet de loi visant à mettre en œuvre la DNUDPA. Ils ne s'attendaient généralement à voir aucun réel changement découlant de cette législation. Certains ont réitéré leurs commentaires précédents selon lesquels peu d'efforts avaient été déployés à ce jour pour donner suite aux recommandations du CVR et par conséquent, il était peu probable que la loi adoptée en vertu de la DNUDPA produise des résultats différents. Quelques participants ont également évoqué que le gouvernement du Canada en avait offert très peu de soutien jusqu'ici et doutaient que la Déclaration améliore la vie des peuples autochtones.

### **Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves**

La majorité des participants étaient au courant des efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves. Bien que certains se soient montrés vagues quant aux dates et aux détails, la plupart savaient que l'objectif prévu initialement pour lever tous les avis concernant la qualité de l'eau potable ne serait pas atteint. À cet égard, nous leur avons présenté l'énoncé suivant :

*Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de traitements d'eaux usées dans les réserves, et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.*

Interrogés à ce sujet, les participants n'étaient pas étonnés d'apprendre que l'objectif initial n'avait pas été atteint. Certains se sont demandé pourquoi les travaux avaient été retardés et ont exprimé leur frustration à l'idée que d'autres projets de même ampleur et avec un budget similaire étaient souvent terminés dans les délais prévus. Bien qu'ils auraient préféré un délai plus court, 18 mois leur a semblé raisonnables, compte tenu du nombre de communautés touchées et des variations importantes en ce qui concerne les travaux déjà effectués et les défis auxquels sont confrontées chacune des communautés et qui pourraient ralentir les progrès. De plus, l'incertitude entourant la pandémie a été reconnue comme étant un facteur d'impact.

Pour clore la discussion, nous avons fourni aux participants l'information suivante concernant un nouveau site Web qui permettrait de suivre les progrès sur la levée des avis concernant l'eau potable :

*Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait lancer un nouveau site Web, conçu avec une entreprise autochtone. Chaque communauté qui fait encore l'objet d'un avis concernant la qualité de*

*l'eau potable à long terme aura sa propre page Web sur le nouveau site avec un plan détaillé et des rapports d'étape.*

Les participants se sont dits encouragés par cette information; selon eux, le site Web représente un pas dans la bonne direction. Ils étaient très nombreux à appuyer ce projet pour assurer la transparence des relations contractuelles entre les entreprises et les organismes gouvernementaux concernés et faire en sorte que les pratiques commerciales soient équitables. Les participants espéraient aussi qu'un tel site Web rendrait toutes les parties concernées responsables d'atteindre l'objectif qui consiste à venir en aide aux communautés autochtones.

Gouvernement numérique (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, anglophones du Québec, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance du Manitoba et de la Saskatchewan, résidents de la région de Toronto, Peel et York qui travaillent dans des secteurs durement touchés par la pandémie)

Le thème du gouvernement numérique a été abordé avec plusieurs groupes afin de mieux comprendre les opinions et les attentes des participants à l'égard des services numériques.

Pour commencer, nous avons demandé aux participants quels étaient les services et les interactions qu'ils associaient au gouvernement du Canada, y compris ceux offerts en ligne, au téléphone et en personne. Nous avons reçu plusieurs réponses, notamment :

- Les services postaux
- Les prestations, y compris les pensions (p. ex., le Régime de pensions du Canada et la Sécurité de la vieillesse), l'assurance-emploi et divers soutiens financiers liés à la COVID-19
- Les services d'emplois (p. ex., les offres d'emploi)
- La production de déclarations de revenus, les remboursements d'impôts et autres services fiscaux, notamment les crédits d'impôt (p. ex., le crédit d'impôt pour personnes handicapées)
- Les passeports
- Les permis et licences

- Les services d'immigration et d'établissement
- Les services transfrontaliers, y compris les droits de douane
- Les services liés aux élections fédérales
- Les statistiques et données

Quelques participants ont mentionné les services de santé (comme les services de soins à domicile), révélant une certaine confusion à distinguer parmi les services offerts par les différents ordres de gouvernement, en particulier les gouvernements provinciaux et fédéral.

En répondant à la question, les participants ont mentionné un certain nombre d'agences et de ministères fédéraux qu'ils associaient le plus étroitement aux services clés offerts au public, comme Postes Canada, l'Agence de revenu du Canada (ARC), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), Statistique Canada, Service Canada, le Bureau canadien des passeports et Anciens combattants Canada.

Interrogés sur les services en ligne du gouvernement du Canada qu'ils avaient utilisés dans la dernière année, la plupart des participants ont mentionné les demandes d'assurance-emploi ou de la PCU, la production de déclarations de revenus et les demandes d'obtention ou de renouvellement de passeport. Dans l'ensemble, la plupart avaient eu des expériences positives avec ces services, qu'ils ont qualifiés de rapides, simples et directs. Plusieurs ont remarqué les caractéristiques de sécurité améliorées, notamment à l'ARC. Un certain nombre de participants étaient d'avis que les services en ligne étaient meilleurs que ceux qu'ils avaient reçus au téléphone, où les temps d'attente pour rejoindre un agent étaient beaucoup plus longs que ce qu'ils avaient anticipé. Ce fut particulièrement le cas des participants qui avaient fait une demande de PCU, qui ont décrit l'expérience en ligne simple et rapide.

Quelques participants ont décrit leurs interactions en ligne avec le gouvernement du Canada, qu'ils ont trouvées quelque peu désagréables. Dans certains cas, la plateforme en ligne ne permettait pas d'obtenir des réponses à des questions plus complexes (comme les prestations de retraite) ou à clarifier les règles d'admissibilité à certains programmes. Plusieurs ont aussi mentionné qu'ils avaient utilisé simultanément les services téléphoniques et en ligne. Dans ces situations, le téléphone était souvent utilisé pour faire un suivi et résoudre rapidement un problème. Certains ont suggéré d'ajouter une fonction de clavardage aux services en ligne du gouvernement du Canada pour permettre aux utilisateurs de rejoindre plus facilement un agent de service en mesure de fournir des réponses en temps réel, éliminant ainsi le recours à un centre d'appels.

En dehors du contexte de la COVID-19, les participants avaient des opinions partagées à savoir si le gouvernement du Canada devrait fournir plus de services en ligne, bien que la plupart étaient de cet avis. Aux dires de certains, le passage en ligne permettrait aux Canadiens d'accéder aux services plus rapidement et de façon plus pratique. Ils ont également vu un avantage à centraliser les services en ligne et à offrir un guichet unique où le numéro d'assurance sociale (NAS) servirait de mot de passe. Cependant, même si certains étaient très à l'aise d'accéder aux services et à l'information en ligne, d'autres étaient préoccupés par la sécurité et la possibilité que le passage en ligne mènerait à l'élimination d'autres modes de prestation (comme le téléphone). Ces participants ont soulevé des

questions au sujet de la confirmation de l'identité en ligne, surtout pour les demandes ou les renouvellements de passeport, et craignaient que les personnes moins à l'aise avec la technologie et les aînés reçoivent un service de qualité inférieure. Certains ont fait valoir l'importance de pouvoir parler à un agent de service, surtout pour les citoyens qui ont des demandes bien précises et uniques à leurs situations.

De nombreux participants ont eu de la difficulté à nommer d'autres services du gouvernement fédéral qui pourraient être offerts en ligne. De plus, certains ont supposé que le gouvernement du Canada avait déjà fait des progrès considérables en déplaçant des services sur une plateforme en ligne. Lorsque nous avons voulu approfondir la question, certains participants ont exprimé l'avis que toutes les déclarations de revenus devraient être produites en ligne, ce qui simplifierait considérablement le processus selon eux. D'autres ont indiqué que les citoyens devraient pouvoir obtenir de la documentation de base en ligne (comme des cartes d'assurance sociale de rechange, de nouveaux passeports ou des actes de naissance).

Quelques participants ont suggéré que le gouvernement du Canada devrait en faire davantage pour promouvoir les services qui sont déjà offerts en ligne. Selon eux, bon nombre de Canadiens ne connaissent pas tout l'éventail des renseignements et des services disponibles en ligne, et il s'agirait d'un premier pas pour le gouvernement de se tourner de plus en plus vers le numérique.

Les participants ont reconnu qu'il y avait des avantages pour le gouvernement du Canada à offrir un plus grand nombre de services en ligne :

- La commodité pour le public et les utilisateurs, en particulier pour les familles monoparentales et celles avec de jeunes enfants qui ont de la difficulté à accéder aux services en personne ou au téléphone, tout en conciliant leurs responsabilités familiales;
- La rapidité des services et le fait de ne pas avoir à faire la file d'attente en personne;
- Un meilleur accès, en particulier pour les personnes qui habitent dans une région rurale ou éloignée et qui doivent parcourir des kilomètres pour recevoir les services en personne;
- La précision de l'information (comparativement à l'information transmise par des agents du service à la clientèle au téléphone et qui pourrait varier d'un agent à l'autre);
- Des portails sûrs qui permettent aux utilisateurs d'accéder en toute sécurité à leurs renseignements personnels;
- Des économies, à la fois pour les utilisateurs et le gouvernement fédéral – certains participants ont présumé que les services seraient offerts par un nombre plus restreint d'employés et que la quantité de papier utilisée serait réduite.

Pour poursuivre la discussion, nous avons présenté aux participants les trois avantages suivants :

- *Le fait de disposer de systèmes numériques modernes permet aux gouvernements de mettre en œuvre plus facilement et rapidement des changements de politiques importants. Par exemple, il a été plus facile de déployer rapidement la PCU grâce au système de demande et de distribution numérique déjà en place.*



- *Cela facilite la vie des Canadiens, car ils peuvent remplir des demandes n'importe où, n'importe quand, et éviter de passer du temps à faire la file ou d'être en mise en attente téléphonique.*
- *Offrir davantage de services en ligne aux entreprises rend le Canada plus compétitif sur le plan économique, car cela facilite l'établissement des entreprises et leur permet d'accéder aux soutiens dont elles ont besoin.*

Lorsque nous leur avons demandé quel était le plus grand avantage, bon nombre de participants ont répondu la capacité du gouvernement à mettre en œuvre rapidement des changements de politiques, et la possibilité pour les Canadiens d'éviter de passer du temps à faire la file ou d'être en mise en attente téléphonique, en plus de pouvoir interagir avec le gouvernement en tout temps. Les participants ont souligné l'importance de fournir rapidement de l'information et des services à la population, puisque la majorité des Canadiens ont accès à un téléphone intelligent et qu'ils comptent de plus en plus sur les services en ligne. Certains ont également mentionné que la transition en ligne mènerait à une efficacité accrue de la prestation de services et à des économies pour le gouvernement du Canada.

La commodité a également été citée comme étant un avantage essentiel; certains ont ajouté que la fonctionnalité des sites Web était cruciale puisque tout problème à cet égard était susceptible d'entraîner un volume élevé de demandes téléphoniques et un débordement des centres d'appels du gouvernement du Canada.

Quelques participants étaient d'avis que les avantages pour les entreprises étaient importants, particulièrement pour les petites entreprises qui comptent sur le soutien en ligne du gouvernement pour créer des emplois. Parallèlement, plusieurs ont souligné l'importance d'assurer la qualité de la prestation des services en ligne pour les entreprises. Certains ont raconté qu'ils avaient connu de mauvaises expériences et qu'ils préféraient maintenant utiliser le téléphone pour obtenir l'information dont ils ont besoin.

### **La stratégie numérique du gouvernement du Canada**

Nous avons présenté aux participants plusieurs objectifs qui pourraient être utilisés pour élaborer la stratégie numérique du gouvernement du Canada, et leur avons demandé sur laquelle celui-ci devrait concentrer ses efforts :

- *Offrir des services numériques sûrs, fiables et conviviaux, à partir de n'importe quel appareil.*
- *Des services numériques sûrs, fiables et conviviaux, conçus pour servir les Canadiens.*
- *Sûr, fiable et convivial, on transforme notre façon de vous servir.*
- *Sûrs, fiables et conviviaux; des services qui travaillent pour vous.*
- *Votre gouvernement du Canada se transforme pour vous servir partout et en tout temps.*

Bien qu'aux dires de nombreux participants, les énoncés étaient très similaires, dans l'ensemble, la plupart ont préféré le premier et le quatrième, pour l'accent sur la prestation de services numériques auxquels les Canadiens peuvent accéder à partir de n'importe quel appareil et qui fonctionnent pour eux. La possibilité d'accéder aux services numériques à partir de plusieurs appareils a été considérée

comme reflétant le désir des participants d'obtenir des services qui sont accessibles, simples à utiliser et pratiques, et les a rassurés. Ce fut particulièrement le cas de ceux qui utilisent principalement leur téléphone intelligent pour accéder aux services en ligne. Ils ont souligné l'importance de s'assurer que les sites Web du gouvernement du Canada soient conçus de manière à optimiser l'expérience en ligne sur les différentes plateformes et des écrans de dimensions variables (p. ex., la conception Web réactive). L'expression « qui travaillent pour vous » leur a également plu pour son caractère universel. Pour certains, elle indique que le gouvernement du Canada ferait tout en son pouvoir pour que tous les Canadiens aient accès à ces services. De plus, ils ont aimé que l'énoncé mette l'accent sur les services numériques qui pourraient être offerts aux Canadiens et y ont vu un effort de la part du gouvernement fédéral pour offrir des services mieux adaptés aux besoins des Canadiens et qui tiennent compte de la façon dont ils interagissent avec le gouvernement du Canada. La simplicité et la concision de l'énoncé ont plu à certains.

Un nombre restreint de participants ont été attirés vers le deuxième et le cinquième énoncé, qui mentionnent l'intention de servir les Canadiens, de transformer le gouvernement et d'offrir l'accès aux services partout et en tout temps. Comme mentionné précédemment, ces énoncés ont été interprétés comme signifiant que l'expérience serait adaptée aux besoins des Canadiens, en plus de leur offrir toute la commodité voulue.

L'accent sur la sécurité, la fiabilité et la convivialité des services comme objectif clé de la stratégie numérique du gouvernement du Canada a plu aux participants. Ceux-ci ne se sont toutefois pas entendus sur l'attribut le plus important parmi les trois mentionnés, et n'ont préféré aucun à l'autre. Par ailleurs, certains participants étaient d'avis que le mot « fiable » englobait également la notion de « sûr ». D'autres ont fait valoir que la sécurité était primordiale pour eux, compte tenu de la prévalence du vol d'identité et du piratage. Quelques-uns étaient préoccupés par la protection de leurs renseignements personnels dans le contexte de la transition vers une prestation accrue de services en ligne de la part du gouvernement du Canada, mais avaient l'impression que les avantages d'une meilleure accessibilité l'emportaient sur les inconvénients. Ceux qui favorisaient la convivialité supposaient qu'ils pouvaient se fier aux plateformes numériques du gouvernement fédéral pour être à la fois sûres et fiables – par conséquent, ils étaient d'avis qu'il n'était pas nécessaire de le mentionner de façon explicite.

Lorsque nous leur avons demandé s'il y avait d'autres aspects de la prestation de services numériques qui étaient tout aussi, voire même plus importants que ceux présentés, certains ont parlé de la rapidité du service, de l'accessibilité dans plusieurs langues et de la facilité à trouver les services. Un autre point important était l'uniformité de l'expérience et la convivialité.

### **Confiance envers le gouvernement**

La majorité des participants étaient convaincus que le gouvernement du Canada pourrait faire la transition afin d'offrir un plus grand nombre de services sûrs, fiables et conviviaux en ligne, puisque celui-ci dispose d'une main-d'œuvre hautement qualifiée en mesure de s'adapter à un environnement de prestation de services de plus en plus numérisé. De surcroît, ils ont fait valoir que si d'autres institutions avaient réussi à faire cette transition, le gouvernement du Canada devrait pouvoir en faire

autant. Dans la discussion qui a suivi, les participants ont fait remarquer qu'il devrait être assez simple d'offrir des services fiables et sécuritaires, bien que les cyberattaques de plus en plus fréquentes semblent être source d'inquiétude pour les entreprises et le gouvernement. Néanmoins, ils étaient d'avis que le vrai défi pour le gouvernement fédéral serait le temps nécessaire pour mettre en œuvre sa stratégie, de même que les constantes mises à jour des divers sites Web afin d'offrir les plus récentes fonctions et informations.

Lorsque nous leur avons demandé si la capacité du gouvernement du Canada à fournir des services en ligne avait un effet sur leur niveau de confiance dans celui-ci, les avis étaient partagés. Ceux qui ont répondu par l'affirmative avaient le sentiment que les services en ligne permettaient une plus grande transparence et une meilleure reddition de compte de la part du gouvernement, augmentant du même coup leur sentiment de confiance. Certains ont également mentionné que la prestation de services en ligne témoigne de la compétence du gouvernement sur laquelle repose la confiance.

D'autres craignaient que leur sentiment de confiance diminue advenant que la transition vers les services en ligne ne fonctionne pas aussi bien que prévu, ou si l'architecture en ligne entraînait une structure labyrinthique et une expérience coûteuse pour les utilisateurs.

Quelques participants n'ont fait aucun lien direct entre leur niveau de confiance dans le gouvernement et les services en ligne. Ceux-ci ont fait valoir que la confiance était plus étroitement liée aux décisions politiques qu'aux mécanismes et aux plateformes de prestation en ligne.

## Rénovations résidentielles (résidents de Victoria et de Nanaimo, en Colombie-Britannique, Autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Alberta)

À la fin mars, quelques groupes de participants ont discuté de leur familiarité avec les rénovations résidentielles, leurs projets à cet égard et ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour soutenir et encourager ces rénovations.

### **Familiarité avec le concept de rénovation résidentielle**

Les participants étaient plus ou moins familiarisés avec le concept de rénovations résidentielles. De façon spontanée, ils croyaient que l'expression faisait référence à la mise à niveau d'appareils électroménagers et autres dans la maison pour les rendre plus écoénergétiques et écologiques. Parmi les exemples les plus souvent mentionnés, notons l'installation d'ampoules à DEL et de panneaux solaires, le remplacement de fenêtres et l'achat de nouveaux électroménagers écoénergétiques. Quelques participants croyaient également que ces rénovations tournaient autour de la mise à jour d'une infrastructure existante plutôt que d'une reconstruction.

Parmi ceux qui étaient moins familiarisés avec le concept de rénovations résidentielles, certains croyaient qu'il s'agissait d'une notion d'urbanisme plutôt qu'un concept axé sur l'efficacité énergétique et le souci de l'environnement. Plus particulièrement, les participants ont parlé de rénover les habitations des centres-villes pour réduire l'expansion urbaine et la création de logements locatifs à demi-niveaux à partir de ce qui était à l'origine des maisons unifamiliales.

Lorsque nous leur avons fourni une description des « rénovations écoénergétiques résidentielles », les participants ont mieux compris. Quelques-uns ont mentionné que les programmes de rénovations résidentielles étaient souvent assortis de remises gouvernementales.

### Projets de rénovations écoénergétiques résidentielles

Pour plus de clarté, nous avons fourni l'explication suivante aux participants et leur avons demandé s'ils envisageaient d'effectuer des rénovations écoénergétiques à leurs maisons au cours des prochaines années.

*Une rénovation écoénergétique résidentielle est une rénovation qui permettrait d'améliorer l'efficacité énergétique de votre maison lorsque vous installez, par exemple de meilleures fenêtres, de l'isolant ou un appareil de chauffage écoénergétique. Non seulement c'est bon pour l'environnement, mais cela peut aussi contribuer à réduire votre consommation d'énergie et à économiser sur vos factures, tout en ajoutant de la valeur à votre maison.*

Les participants étaient peu nombreux à envisager d'effectuer des rénovations écoénergétiques. Parmi ceux qui prévoyaient le faire, les projets consistaient à remplacer d'anciens électroménagers par de nouveaux ayant un meilleur rendement énergétique. Toutefois, ils ont précisé qu'ils procéderaient au remplacement uniquement lorsque les anciens électroménagers auraient cessé de fonctionner. Ceux qui n'envisageaient aucune rénovation ont invoqué les coûts associés aux rénovations écoénergétiques comme principal obstacle, ou le fait qu'ils étaient locataires et que ces décisions relevaient du propriétaire. D'autres venaient récemment d'emménager dans une maison neuve qui était déjà équipée d'appareils écoénergétiques.

Lorsque nous leur avons demandé si un prêt sans intérêt du gouvernement fédéral les encouragerait à faire des rénovations écoénergétiques résidentielles, la plupart des participants semblaient peu convaincus. Bien que certains souhaitaient réduire les coûts de ces rénovations grâce à un prêt sans intérêt, plusieurs ont mentionné qu'ils ne voulaient pas contracter de nouveaux prêts. Par conséquent, ils avaient l'impression qu'une subvention ou une remise seraient de meilleures options, en leur permettant de réduire les dépenses initiales.

Comme mentionné précédemment, une subvention serait un plus grand motivateur. Dans l'ensemble, les participants ont aimé l'idée de ne pas avoir à rembourser les montants reçus, et de réduire les coûts. Certains ont fait remarquer que les subventions stimuleraient l'économie tout en réduisant leurs factures d'électricité, ce qui en ferait une solution gagnant-gagnant. Lorsque nous leur avons demandé quel montant de subvention il leur faudrait pour que cela en vaille la peine, les participants ont avoué

en savoir très peu sur les dépenses réalistes associées aux rénovations résidentielles, mais croyaient que la subvention devrait couvrir de 60 à 75 % des coûts.

Ceux ayant démontré le moins d'enthousiasme à l'idée d'une subvention craignaient que l'accessibilité soit un problème. Ils avaient l'impression que de nombreuses familles qui le méritaient ne seraient pas admissibles en raison d'autres facteurs, comme l'assurance. Certains ont admis qu'ils seraient davantage en faveur d'un programme de subvention pour rénovations résidentielles s'il y avait des restrictions minimales pour accéder aux fonds.

### **Motivations**

Ceux qui envisageaient d'effectuer des rénovations résidentielles ont donné plusieurs raisons, notamment des motivations de nature financière et la réduction des coûts à long terme. De nombreux participants étaient d'avis que s'il était prouvé que les rénovations écoénergétiques résidentielles réduisaient les factures d'électricité, diminuaient le coût de la vie et feraient épargner de l'argent aux Canadiens, ils seraient très intéressés. Pour plusieurs, l'aspect environnemental était très intéressant. Améliorer leur impact environnemental, réduire leur empreinte écologique, alléger la pression sur le réseau électrique et prendre moins de terres appartenant aux Autochtones étaient perçus comme des avantages importants. Quelques participants ont mentionné que les rénovations écoénergétiques résidentielles leur plaisaient particulièrement parce qu'elles augmenteraient le confort de leurs foyers. Bien que cette opinion ne fût pas partagée par tous, quelques-uns ont fait remarquer que la réduction de l'empreinte écologique des Canadiens était un argument peu convaincant, compte tenu des répercussions environnementales associées à la fabrication et à l'emballage des produits de rénovations. D'autres participants croyaient que les rénovations écoénergétiques résidentielles devraient être obligatoires dans les nouvelles maisons et que des règlements devraient s'appliquer au marché locatif.

# Annexe A – Questionnaires de recrutement

# Questionnaire de recrutement, version anglaise

## Privy Council Office Recruiting Script – March 2021 English Groups

### Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants
- Incentives will be \$100 per person for those outside of Quebec and will be sent to participants via e-transfer following the group
- Incentives will be \$125 per person for those in Quebec and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Tues., March 2	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Lower Mainland – B.C.	Vaccine Hesitant	TBW
2	Wed., March 3	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Major Centres - Ontario	Opinion Leaders/ Influencers/Paying more Attention to News/Media	DN
4	Mon., March 8	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Quebec	Anglophones – General Population	MP
5	Tues., March 9	7:00-9:00	6:00-8:00 (CST)	Manitoba-Saskatchewan	EI/Recovery Benefit Recipients	TBW
6	Wed., March 10	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Toronto-Peel-York Region – Ontario	People Working in Hard Hit Sectors	DN
7	Tues., March 16	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	General Population	TBW
8	Thurs., March 18	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	GTA	People Experiencing COVID-19 Fatigue/Exhibiting Riskier Behaviours	DN
9	Tues., March 23	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Victoria/Nanaimo	General Population	TBW
10	Wed., March 24	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Alberta	Indigenous Peoples	DN
12	Tues., March 30	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Mid-size and Major Centres - Alberta	Opinion Leaders/ Influencers/Paying	TBW

					more Attention to News/Media	
--	--	--	--	--	---------------------------------	--

## Recruiting Script

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]**

### RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**  
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**  
No **THANK AND END**

### SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	<b>THANK AND END</b>
A marketing, branding or advertising agency	<b>THANK AND END</b>
A magazine or newspaper	<b>THANK AND END</b>
A federal/provincial/territorial government department or agency	<b>THANK AND END</b>
A political party	<b>THANK AND END</b>



In public/media relations  
 In radio/television  
 No, none of the above

**THANK AND END**  
**THANK AND END**  
**CONTINUE**

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**  
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Lower Mainland	Cities include: Abbotsford, Burnaby, Chilliwack, Coquitlam, Delta, Hope, Langley, Maple Ridge, Mission, New Westminister, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody Richmond, Surrey, Vancouver  <b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 1</b>
Major Centres – Ontario	Cities include: Toronto, Ottawa, Hamilton  <b>2-3 PARTICIPANTS PER CITY. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 2</b>
Quebec	Cities could include (but are not limited to): Montreal, Gatineau, Quebec City, Sherbrooke, Trois-Rivieres, Chicoutimi, Saint-Jean-sur-Richelieu, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Chateauguay, Drummondville, Granby, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux  <b>MAY SKEW TO MONTREAL AND GATINEAU, AIM FOR NO MORE THAN THREE IN THESE CITIES. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE PROVINCE. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 4</b>
Manitoba/ Saskatchewan	Cities could include (but are not limited to): <u>Manitoba:</u> Winnipeg, Brandon, Steinbach, Thompson, Portage la Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Flin Flon <u>Saskatchewan:</u> Saskatoon, Regina, Prince Alberta, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Lloydminster, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake	<b>CONTINUE – GROUP 5</b>

	<p><b>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. MAX 2 PARTICIPANTS FROM MAJOR CITIES IN EACH PROVINCE – WINNIPEG/BRANDON AND SASKATOON/REGINA. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	
Toronto-Peel-York Region – Ontario	<p>Cities include: City of Toronto, Peel Region (Brampton, Mississauga, Caledon), York Region (Aurora, East Gwillimbury, Georgina, King, Markham, Newmarket, Richmond Hill, Vaughn, Whitchurch-Stouffville)</p> <p><b>2-3 PARTICIPANTS PER REGION. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 6</b>
Atlantic Canada	<p>Cities could include (but are not limited to):  NS: Halifax, Cape Breton  NB: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston  PEI: Charlottetown, Summerside  N&amp;L: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook</p> <p><b>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 7</b>
GTA	<p>Cities include: City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora), Dufferin County (Mono, Orangeville) and Simcoe County</p> <p><b>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO FROM CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 8</b>
Victoria/Nanaimo	<p>Cities include: Victoria, Nanaimo</p> <p><b>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.</b></p>	<b>CONTINUE – GROUP 9</b>
Alberta	<p>Cities include (but are not limited to): Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Fort McMurray,</p>	<b>CONTINUE – GROUP 10</b>

	Wood Buffalo, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Lloydminster, Fort Saskatchewan, Chestermere, Camrose, Sylvan Lake, Brooks, Strathmore, High River, Wetaskiwin, Cold Lake  <b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE PROVINCE. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</b>	
Mid-size and Major Centres Alberta	Cities include: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie  <b>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE PROVINCE. NO MORE THAN TWO PER CITY.</b>	<b>CONTINUE – GROUP 12</b>
Other		<b>THANK AND END</b>
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	-	<b>THANK AND END</b>

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	<b>THANK AND END</b>
Two years or more	<b>CONTINUE</b>
Don't know/Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.**

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** Which of the following best describes what you would do if a COVID-19 vaccine became available?

I have already gotten a COVID-19 vaccine **THANK AND END**

I would get the vaccine as soon as I became eligible for it **THANK AND END**

I will probably get the vaccine, but would want to wait a while **CONTINUE – HESITATOR**

I'm not sure if I would get the vaccine **CONTINUE – HESITATOR**

I would not get the vaccine **THANK AND END**

Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX OF THOSE WHO SAY THEY WOULD WAIT/ARE NOT SURE.**

4. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 12** How often are you watching, reading or listening to the news/media?

Always **CONTINUE TO Q.4A – PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA**

Often **CONTINUE TO Q.4A – PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA**

Sometimes **THANK AND END**

Rarely **THANK AND END**

Never **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 12** To what extent do you agree or disagree with the following statements?

- In discussions with family/friends, I am usually the one who shares my opinion most often.
- In discussions with family/friends, I am often used as a source for advice.

Strongly agree **CONTINUE = GROUP 2/12**

Somewhat agree **CONTINUE = GROUP 2/12**

Somewhat disagree **THANK AND END**

Strongly disagree **THANK AND END**

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

**TO QUALIFY FOR GROUP 2 OR 12 THEY MUST HAVE ANSWERED ALWAYS/OFTEN AT Q.4 (PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA) AND EITHER STRONGLY/SOMEWHAT AGREE TO BOTH OF THE STATEMENTS IN Q.4A.**

5. **ASK ONLY IF GROUP 5** In the past six months, have you received any of these benefits from the Government of Canada?

Employment Insurance (EI) **CONTINUE**

Canada Recovery Benefit **CONTINUE**

Canada Recovery Caregiver Benefit **CONTINUE**

Canada Recovery Sickness Benefit **CONTINUE**

No, I am not receiving any of these benefits **THANK AND END**

Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX OF BENEFIT TYPE. AIM FOR AT LEAST ONE RECEIVING CRCB OR CRSB.**

6. **ASK ONLY IF GROUP 8** Have you attended a social gathering or event outside your home in the last month?

Yes **CONTINUE TO Q.6a**

No **SKIP TO Q.6b**

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. **ASK ONLY IF GROUP 8** Which of the following best describes your current situation?

I am only seeing those currently living in my household **CONTINUE**

I am seeing extended family from time to time **CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS**

I am seeing friends and or neighbours from time to time **CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS**

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

6b. **ASK ONLY IF GROUP 8** With COVID-19 restrictions having been in place for almost a year, to what extent do you agree or disagree with the following statements?

- I feel like I have made a lot of personal sacrifices in order to slow the spread of COVID-19.
- I am tiring of having to continue to adhere to public health measures, like mask wearing and social distancing.

- I don't pay as much attention anymore to messages from public health and government officials about COVID-19.
- I am tiring of having to avoid seeing extended family, friends and/or neighbours.

Strongly agree **COVID FATIGUED**

Somewhat agree **COVID FATIGUED**

Somewhat disagree

Strongly disagree

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer

**IF STRONGLY/SOMEWHAT AGREE TO ONE OR MORE OF THE STATEMENTS ABOVE, THEY WOULD BE CONSIDERED COVID FATIGUED.**

**ENSURE A MIX OF THOSE WHO ARE EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS (AT Q.6A) AND/OR COVID FATIGUED (AT Q.6B). BUT, NO MORE THAN 3 PARTICIPANTS WHO ARE 'COVID FATIGUED' ONLY (E.G., NOT EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS AT Q.6A, BUT SOMEWHAT/STRONGLY AGREE TO ANY AT Q.6B).**

7. **ASK ONLY IF GROUP 10** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	<b>CONTINUE</b> <b>ENSURE A GOOD MIX OF DIFFERENT INDIGENOUS GROUPS.</b>
No	<b>THANK AND END</b>
Don't know/Prefer not to answer	

8. Which of the following best describes the industry sector that you are currently employed in?

Accommodation and Food Services + **TORONTO/PEEL/YORK REGION = GROUP 6**  
 Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services  
 Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting  
 Arts, Entertainment and Recreation + **TORONTO/PEEL/YORK REGION = GROUP 6**  
 Construction  
 Educational Services  
 Finance and Insurance  
 Health Care and Social Assistance  
 Information and Cultural Industries  
 Management of Companies and Enterprises  
 Manufacturing  
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction  
 Other Services (except Public Administration)  
 Professional, Scientific and Technical Services  
 Public Administration  
 Real Estate and Rental and Leasing  
 Retail Trade + **TORONTO/PEEL/YORK REGION = GROUP 6**  
 Transportation and Warehousing  
 Utilities  
 Wholesale Trade

Unemployed  
 Full Time Student **NO INTERNATIONAL STUDENTS**  
 Retired **ASK 'WHAT SECTOR WERE YOU PREVIOUSLY EMPLOYED IN' AND RECORD**  
 Other, please specify: \_\_\_\_\_

**FOR GROUP 6 ONLY RECRUIT THOSE WORKING IN HOSPITALITY, TRAVEL, TOURISM, FOOD SERVICES AND RETAIL. ENSURE A GOOD MIX.**  
**FOR ALL OTHER GROUPS ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.**

9. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	<b>IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.</b>
18-24	<b>CONTINUE</b> <b>ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.</b>
25-34	
35-44	
45-54	
55+	
<b>VOLUNTEERED</b> Prefer not to answer	<b>THANK AND END</b>

10. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	<b>CONTINUE</b>
Female	<b>CONTINUE</b>

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.**

11. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**  
 No **EXPLAIN THE FOLLOWING** "a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

12. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**  
 3-5 **CONTINUE**

13. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet  
Participant has a computer/webcam

14. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes      **CONTINUE**  
No        **CONTINUE**

15. How would skilled are you at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2      **THANK AND END**  
3-5      **CONTINUE**

16. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

**TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.**

17. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes      **CONTINUE**  
No        **SKIP TO Q.21**

18. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**  
More than 6 months ago **CONTINUE**

19. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**  
5 or more groups **THANK AND END**

20. And on what topics were they?

**TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC**

#### **ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA**

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

21. What is the highest level of formal education that you have completed?

- Grade 8 or less
- Some high school
- High school diploma or equivalent
- Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
- College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
- University certificate or diploma below bachelor's level
- Bachelor's degree
- Post graduate degree above bachelor's level

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer

**ENSURE A GOOD MIX.**

22. Which of the following categories best describes your total household income in 2019? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

- Under \$20,000
- \$20,000 to just under \$40,000
- \$40,000 to just under \$60,000
- \$60,000 to just under \$80,000
- \$80,000 to just under \$100,000
- \$100,000 to just under \$150,000
- \$150,000 and above

**VOLUNTEERED** Prefer not to answer

**ENSURE A GOOD MIX.**

23. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

#### INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 (\$125 if in Quebec) for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes

**CONTINUE**

No

**THANK AND END**





May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

**Name:**

**Telephone Number:**

**E-mail Address:**

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

**RECRUITED BY:** \_\_\_\_\_

**DATE RECRUITED:** \_\_\_\_\_

# Questionnaire de recrutement, version française

**Bureau du Conseil privé**  
**Questionnaire de recrutement — mars 2021**  
**Groupes en français**

## Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GRUPE	DATE	HEURE (DE L'EDT)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	4 mars	18 h-20 h	Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	Personnes qui hésiteraient à se faire vacciner	M. Proulx
11	25 mars	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris Montréal même	Les jeunes adultes (18-30 ans)	M. Proulx

## Questionnaire de recrutement

### INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?  
**[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]**

### NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

### QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un magazine ou un journal  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial  
**CONCLURE**

**REMERCIER ET**

- Un parti politique **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans les relations publiques ou les relations avec les médias **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans le milieu de la radio ou de la télévision **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non, aucune de ces réponses **CONTINUER**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
- Français **CONTINUER**
- Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
- Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Pour les grandes villes : Montréal, Gatineau, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi – Jonquière</p> <p>Pour les villes de taille moyenne : Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jérôme, Chateauguay, Drummondville, Granby, Beloeil, Saint-Hyacinthe</p> <p><b>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER QUATRE PERSONNES POUR LES GRANDES VILLES ET QUATRE PERSONNES POUR LES VILLES DE TAILLE MOYENNE.</b></p>	<b>CONTINUER – GROUPE 3</b>
Grande région de Montréal (GRM) – y	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal,	<b>CONTINUER – GROUPE 11</b>

compris Montréal même	Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux  <b>PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</b>	
Autre lieu	-	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b> Préfère ne pas répondre	-	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]?

Moins de deux ans	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
Deux ans ou plus	<b>CONTINUER</b>
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.**

4. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 3** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux ce que vous feriez si un vaccin contre la COVID-19 devenait disponible?

J'ai déjà reçu un vaccin contre la COVID-19 **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais vacciner dès que je serais admissible **REMERCIER ET CONCLURE**

Je me ferais probablement vacciner, mais je préférerais attendre un certain temps **CONTINUER**

Je ne suis pas sûr que je me ferais vacciner **CONTINUER**

Je ne me ferais pas vacciner **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES RÉPONDANTS QUI PRÉFÉRERAIENT ATTENDRE OU QUI NE SONT PAS SÛRS.**

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	<b>SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.</b>
18 à 24	<b>+ GRM = GROUPE 11 (LES JEUNES ADULTES) TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER</b>
25 à 30	
31 à 44	<b>+ GRM = REMERCIER ET CONCLURE TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER</b>
45 à 54	
55 ans ou plus	

<b>RÉPONSE SPONTANÉE</b>	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>
--------------------------	------------------------------

Préfère ne pas répondre

**ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.**

6. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

**ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.**

7. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : \_\_\_\_\_

**CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.**

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un**

*modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».*

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2      **REMERCIER ET CONCLURE**  
3-5      **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit  
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui      **CONTINUER**  
Non      **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2      **REMERCIER ET CONCLURE**  
3-5      **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

**CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui      **CONTINUER**  
Non      **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Et sur quels sujets portaient-ils?

**METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES**

### **CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES**

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

19. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2019— c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

**RÉPONSE SPONTANÉE** : Préfère ne pas répondre

**ASSURER UN BON MÉLANGE.**

20. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**



## INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	<b>CONTINUER</b>
Non	<b>REMERCIER ET CONCLURE</b>

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

**Nom :**

**Numéro de téléphone :**

**Adresse courriel :**

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : [support@thestrategiccounsel.com](mailto:support@thestrategiccounsel.com).

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

**RECRUTEMENT FAIT PAR :** \_\_\_\_\_

**DATE DU RECRUTEMENT :** \_\_\_\_\_

## Annexe B – Guides du modérateur

# Guide du modérateur, version anglaise

## MODERATOR'S GUIDE – March 2021 MASTER

### **INTRODUCTION (10 minutes) All locations**

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

### **GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-15 minutes) All Locations**

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
- **Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders** Have you seen, read or heard anything about the Supreme Court of Canada ruling about carbon pricing over the last week? What have you heard?

#### **Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders** SHOW ON SCREEN:

Last week, the Supreme Court of Canada ruled that the federal government's law requiring provinces and territories to implement carbon gas pricing systems by January 1, 2019, or adopt one imposed by the federal government, is constitutional. The majority of the judges noted that global warming causes harm beyond provincial boundaries and that it is a matter of national concern under the "peace, order and good government" clause of the Constitution. They also noted this law would only apply where provincial or territorial pricing systems are not strict enough to reduce global warming.

**Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders** Currently, the provincial systems in place in Ontario, Manitoba, Saskatchewan and Alberta do not fully meet federal benchmark stringency requirements; thus, the Government of Canada applies a price on pollution in these provinces.

- **Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders** What are your thoughts about this Supreme Court decision?
- **Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders** How do you feel about the carbon pricing system in Alberta?
- **Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders** Are you aware that approximately 90% of direct proceeds from the Government of Canada's pollution pricing are returned to residents of those provinces through Climate Action Incentive payments?
  - How do you feel about this?

**Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders** **ADDITIONAL BACKGROUND INFORMATION TO MODERATOR (to clarify if there are any misunderstandings about the incentive payments)**

The Government of Canada does not keep any direct proceeds from pollution pricing. All direct proceeds are returned to the province or territory of origin. The incentive payment to residents is delivered through personal income tax returns. The remaining 10% (i.e. the portion not returned to residents) is used to support small businesses, schools, universities, municipalities, and Indigenous groups.

**COVID-19 VACCINE (15-20 minutes)** Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Atlantic Canada, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GMA Young Adults

Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant Now I'd like to focus on COVID-19 vaccines...

Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant When we asked you to participate in this focus group, we asked whether you thought you would get vaccinated or not. Some of you said you would, but you preferred to wait, and others of you said you were unsure. Is this still the case? Why/why not?

- (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?
- Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant What question about COVID-19 vaccines would you most like an answer to?

And now thinking more broadly about the Government of Canada ...

- Atlantic Canada, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GMA Young Adults What have you seen, read or heard about the COVID-19 vaccines recently?
- Do you think the Government of Canada is doing a good job in procuring and distributing the vaccine to provinces and territories, or not?
  - Why do you think that?
- Compared to other countries, how is Canada as a whole doing in terms of getting people vaccinated?
- Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant Canada is planning to vaccinate 3 million Canadians by the end of March and everyone who wants a vaccine by the end of September. How many of you were aware of this target?
  - Do you think this is a reasonable target?
  - Do you think Canada will hit this target? What makes you say that?

- Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant  
When do you think you personally will be in a position to receive a vaccine?

**COVID-19 INFORMATION PREFERENCES (20 minutes)** Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Major Centres Ontario Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours

Now I'd like to switch gears a bit to get a sense of the kind of information that gets your attention...

I'm going to show you some sample social media posts. I'm going to show them one at a time so that you can see each one clearly. I'll show you 6 posts in total and then after that I'll get your thoughts...

SHOW POSTS ON SCREEN ONE AT A TIME TO ALLOW A CHANCE TO SEE CLEARLY

Now that you've had a chance to see these, I'm going to put smaller versions on the screen so that you can see them all together

SHOW POSTS ALL TOGETHER

- If you saw these on social media, do think you would "like" or "share" any of them? Which ones? Why/why not?
- Are there any you would click on to find out more? Which ones? What makes you say that?
- IF THERE ARE ANY THAT NO ONE WOULD LIKE/SHARE/CLICK ON: Why is this post not appealing to you?
  - PROMPT AS NEEDED: Is it the type of information presented? The way it's presented? Its tone? (e.g. too negative/too positive) Something else?

**POST-COVID-19 TRAVEL (25 minutes)** Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Major Centres Ontario Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Quebec Anglophones, Manitoba and Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Toronto-Peel-York Region Hard Hit Sectors

In this next section, I'd like to talk about travel and vacation planning...

- Has anyone cancelled vacation plans over the past year because of COVID-19?
- Now thinking ahead to when the pandemic is over, do you plan on taking a vacation?
  - Do you plan on spending more money, less or about the same amount of money than you usually do on vacation?

- Do you plan on travelling within Canada, or internationally?
  - Is this different from your usual vacation plans?
  - *For any who plan to travel outside of Canada instead of their usual domestic trip: what made you decide to change it up?*
  - *For any who plan to travel within Canada instead of their usual international trip: what made you decide to change it up?*

I'm going to show you a list of things the Government of Canada could do to encourage Canadians to travel post-COVID within Canada as a way to support the Canadian tourism sector which has been hard hit by COVID-19.

#### SHOW ON SCREEN

- A credit where the third night of any hotel stay in Canada is free
  - A promotion where you could fly anywhere in Canada at a cost of \$200 per trip
  - A refund of up to \$200 on travel, hotels, or activities you could claim when you purchase them using an app
  - A tax credit of \$200 if you spend that same amount on travel within Canada
  - Provide free travel passes for kids on train or airplane trips within Canada
  - Provide free admissions to museums to all Canadians
  - Provide free admissions to Parks Canada for all Canadians
- Would any of these convince you to take an extra trip in Canada or convince you to travel domestically instead of internationally? (PROBE ON WHICH ONES AND DISCUSS)
  - What else could the Government of Canada do to encourage people to travel within Canada?

**DIGITAL GOVERNMENT (35 minutes)** Lower Mainland B.C. Vaccine Hesitant, Major Centres Ontario Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres Quebec Vaccine Hesitant, Quebec Anglophones, Manitoba and Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Toronto-Peel-York Region Hard Hit Sectors

Moving away from COVID-19, I want to talk about Government of Canada services...

- When you think about Government of Canada services, what types of services come to mind, whether you are interacting with the government in person, online or by telephone?
- Have you used any online Government of Canada services in the past year?
  - Which ones?
  - How was your experience with them?
- Specifically thinking outside the COVID-19 context, do you think the Government of Canada needs to make more services available online?

- Why/why not?
- IF YES: What types of services would you like to see online? (IF NECESSARY PROMPT: For example, services that are currently available online includes things like applying for benefits such as EI, affordability calculators to estimate how much rent or mortgage you can afford, and viewing the application status for immigration or citizenship applications, and so on.)
  - What are some of the benefits of making more services available online?

I'm going to show you a list of reasons others have given for making more services available online...

**SHOW ON SCREEN**

- Having modern digital systems makes it a lot easier for governments to quickly implement big policy changes. For example, it was easier to roll the CERB out quickly because of the digital application and distribution system in place.
  - It makes the lives of Canadians easier, because they can complete applications anywhere, anytime, and don't have to spend time in lineups or on hold.
  - Providing more online services to businesses makes Canada more competitive economically because it helps set up businesses and allows them to access the supports they need.
- Did any of these benefits catch your attention as a valuable benefit? Which one(s)? Why?

**SHOW ON SCREEN AND THEN POLL:** Now, I'm going to show you some objectives that could be used to develop the Government of Canada's overall digital strategy. Then, we will do a poll to see which one you think they should be working towards (SELECT ONE)

- Delivering digital services that are secure, reliable and easy to use, from any device.
  - Secure, reliable and easy to use, digital services that are built to serve Canadians.
  - Secure, reliable and easy to use, transforming how we serve you.
  - Secure, reliable and easy to use; services that work for you.
  - Transforming your Government of Canada to serve you anytime, anywhere.
- Which one did you select? Why did you select that one?
  - A lot of these statements use words like "secure", "reliable", and "easy to use". Which of these 3 words is most important?
    - Do you think "secure", "reliable" and "easy to use" are the most important aspects of digital service delivery, or do you think there are other aspects that are as, or more important than, these 3?

- If the Government of Canada were to provide more services online, would you have confidence that they could make this switch so that services are more secure, reliable and easy to use? Why/why not?
- Does the Government of Canada's ability to deliver services online impact your level of trust in the government overall?

**COVID-19 INFORMATION / IN THE NEWS (15-20 minutes)** Major Centres Ontario Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders

- When we asked you to participate in this focus group, you said regularly watch, read or listen to the news. I was wondering if you could tell me where you get most of your news or information?

Now I'd like to focus on COVID-19...

- What kind of news or information about COVID-19 do you typically read?
  - Do you seek specific information about COVID-19?
- When you find certain information or news articles, do you share it on your social media networks?
  - Why / why not?
- Do you ever come across any false information ("fake news")?
  - How do you know when the information is false?
- Do you ever try to correct false information when you see it on social media?
- Do you correct false information coming from friends or family?
  - Why / why not?

**FRENCH LANGUAGE (15 minutes)** Quebec Anglophones

- Have you read or heard anything about the Government of Canada's recent proposed amendments to the *Official Languages Act*?
  - What have you heard?

Last month, the Government of Canada proposed certain amendments to modernize the *Official Languages Act*. There are various amendments, and I'd like to highlight 5...

SHOW ON SCREEN:

- **Increase French immersion programs outside Quebec:** Demand for access to French immersion programs has exceeded supply in recent years.



- **Increase Francophone immigration:** Recruit Francophone and French-language teachers – for immersion teaching of second language programs, and for French-language education – to address the shortage of French language teachers in Canada, particularly outside of Quebec.
  - **Strengthen the role of Radio-Canada** in protecting and promoting the French language.
  - **Appoint only bilingual Supreme Court justices** to provide for the right to be understood directly by the judge, without the assistance of an interpreter, before all the courts.
  - **Strengthen the powers of the Commissioner of Official Languages:** To be able to better enforce compliance with the Act, use alternative dispute resolution methods, and add grounds on which the Commissioner may refuse or cease to investigate a complaint.
- What are your initial thoughts about these amendments? Are these measures good?
    - What makes you say that?
  - Will they have an impact on the French language in Canada?

Do you have a concern with any of them? If so, which ones? Why?

**ECONOMIC GROWTH (20-40 minutes)** Quebec Anglophones, Manitoba and Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Toronto-Peel-York Region Hard Hit Sectors, Atlantic Canada, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Victoria and Nanaimo B.C., GMA Young Adults, Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders

Quebec Anglophones, Manitoba and Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Toronto-Peel-York Region Hard Hit Sectors I'd like to talk to you about Canada's economy...

- When you hear the term “economic growth”, what does that mean to you?
- If the Government of Canada said its next budget would be focused on economic growth, what kinds of things would you expect to see included in the budget?
- Quebec Anglophones, Manitoba and Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Toronto-Peel-York Region Hard Hit Sectors When you think of economic growth in Canada, do you see it as something that benefits you personally, or does it not seem to have any impact on you?
- Quebec Anglophones, Manitoba and Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Toronto-Peel-York Region Hard Hit Sectors Should the Government of Canada be focused on economic growth at this time?
- Quebec Anglophones, Manitoba and Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients, Toronto-Peel-York Region Hard Hit Sectors, Atlantic Canada, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders A growing economy is

considered a good thing, because it's seen as a way to improve people's lives. However, some say the pandemic has made them re-think what kind of economic growth we should have, or what kind of emphasis we should place on economic growth versus other areas of life, such as health, personal well-being, the environment, and so on. What do you think of this?

- Do you think economic growth leads to improvements in other areas of life (for example, improved health, better personal life satisfaction, a healthier environment)? Or do you think economic growth comes at the expense of other areas of life?
  - Which areas?
- Do you think that the Government of Canada needs to specifically focus on these other areas?
  - What kind of priority would you place on economic growth versus other areas of life?

**CERB REPAYMENT (20 minutes) Manitoba and Saskatchewan EI/Recovery Benefits Recipients**

Now I'd like to shift a bit to talking about financial support...

- How do you think the Government of Canada has performed during the pandemic, specifically in terms of providing financial support to people affected by COVID-19?
  - What makes you say that?
- Do you think that the Government of Canada is doing as good a job now as they did at the start of the pandemic, or are they doing better or worse?
  - Please explain.
- Have you heard any discussion about the repayment of the CERB for those who received it by mistake?
  - What have you heard?
- Thinking about your personal tax return, do you think you will have to pay taxes on the CERB?

FOR THOSE WHO ANTICIPATE HAVING TO PAY TAXES ON IT:

- What kind of impact will this have on you?
  - Are any of you concerned that it will leave you in a difficult financial situation?

CLARIFY AS NEEDED

CERB amounts are taxable, just like EI. You will need to report the amounts from your T4A tax information slip on your 2020 tax return.

- Have you heard anything about interest relief to those who received COVID-19 related income support benefits?

#### CLARIFY AS NEEDED

Individuals who received income support in 2020 (such as the CERB, the Canada Recovery Benefit, EI, etc.) and who have a total taxable income of \$75,000 or less in 2020 will not be required to pay interest on any outstanding income tax debt until April 30, 2022.

- What do you think of this? Do you think this will help individuals who owe money when they file their taxes? Why/why not?

#### **HARD-HIT SECTORS (20 minutes)** Toronto-Peel-York Region Hard Hit Sectors

Now I'd like to shift a bit to talking about the COVID-19 situation ...

- When we invited you to participate in this group, each of you indicated you were/are working in a sector that has been impacted by COVID-19. Have any of you received support from the Government of Canada?
  - IF YES: Has it been sufficient?
- What kind of support, if any, do you need moving forward?
- What do you think about the current restrictions in place in your region?
  - Should they be lifted? Should more things be opened up now?
  - Should they be more restricted?
- How do you feel about the current travel restrictions?
  - Do you think these should continue as is, be opened up more, or restricted more? What makes you say that?
- Are you more concerned about COVID-19 itself, or about the financial and economic impacts of COVID-19?
  - Do you think the Government of Canada is focussing too much on health, too much on the economy or is it striking a good balance?
  - Why do you say that?
- What specific sectors do you think require the most help from the Government of Canada?
  - What has the Government of Canada done to help them thus far?
  - What can the Government of Canada do to help these specific sectors?

#### **BUDGET 2021 (25 -30 minutes)** Atlantic Canada, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Victoria and Nanaimo B.C., GMA Young Adults, Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders

I'd like to talk to you about the next federal budget ...

- In one sentence, what do you think the next federal budget should focus on?
  - Atlantic Canada, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders And do you think it will be about that or something else?
    - IF SOMETHING ELSE: what do you think it will focus on? What makes you say that?

**POLL:** Assuming that the federal budget is in the next few months, should it be focused on:

- Dealing with the COVID-19 crisis?
- Mapping out an economic recovery plan?
- Mapping out a vision for what life will be life after COVID-19?

*MODERATOR: as much as possible, try to get participants to select 1, rather than defaulting to all of them.*

- Do you think that the Government of Canada should focus on “jobs and growth”, or “supporting people through the pandemic”? What makes you say that

*MODERATOR: as much as possible, try to get participants to select 1, rather than defaulting to all of them.*

**CANADA-US BORDER (30 minutes)** Atlantic Canada, GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Victoria and Nanaimo B.C., Alberta Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders

Now, we're going to talk a bit about the Canada-US border...

- How do you feel about the current travel restrictions?
  - Do you think these travel restrictions should continue as is, be opened up more, or restricted more? What makes you say that?
- When do you think the border between Canada and the US will likely reopen to non-essential travel?
- What criteria should they use to decide whether or not to reopen the border, and when?
  - PROMPT AS NEEDED:
    - When COVID-19 cases in the US are low?
    - When COVID-19 cases in the US are almost at zero?
    - When Americans have been fully vaccinated?

- Other criteria?
- If the US manages to vaccinate all Americans before we do in Canada, how would you feel about reopening the border?
  - What about if all Americans are vaccinated and COVID-19 cases in the United States are low, but still relatively high in Canada?
- There has been a lot of talk about immunization passports or certificates of vaccination should the international community return to normal travel. How would you feel about allowing Canadians who are fully vaccinated to cross the Canada-US border for non-essential reasons before it is open to other countries (and everyone else)?
- How would you feel about allowing fully vaccinated Americans to vacation in Canada?

**BEHAVIOURS/ATLANTIC BUBBLE (20 minutes)** Atlantic Canada

- How have COVID-19 and COVID-related restrictions impacted you?

As you may remember, the Atlantic region had created an Atlantic Bubble allowing unrestricted travel among the four provinces, and restricted travel from Canadians who live outside of Atlantic Canada. This was in place until November 2020.

- As we head into spring, do you think the Atlantic Bubble should be reinstated? Why, why not?
- Are you worried that new COVID-19 variants could spread faster throughout the Atlantic region should the Bubble be reinstated?
- Do you think current restrictions in place are sufficient? Or, should there be more restrictions?
- When do you think travel should open up between Atlantic Canada and the rest of Canada?
- What criteria should Atlantic Canada use to decide whether to open up?
- Do you think there needs to be an Atlantic Bubble first, or do you think your province could open up to all the provinces and territories at the same time? What makes you say that?

**COVID-19 OUTLOOK / BEHAVIOURS (10-15 minutes)** GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GMA Young Adults

GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours Now, I'd like to talk about COVID-19...

GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours When we invited you to this session, some of you said you have recently attended a social gathering or event outside your home recently and/or

are seeing friends, neighbours or extended family from time to time. Some of you also said you're tiring of having to continue to adhere to public health measures, or you're not paying attention anymore about public health advice, or that you're getting tired of having to avoid seeing people...

- **GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** What do you find tiring or difficult about following public health advice?
  - PROMPT AS NEEDED: Are you concerned about impacts on you, your families, your community, businesses due to COVID-19? How so?
  - Do you have any concerns about mental health impacts for those in your social circles or your community?
- **GTA Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Do you think that there should continue to be restrictions in place at the moment, or do you think people should be able to get together now, go to restaurants together, etc.? What makes you say that?
  - IF RESTRICTIONS: What kinds of restrictions do you think should be in place? Would you follow these? Why/why not?
- **GMA Young Adults** Have you changed your behaviour in the last few weeks? What are you doing differently now compared to a couple of months ago?
  - What have you done?
  - IF YES: Why are you doing these things more?
  - IF NO: Why haven't you changed your behaviour?
- **GMA Young Adults** How have COVID-19 and COVID-related restrictions impacted you?
  - How has this impacted you and your family?
  - How does it compare to restrictions last spring – is it harder, easier, or about the same now? What makes you say that
- **GMA Young Adults** What do you think about the current restrictions in place in your region?
  - Should they be lifted? Should more things be opened up now?
  - Should they be more restricted?
- **GMA Young Adults** Are you more concerned about COVID-19 itself, or about the financial and economic impacts of COVID-19?

**MENTAL HEALTH (30-40 minutes)** **Victoria and Nanaimo B.C., Alberta Indigenous Peoples, GMA Young Adults**

Now, we're going to switch gears and talk about mental health.

- Has the COVID-19 pandemic affected your mental health or that of a loved one? How so?

- Since the start of the pandemic, would you say that your mental health has gotten worse, better or stayed about the same?
- What are the signs or symptoms of someone affected by mental health challenges?
- Is the topic of your mental health something you feel comfortable talking about?
- When you are going through a difficult time, who or what do you turn to for support? (ex: a friend, family member, meditation, alcohol, etc.)
  - What are some of your coping strategies to deal with mental health challenges?
- Are you aware of any resources available for those who are in need of mental health and substance use support?
  - Are any of you familiar with any mental health support resources provided by the Government of Canada government during the pandemic?
  - Have you heard of Wellness Together Canada?
    - If so, have you visited the website or accessed any of the services? If no, why not?
  - Is the Government of Canada a valid source for resources and tools on mental health and wellness?
- If you were or are experiencing a mental health challenge, how comfortable would you be accessing mental health and substance use supports online? If you are not comfortable, what are your concerns?
  - Where would you go to seek information on mental health wellness, including support resources?
  - Are you more likely to seek information and tips online? Through organizations? Helplines? Social media?
  - If you were to hear an advertisement on information about mental health and wellness, who should be delivering these types of messages?
    - Does it make a difference who delivers the message?
      - Should it be coming from someone you trust? Who would that be?
- Do you find it helpful to hear other people’s mental health challenges and journeys? How can they be helpful?

**SHOW ON SCREEN AND THEN POLL:** Now, I’m going to show you some things the Government of Canada has done to help support mental health. Then, we will do a poll to see which ones, if any, you feel would have the most meaningful impact (SELECT MAX 3)

- Created a mental health portal (“Wellness Together Canada”) to connect Canadians with free resources, tools and professional support services (investment worth \$68M).
- Developing standardized policies and best practices to promote post-secondary students’ mental health and well-being.

- Increased funding of \$50M for Distress Centres to help them deal with the increased volume in calls, especially in light of pandemic-related challenges.
- Increased funding of \$7.5M to Kids Help Phone services.
- Increased transfers of \$200M to provinces to expand their virtual care services.
- Investing \$10M over 5 years in the Mental Health of Black Canadians Fund to support culturally focused mental health programs for Black Canadians.
- Investing \$4.9M per year in the Mental Health Prevention Innovation Fund to support the delivery of community-based programs in mental health promotion.

MODERATOR: Go through the selections, and why they chose these ones.

**HOME RETROFITS (15 minutes)** Victoria and Nanaimo B.C., Alberta Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Alberta Opinion Leaders

Now, we're going to talk about home retrofits

- Are any of you familiar with the term "home retrofit"? What comes to mind when you hear that term?
- How about when you hear the term "energy efficient home retrofit"?

CLARIFY: An energy efficient home retrofit is a home renovation that would make your home more energy efficient, by installing things like better windows, insulation or an energy-efficient furnace. Not only is it good for the environment, but it could also help lower your consumption and energy bills and add value to your home.

- Are any of you planning to do an energy efficient home retrofit in the next few years?
- Would you be more likely to do these types of renovations if you could get an interest-free loan from the government?
  - What about if you got a grant from the government?
    - If yes, how much of a grant would you need to make it worthwhile?
- For those who would consider doing a retrofit, what would be your biggest motivator?
  - The environmental factor?
  - To save money on energy bills?
  - To make your home more comfortable?
  - Because repairs are needed in the home?
  - Other reasons?

**INDIGENOUS ISSUES (25 minutes)** Alberta Indigenous Peoples

I'd now like to shift our attention to Indigenous issues.



- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Has the Government of Canada done anything well?
- What can they improve on?
  
- Have you heard of UNDRIP (the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples)?

#### SHOW ON SCREEN

UNDRIP is an international document adopted by the United Nations in 2007 that lays out the basic rights that Indigenous peoples should have around the world. It outlines how governments should respect the human rights of Indigenous peoples.

UNDRIP consists of 46 articles that describe specific rights and actions that governments must take to protect these rights. The main themes in the declaration are:

- The right to self-determination
- The right to cultural identity
- The right to free, prior and informed consent (i.e. the right to be consulted and make decisions on any matter that may affect the rights of Indigenous peoples)
- Protection from discrimination
  
- Have you heard anything recently about how the Government of Canada has responded to UNDRIP? What have you heard?

#### CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada recently introduced legislation to implement UNDRIP.

What are your thoughts on this? Do you think this will change anything? What makes you say that?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you heard about the Government of Canada's efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?
  
- Have you heard anything about what the Government of Canada's timeline is for lifting all long-term drinking water advisories?

#### SHOW ON SCREEN

The Government of Canada recently announced that it would not meet its target of March 2021 as originally planned. In addition to the \$2.19 billion already budgeted for ending long-term drinking water advisories, the government announced another \$1.5 billion to finish the work. This money is for ongoing support for daily operations and maintenance of water infrastructure on reserves,

continued funding for water and wastewater infrastructure on reserves, and to pay for work halted due to the COVID-19 pandemic and other project delays

- What are your thoughts on this?
- What do you think is a reasonable timeline?
- Have you heard anything about the federal government's plans to launch a new website to track the progress on lifting drinking water advisories?

#### CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada recently announced that it will be launching a new website, developed with an Indigenous firm. Each community still on a long-term drinking water advisory will have its own web page on the new website with a detailed plan and progress reports

- What are your thoughts on this?

#### **COVID ALERT APP QR CODE POSTER TESTING (25 minutes) GMA Young Adults**

- Has anyone heard of the Government of Canada's COVID Alert App?

CLARIFY: Back in the summer, the Government of Canada developed a smartphone app that would notify its users if they have been physically close to someone who has been diagnosed with COVID-19 using Bluetooth technology.

- Have any of you downloaded this app?

Health Canada is working on improving the use of this app, specifically in light of reopening the economy. I'm going to show you some posters that could be used by businesses to hang in the entrances of their shops. They will contain a QR code, a type of square matrix barcode that is machine readable and contains information about the item. If you've been to a restaurant before the recent lockdown, you may have seen it at the entrance where you have to take a picture of it/scan it to view the menu on your phone.

People who have already downloaded the COVID Alert App would be able to scan the QR code upon entering a business.

#### SHOW POSTER #1:

- What are your initial thoughts about this poster?
- Does it grab your attention?
- If you saw this poster outside a business alongside other posters, would it stand out to you?
- Is it clear about what you should do, and why you should do it?

Now I'm going to show you another version

SHOW POSTER #2:

- What are your initial thoughts about this version?
- Does it grab your attention?
- If you saw this poster outside a business alongside other posters, would it stand out to you?
- Is it clear about what you should do, and why you should do it?

SHOW POSTERS TOGETHER ON SCREEN

- The message at the top is different on each poster – did you notice this?
- Which one do you think works best? What makes you say that?
  - Scan here. Be notified of possible exposures. / Scannez ici. Soyez averti en cas d'exposition possible.
  - Stay informed. Get notified if someone from today tests positive. / Restons informés. Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif.
- The header is a different colour on each poster – did you notice this?
  - Which one best catches your attention?
- The name and address of the business appears subtly below the QR code in the posters – did you notice this?
- The QR code is located on the left and then on the right. Does this make a difference to you in terms of capturing your attention?
- The second poster has an extra sentence below the instructions: "Enjoy your visit. Scan again next time". What do you think about adding that sentence?
- For those who have downloaded the app: would you scan it? Why/why not?
- For those who have not downloaded the app: would you download it so that you could use it for things like this? Why/why not?

CLARIFY AS NEEDED:

People who have already downloaded the COVID Alert App would be able to scan the QR code upon entering a business. Should an outbreak be identified at that business, a public health employee could log-in and issue a notification to anybody who checked in there within a specific time frame.

- Do you think this initiative will help stop the spread of COVID-19? Why/why not?

**CONCLUSION (5 minutes)**

# Guide du modérateur, version française

## GUIDE DU MODÉRATEUR – MARS 2021 DOCUMENT MAÎTRE

### **INTRODUCTION (10 minutes)** Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participant(e)s qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

### **LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-15 minutes)** Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
- **Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la décision de la Cour suprême du Canada sur la tarification du carbone au cours de la dernière semaine ? Qu'avez-vous entendu ?

**Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta** AFFICHER À L'ÉCRAN : La semaine dernière, la Cour suprême du Canada a statué que la loi du gouvernement fédéral exigeant que les provinces et les territoires mettent en œuvre des systèmes de tarification du gaz carbonique d'ici le 1er janvier 2019, ou adoptent un système imposé par le gouvernement fédéral, est constitutionnelle. La majorité des juges ont souligné que le réchauffement planétaire cause des dommages au-delà des frontières provinciales, et qu'il s'agit d'une matière d'intérêt national en vertu de la disposition de la Constitution sur « la paix, l'ordre et le bon gouvernement ». Ils ont également souligné que la Loi s'applique uniquement si les systèmes provinciaux ou territoriaux de tarification ne sont pas assez stricts pour réduire le réchauffement planétaire.

**Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta** À l'heure actuelle, les systèmes provinciaux en place en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta ne satisfont pas entièrement aux exigences de rigueur du modèle fédéral ; le gouvernement du Canada applique donc un prix sur la pollution dans ces provinces.

- **Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta** Que pensez-vous quant de cette décision rendue par la Cour suprême ?

- **Leaders d'opinion des centres de moyenne et grande taille de l'Alberta** Quelle est votre opinion du système de tarification du carbone en place en Alberta ?
- **Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta** Savez-vous qu'environ 90 % des produits directs de la tarification de la pollution du gouvernement du Canada sont retournés aux résidents de ces provinces sous forme de paiements de l'*Incentif à agir pour le climat* ?
  - Que pensez-vous de cela ?

**Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta** **INFORMATIONS GÉNÉRALES COMPLÉMENTAIRES À L'INTENTION DU MODÉRATEUR (afin d'offrir des précisions s'il y a une quelconque ambiguïté au sujet des paiements incitatifs)**

Le gouvernement du Canada ne conserve aucune part des produits directement issus de la tarification de la pollution. Tous les produits directs sont retournés à la province ou au territoire d'origine. Le paiement incitatif aux résidents est octroyé par l'intermédiaire des déclarations de revenus des particuliers. Les 10 % restants (c'est-à-dire la partie qui n'est pas retournée aux résidents) servent à soutenir les petites entreprises, les écoles, les universités, les municipalités et des groupes autochtones.

**VACCIN COVID-19 (20 minutes)** **Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, Canada atlantique, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT**

**Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec** J'aimerais maintenant me pencher sur les vaccins COVID-19...

- **Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec** Lorsque nous vous avons invité à participer à ce groupe de discussion, nous vous avons demandé si vous pensiez vous faire vacciner ou non. Certain(e)s d'entre vous ont répondu oui, mais que vous préféreriez attendre, et d'autres ont répondu être incertain(e)s. Est-ce toujours le cas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
  - [SI TOUJOURS RÉTICENT(E)] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec** À quelle question sur les vaccins COVID-19 aimeriez-vous le plus avoir une réponse ?

Et maintenant, en pensant plus largement au gouvernement du Canada...

- **Canada atlantique, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT, jeunes adultes de la RGM** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des vaccins COVID-19 récemment ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail pour ce qui est de l'achat et de la distribution du vaccin aux provinces et territoires, ou non ?
  - Pourquoi pensez-vous cela ?
- Par rapport à d'autres pays, comment évaluez-vous le Canada dans son ensemble pour ce qui est de vacciner les gens ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec** Le Canada prévoit de vacciner 3 millions de Canadiens d'ici la fin mars et tous ceux qui veulent se faire vacciner d'ici la fin septembre. Combien d'entre vous étiez au courant de cet objectif ?
  - Pensez-vous qu'il s'agit d'un objectif raisonnable ?
  - Pensez-vous que le Canada atteindra cet objectif ? Pourquoi pensez-vous cela ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec** Quand pensez-vous être personnellement en mesure de recevoir un vaccin ?

**PRÉFÉRENCES EN MATIÈRE D'INFORMATION SUR LA COVID-19 (20 minutes)** **Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., leaders d'opinion des grands centres de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT**

Dans un ordre d'idée un peu différent, j'aimerais maintenant avoir un aperçu du type d'informations qui attirent votre attention...

Je vais vous montrer un échantillon de messages qu'on aurait pu voir sur les médias sociaux. Je vais vous les afficher un à la fois de sorte que vous puissiez voir clairement chacun d'entre eux. Je vais montrer six messages au total et ensuite je vous demanderai ce que vous en pensez...

AFFICHER LES PUBLICATIONS À L'ÉCRAN UNE À LA FOIS POUR PERMETTRE DE LES VOIR CLAIREMENT

Maintenant que vous avez eu l'occasion de les voir, je vais afficher à l'écran des versions réduites pour que vous puissiez toutes les voir ensemble.

AFFICHER TOUTES LES PUBLICATIONS ENSEMBLE

- Si vous les voyiez sur les médias sociaux, pensez-vous que vous cliqueriez sur « j'aime » ou sur « partager » pour quelconque d'entre eux ? Lesquels ? Pourquoi/pourquoi pas ?
- Y en a-t-il sur lesquelles vous cliqueriez pour en savoir davantage ? Lesquelles ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- S'IL Y EN A POUR LESQUELS PERSONNE NE CLIQUERAIT SUR « J'AIME », NI « PARTAGER », NI SUR LE MESSAGE MÊME : Pourquoi ce message ne vous interpelle-t-il pas ?
  - DEMANDER AU BESOIN : Est-ce le type d'informations présentées ? La façon dont elle est présentée ? Le ton ? (Par exemple, trop négatif ou trop positif) Autre chose ?

**VOYAGES POST-COVID-19 (25 minutes)** Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., leaders d'opinion des grands centres de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, anglophones du Québec, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba et de la Saskatchewan, secteurs durement touchés de la région de Toronto-Peel-York

Dans la section suivante, j'aimerais aborder la planification des voyages et des vacances...

- Y a-t-il quelqu'un qui a annulé ses projets de vacances au cours de la dernière année en raison de la COVID-19 ?
- Maintenant, une fois que la pandémie sera terminée, comptez-vous prendre des vacances ?
  - Prévoyez-vous de dépenser plus d'argent, moins d'argent ou à peu près le même montant que vous dépensez habituellement en vacances ?
  - Prévoyez-vous de voyager au Canada ou à l'étranger ?
    - Est-ce différent de vos projets de vacances habituels ?
    - *Pour quiconque prévoit de voyager à l'étranger, plutôt que de voyager à l'intérieur du Canada comme d'habitude* : qu'est-ce qui vous a amené à vouloir apporter ce changement ?
    - *Pour quiconque prévoit de voyager au Canada, plutôt que de voyager à l'étranger comme d'habitude* : qu'est-ce qui vous a amené à vouloir apporter ce changement ?

Je vais vous montrer une liste de choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour encourager les Canadiens et Canadiennes à voyager au Canada après la COVID afin de soutenir le secteur touristique canadien qui a été durement touché par la COVID-19.

#### AFFICHER À L'ÉCRAN

- Un crédit où la troisième nuit est gratuite lors d'un séjour à tout hôtel au Canada
- Une promotion qui vous permet de prendre l'avion n'importe où au Canada au coût de 200 \$ par voyage

- Un remboursement allant jusqu'à 200 \$ pour les frais de voyage, d'hôtel ou d'activités que vous pourriez réclamer si vous les achetez à l'aide d'une application
  - Un crédit d'impôt de 200 \$ si vous dépensez ce même montant pour un voyage à l'intérieur du Canada
  - Offrir des laissez-passer gratuits aux enfants pour les voyages en train ou en avion à l'intérieur du Canada
  - Offrir l'accès gratuit aux musées à tous les Canadiens
  - Offrir l'accès gratuit aux sites de Parcs Canada à tous les Canadiens
- Parmi celles-ci, y en a-t-il qui vous convaincraient de faire un voyage supplémentaire au Canada ou qui vous convaincraient de voyager au Canada plutôt qu'à l'étranger ? (SONDER POUR DÉTERMINER LESQUELLES ET EN DISCUTER)
  - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour encourager les gens à voyager au Canada ?

**GOVERNEMENT NUMÉRIQUE (35 minutes)** Personnes hésitantes à la vaccination du Lower Mainland de la C.-B., leaders d'opinion des grands centres de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne et grande du Québec, anglophones du Québec, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba et de la Saskatchewan, secteurs durement touchés de la région de Toronto-Peel-York

Mettons de côté la COVID-19 et parlons des services offerts par le gouvernement du Canada...

- Lorsque vous pensez aux services offerts par le gouvernement du Canada, quels types de services vous viennent à l'esprit, peu importe si vos interactions avec le gouvernement se font en personne, en ligne ou par téléphone ?
- Avez-vous utilisé des services en ligne du gouvernement du Canada au cours de la dernière année ?
  - Lesquels ?
  - Comment fut votre expérience avec eux ?
- En dehors du contexte de la COVID-19 spécifiquement, pensez-vous que le gouvernement du Canada doit offrir plus de services en ligne ?
  - Pourquoi ou pourquoi pas ?
  - SI OUI : Quels types de services souhaiteriez-vous voir en ligne ? (SI NÉCESSAIRE, DEMANDER : Par exemple, les services actuellement disponibles en ligne comprennent des choses comme la demande de prestations telles que l'assurance-emploi, des calculateurs de la capacité d'emprunt pour estimer le montant du loyer ou de l'hypothèque que vous pouvez vous permettre, consulter l'état des demandes d'immigration ou de citoyenneté, et ainsi de suite.)



- Quels sont certains des avantages à offrir plus de services en ligne ?

Je vais vous présenter une liste de raisons que d'autres ont données en faveur d'offrir plus de services en ligne...

#### AFFICHER À L'ÉCRAN

- Le fait de disposer de systèmes numériques modernes permet aux gouvernements de mettre en œuvre plus facilement et rapidement des changements de politiques importants. Par exemple, il a été plus facile de déployer rapidement la PCU grâce au système de demande et de distribution numérique déjà en place.
  - Cela facilite la vie des Canadiens, car ils peuvent remplir des demandes n'importe où, n'importe quand, et éviter de passer du temps à faire la file ou d'être en mise en attente téléphonique.
  - Offrir davantage de services en ligne aux entreprises rend le Canada plus compétitif sur le plan économique, car cela facilite l'établissement des entreprises et leur permet d'accéder aux soutiens dont elles ont besoin.
- Parmi ces avantages, y en a-t-il qui ont capté votre attention comme étant de grand intérêt ? Lequel ou lesquels ? Pourquoi ?

**AFFICHER À L'ÉCRAN ET ENSUITE PROCÉDER AU SONDAGE :** Maintenant, je vais vous montrer quelques objectifs qui pourraient être utilisés pour élaborer la stratégie numérique globale du gouvernement du Canada. Ensuite, nous mènerons un sondage pour savoir lequel selon vous il devrait poursuivre. (VEUILLEZ EN CHOISIR UN)

- Offrir des services numériques sûrs, fiables et conviviaux, à partir de n'importe quel appareil.
  - Des services numériques sûrs, fiables et conviviaux, conçus pour servir les Canadiens.
  - Sûr, fiable et convivial, on transforme notre façon de vous servir.
  - Sûrs, fiables et conviviaux ; des services qui travaillent pour vous.
  - Votre gouvernement du Canada se transforme pour vous servir partout et en tout temps.
- Lequel avez-vous choisi ? Pourquoi avez-vous choisi celui-là ?
  - Plusieurs de ces déclarations utilisent des mots comme « sûr », « fiable » et « convivial ». Lequel de ces trois mots est le plus important ?
    - Pensez-vous que « sûr », « fiable » et « convivial » sont les aspects les plus importants de la prestation de services numériques, ou pensez-vous qu'il y a d'autres aspects qui sont tout aussi importants, ou même plus importants que ces trois-là ?

- Si le gouvernement du Canada devait fournir plus de services en ligne, auriez-vous confiance qu'il pourrait effectuer ce changement afin que les services soient plus sûrs, plus fiables et plus conviviaux ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que la capacité du gouvernement du Canada à fournir des services en ligne a un effet sur votre niveau de confiance dans le gouvernement globalement ?

**INFORMATIONS SUR LA COVID-19 ET DANS L'ACTUALITÉ (15 à 20 minutes)** Leaders d'opinion des grands centres de l'Ontario, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta

- Lorsque nous vous avons demandé de prendre part à ce groupe de discussion, vous avez dit que vous regardez, lisez, ou écoutez régulièrement les nouvelles. Je me demandais, pourriez-vous me dire où vous obtenez la plupart de vos nouvelles ou informations ?

J'aimerais maintenant me concentrer sur la COVID-19...

- Quel type de nouvelles ou d'informations sur la COVID-19 lisez-vous habituellement ?
  - Cherchez-vous des informations précises au sujet de la COVID-19 ?
- Lorsque vous trouvez certaines informations ou certains articles de presse, les partagez-vous sur vos réseaux de médias sociaux ?
  - Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Vous arrive-t-il de tomber sur de fausses informations (« fake news » en anglais) ?
  - Comment savez-vous qu'une information est fausse ?
- Vous arrive-t-il d'essayer de corriger de fausses informations lorsque vous en voyez sur les médias sociaux ?
- Corrigez-vous les fausses informations provenant d'amis ou de la famille ?
  - Pourquoi ou pourquoi pas ?

**LA LANGUE FRANÇAISE (15 minutes)** Anglophones du Québec

- Avez-vous lu ou entendu quoi que ce soit au sujet des récentes modifications proposées par le gouvernement du Canada à la *Loi sur les langues officielles* ?
  - Qu'avez-vous entendu ?

Le mois dernier, le gouvernement du Canada a proposé certaines modifications pour moderniser la Loi sur les langues officielles. Il y a plusieurs modifications, et j'aimerais en souligner cinq...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Augmenter le nombre de programmes d’immersion française à l’extérieur du Québec** : La demande d’accès aux programmes d’immersion française a dépassé l’offre au cours des dernières années.
  - **Augmenter l’immigration francophone** : Recruter des enseignantes et enseignants francophones ainsi que celles et ceux qui enseignent le français — pour les programmes d’immersion en langue seconde et pour l’enseignement du français — afin de remédier à la pénurie de professeur(e)s de français au Canada, tout particulièrement à l’extérieur du Québec.
  - **Renforcer le rôle de Radio-Canada** dans la protection et la promotion de la langue française.
  - **Nommer uniquement des juges bilingues à la Cour** afin de garantir le droit d’être compris directement par le ou la juge, sans l’aide d’interprète, devant tous les tribunaux.
  - **Renforcer les pouvoirs du commissaire aux langues officielles** : Pour être en mesure de mieux faire respecter la Loi, utiliser des méthodes alternatives de règlement des différends et ajouter des motifs pour lesquels le Commissaire peut refuser ou cesser d’enquêter sur une plainte.
- Quelles sont vos premières réactions au sujet de ces modifications ? Sont-elles de bonnes mesures ?
    - Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?
  - Auront-elles un impact sur la langue française au Canada ?
  - Avez-vous des préoccupations quant à l’une ou l’autre d’entre elles ? Si oui, lesquelles ? Pourquoi ?

**CROISSANCE ÉCONOMIQUE (20-40 minutes)** Anglophones du Québec, prestataires de l’assurance-emploi/PCRE du Manitoba et de la Saskatchewan, secteurs durement touchés de la région de Toronto-Peel-York, Canada atlantique, Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT, Victoria et Nanaimo (C.-B.), jeunes adultes de la RGM, leaders d’opinion des centres de taille moyenne et grande de l’Alberta

Anglophones du Québec, prestataires de l’assurance-emploi/PCRE du Manitoba et de la Saskatchewan, secteurs durement touchés de la région de Toronto-Peel-York. J’aimerais vous parler de l’économie canadienne...

- Lorsque vous entendez le terme « croissance économique », qu’est-ce que cela signifie pour vous ?
- Si le gouvernement du Canada déclarait que son prochain budget serait axé sur la croissance économique, à quels genres de choses vous attendriez-vous à être incluses dans le budget ?

- Anglophones du Québec, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba et de la Saskatchewan, secteurs durement touchés de la région de Toronto-Peel-York Lorsque vous pensez à la croissance économique au Canada, la voyez-vous comme quelque chose qui vous profite personnellement, ou semble-t-elle n'avoir aucun impact sur vous ?
- Anglophones du Québec, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba et de la Saskatchewan, secteurs durement touchés de la région de Toronto-Peel-York Est-ce que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur la croissance économique en ce moment ?
- Anglophones du Québec, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba et de la Saskatchewan, secteurs durement touchés de la région de Toronto-Peel-York, Canada atlantique, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta Une économie en croissance est considérée comme une bonne chose, car elle est perçue comme un moyen d'améliorer la vie des gens. Cependant, certaines personnes disent que la pandémie les a amenées à repenser le type de croissance économique que nous devrions avoir, ou à l'importance que nous devrions accorder à la croissance économique par rapport à d'autres aspects de la vie, comme la santé, le bien-être personnel, l'environnement, etc. Que pensez-vous de cela ?
  - Pensez-vous que la croissance économique entraîne des améliorations dans d'autres aspects de la vie (par exemple, une meilleure santé, une plus grande satisfaction de la vie personnelle, un environnement plus sain) ? Ou pensez-vous que la croissance économique se fait au détriment d'autres aspects de la vie ?
    - Quels aspects ?
  - Pensez-vous que le gouvernement du Canada doit se concentrer tout particulièrement sur ces autres aspects ?
    - Quelle priorité accorderiez-vous à la croissance économique par rapport aux autres aspects de la vie ?

**REMBOURSEMENT DE LA PCU (20 minutes)** Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE du Manitoba et de la Saskatchewan

J'aimerais changer un peu de sujet et parler de soutien financier...

- Comment qualifieriez-vous la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, surtout en ce qui concerne le soutien financier aux personnes touchées par la COVID-19 ?
  - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un aussi bon travail aujourd'hui qu'au début de la pandémie, ou diriez-vous qu'il en fait un meilleur ou qu'il en fait un moins bon ?
  - Veuillez expliquer.

- Avez-vous entendu parler de la question du remboursement de la PCU pour les personnes qui l'ont reçue par erreur ?
  - Qu'avez-vous entendu ?
- En pensant à votre déclaration de revenus personnelle, croyez-vous que vous aurez à payer de l'impôt sur la PCU ?

**POUR LES PERSONNES QUI S'ATTENDENT À DEVOIR PAYER DES IMPÔTS SUR CELLE-CI :**

- Quel genre de conséquence cela aura-t-il sur vous ?
  - Y en a-t-il parmi vous qui craignent que cela vous place dans une situation financière difficile ?

**ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN**

Les montants de PCU sont imposables. Vous devrez déclarer les montants inscrits sur votre relevé d'impôt T4A dans votre déclaration de revenus de 2020.

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de l'allègement des intérêts pour les personnes ayant reçu des prestations de soutien du revenu liées à la COVID-19 ?

**ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN**

Les personnes qui ont reçu un soutien du revenu en 2020 (comme la PCU, la Prestation canadienne de la relance économique, l'assurance-emploi, etc.) et qui ont eu un revenu imposable total de 75 000 \$ ou moins en 2020 ne seront pas tenues de payer des intérêts sur toute dette fiscale impayée avant le 30 avril 2022.

- Que pensez-vous de cela ? Selon vous est-ce que ceci aidera les personnes qui doivent de l'argent au moment de produire leurs déclarations de revenus ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

**SECTEURS DUREMENT TOUCHÉS (20 minutes) Secteurs durement touchés de la région de Toronto-Peel-York**

J'aimerais maintenant parler un peu de la situation relative à la COVID-19...

- Lorsque nous vous avons invité à prendre part à ce groupe, chacun d'entre vous a indiqué que vous travaillez ou travailliez dans un domaine affecté par la COVID-19. Est-ce que quelqu'un parmi vous a reçu un soutien du gouvernement du Canada ?
  - SI OUI : Est-ce que cela a été suffisant ?
- Et pour la suite, de quel genre de soutien avez-vous besoin, le cas échéant ?
- Que pensez-vous des restrictions en place actuellement dans votre région ?

- Devraient-elles être levées ? Devrait-il y avoir plus de choses d'ouvertes maintenant ?
- Devraient-elles être davantage resserrées ?
- Que pensez-vous des restrictions de voyage actuelles
  - Pensez-vous que celles-ci doivent être maintenues telles quelles, doivent être assouplies davantage, ou bien doivent être resserrées davantage ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Êtes-vous plus préoccupé par la COVID-19 comme telle, ou plus par l'impact financier et économique de la COVID-19 ?
  - Selon vous est-ce que le gouvernement du Canada met trop l'accent sur la santé, trop l'accent sur l'économie, ou bien a-t-il trouvé un bon équilibre ?
  - Pourquoi dites-vous cela ?
- Quels secteurs en particulier ont, selon vous, le plus besoin de l'aide du gouvernement du Canada ?
  - Qu'a fait le gouvernement du Canada pour les aider jusqu'à présent ?
  - Que peut faire le gouvernement du Canada pour aider ces secteurs spécifiques ?

**BUDGET DE 2021 (25 -30 minutes)** Canada atlantique, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT, Victoria et Nanaimo (C.-B.), jeunes adultes de la RGM, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta

J'aimerais vous parler du prochain budget fédéral...

- En une phrase, sur quoi pensez-vous que le prochain budget fédéral devrait porter ?
  - Canada atlantique, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta Et pensez-vous qu'il portera, en effet, sur cela ou sur autre chose ?
    - SI AUTRE CHOSE : sur quoi pensez-vous qu'il sera axé ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

**SONDAGE :** Supposons que le budget fédéral soit présenté dans les prochains mois, devrait-il être axé sur :

- La gestion de la crise de COVID-19 ?
- L'élaboration d'un plan de relance économique ?
- L'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19 ?

*MODÉRATEUR : dans la mesure du possible, essayez de faire en sorte que les participant(e)s en choisissent un, plutôt que de les choisir tous par défaut.*

- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur « les emplois et la croissance », ou sur « le soutien des gens pour traverser la pandémie » ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

*MODÉRATEUR : dans la mesure du possible, essayez de faire en sorte que les participant(e)s en choisissent un, plutôt que de les choisir tous par défaut.*

**FRONTIÈRE CANADO-AMÉRICAIN (30 minutes)** Canada atlantique, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT, Victoria et Nanaimo (C.-B.), peuples autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta

Maintenant, nous allons parler un peu de la frontière canado-américaine...

- Que pensez-vous des restrictions de voyage actuelles ?
  - Pensez-vous que ces restrictions de voyage doivent être maintenues telles quelles, doivent être assouplies davantage, ou bien doivent être resserrées davantage ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Quand pensez-vous que la frontière entre le Canada et les États-Unis sera rouverte aux voyages non essentiels ?
- Quels critères devraient être utilisés pour décider de rouvrir ou non la frontière, et quand ?
  - DEMANDER AU BESOIN :
    - Lorsque le nombre de cas de COVID-19 aux États-Unis est faible ?
    - Lorsque le nombre de cas de COVID-19 aux États-Unis est presque à zéro ?
    - Lorsque les Américains auront été entièrement vaccinés ?
    - Autres critères ?
- Si les États-Unis parviennent à vacciner tous les Américains avant que nous le fassions au Canada, que penseriez-vous de rouvrir la frontière ?
  - Qu'en est-il si tous les Américains sont vaccinés et que le nombre de cas de COVID-19 aux États-Unis est faible, mais encore relativement élevé au Canada ?
- On a beaucoup parlé de passeports immunitaires ou de certificats de vaccination si la communauté internationale retrouvait des conditions de voyage normales. Que diriez-vous de permettre aux Canadiens entièrement vaccinés de traverser la frontière canado-américaine pour des raisons non essentielles avant qu'elle ne soit rouverte aux autres pays (et tous les autres) ?
- Que diriez-vous d'autoriser les Américains entièrement vaccinés à passer des vacances au Canada ?

### **COMPORTEMENTS ET LA BULLE ATLANTIQUE (20 minutes) Canada atlantique**

- Quel a été l'impact de la COVID-19 et des restrictions liées à la COVID sur vous ?
- Comme vous vous en souvenez peut-être, la région de l'Atlantique avait créé une bulle atlantique qui autorisait les déplacements sans restriction entre les quatre provinces, et limitait les déplacements des Canadiens qui vivent en dehors de la région de l'Atlantique. Ceci était en vigueur jusqu'en novembre 2020.
  - À l'approche du printemps, pensez-vous que la bulle atlantique devrait être rétablie ? Pourquoi, pourquoi pas ?
  - Craignez-vous que de nouveaux variants de la du COVID-19 puissent se propager plus rapidement dans la région de l'Atlantique si la bulle est rétablie ?
- Pensez-vous que les restrictions en place actuellement sont suffisantes ? Ou, devrait-il y avoir plus de restrictions ?
- Quand pensez-vous que l'on devrait autoriser les déplacements entre le Canada atlantique et le reste du Canada ?
- Quels critères devrait utiliser le Canada atlantique pour décider s'il ouvre ces frontières ?

Pensez-vous qu'il doit d'abord y avoir une bulle atlantique, ou pensez-vous que votre province pourrait s'ouvrir à toutes les autres provinces et tous les territoires en même temps ?

### **COMPORTEMENTS ET PERSPECTIVES SUR LA COVID-19 (10-15 minutes) Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT, jeunes adultes de la RGM**

**Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT** Maintenant, j'aimerais parler de COVID-19...

**Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT** Lorsque nous vous avons invité à cette séance, certains d'entre vous ont dit que vous aviez récemment participé à un rassemblement ou à un événement social à l'extérieur de votre domicile et/ou que vous alliez voir des amis, des voisins ou des membres de votre famille élargie de temps à autre. Certains d'entre vous ont également indiqué que vous en aviez assez de devoir continuer de respecter les mesures de santé publique, ou que vous ne prêtiez plus attention aux conseils de santé publique, ou encore que vous en aviez assez de devoir éviter de voir des gens...

- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT** Qu'est-ce qui vous ennuie ou que trouvez-vous difficile lorsqu'il s'agit de suivre les conseils de santé publique ?



- DEMANDER AU BESOIN : Est-ce que les répercussions de la COVID-19 sur vous, vos familles, votre collectivité et les entreprises vous préoccupent ? De quelle façon ?
- Est-ce que les effets sur la santé mentale des personnes qui appartiennent à vos cercles sociaux ou à votre collectivité vous préoccupent ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de la RGT** Pensez-vous que des restrictions devraient être maintenues à l'heure actuelle ou pensez-vous que les gens devraient désormais pouvoir se rassembler, aller au restaurant ensemble, etc. ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
  - SI MAINTENIR DES RESTRICTIONS : Selon vous, quels genres de restrictions devraient être mis en place ? Les respecteriez-vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Jeunes adultes de la RGM** Avez-vous modifié votre comportement au cours de ces dernières semaines ? Que faites-vous différemment aujourd'hui par rapport à il y a quelques mois ?
  - Qu'avez-vous fait ?
  - SI OUI : pourquoi faites-vous davantage ces choses ?
  - SI NON : pourquoi n'avez-vous pas changé votre comportement ?
- **Jeunes adultes de la RGM** Quel a été l'impact de la COVID-19 et des restrictions liées à la COVID sur vous ?
  - Quel impact cela a-t-il eu sur vous et votre famille ?
  - Comment est-ce que cela se compare aux restrictions du printemps dernier — est-ce plus difficile, plus facile, ou à peu près la même chose maintenant ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Jeunes adultes de la RGM** Que pensez-vous des restrictions actuellement en vigueur dans votre région ?
  - Devraient-elles être levées ? Devrait-il y avoir plus de choses d'ouvertes maintenant ?
  - Devraient-elles être davantage resserrées ?
- **Jeunes adultes de la RGM** Est-ce davantage la COVID-19 en soi qui vous préoccupe, ou est-ce plutôt les impacts financiers et économiques de la COVID-19 qui vous préoccupent ?

**LA SANTÉ MENTALE (30 minutes) :** **Victoria et Nanaimo (C.-B.), peuples autochtones de l'Alberta, jeunes adultes de la RGM**

Maintenant, nous allons changer de registre et parler de la santé mentale.

- Est-ce que la pandémie de COVID-19 a affecté votre santé mentale ou celle de vos proches ? De quelle façon ?

- Depuis le début de la pandémie, diriez-vous que votre santé mentale s'est détériorée, s'est améliorée ou est restée à peu près la même ?
- Quels sont les signes ou symptômes d'une personne affectée par des difficultés de santé mentale ?
- Vous sentez-vous à l'aise d'aborder le sujet de votre santé mentale ?
- Lorsque vous traversez une période difficile, vers qui ou vers quoi vous tournez-vous pour obtenir du soutien ? (p. ex. : ami(e), membre de la famille, la méditation, l'alcool, etc.)
  - Quelles sont certaines de vos stratégies d'adaptation pour faire face aux problèmes de santé mentale ?
- Dites-moi, êtes-vous au courant de quelconques ressources disponibles pour les personnes qui ont besoin d'un soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie ?
  - Est-ce que certains d'entre vous sont au fait des ressources de soutien en santé mentale offertes par le gouvernement du Canada pendant la pandémie ?
  - Avez-vous entendu parler d'Espace mieux-être Canada ?
    - Si tel est le cas, avez-vous consulté le site Web ou accédé à l'un de ses services ? Si non, pourquoi ?
  - Le gouvernement du Canada, est-il une source valable en ce qui concerne les ressources et les outils sur la santé mentale et le bien-être ?
- Si vous étiez ou si vous êtes confronté à un problème de santé mentale, dans quelle mesure seriez-vous à l'aise pour accéder en ligne à des soutiens en matière de santé mentale et de toxicomanie ? Si vous n'êtes pas à l'aise, quelles sont vos préoccupations ?
  - Où iriez-vous chercher de l'information sur le bien-être en santé mentale, y compris des ressources de soutien ?
  - Êtes-vous plus enclin à chercher des informations et des conseils en ligne ? Par l'entremise d'organismes ? Les lignes d'aide ? Les médias sociaux ?
  - Si vous entendiez une publicité qui porte sur des informations relatives à la santé mentale et au bien-être, qui devrait livrer ce type de messages ?
    - Est-ce que le choix de qui livre le message fait une différence ?
      - Est-ce que le message devrait provenir d'une personne en qui vous avez confiance ? Qui pourrait être cette personne ?
- Trouvez-vous utile d'entendre les difficultés et les parcours d'autres personnes en matière de santé mentale ? En quoi peuvent-ils être utiles ?

**AFFICHER À L'ÉCRAN ET PASSER AU SONDAGE :** Maintenant, je vais vous montrer certaines choses faites par le gouvernement du Canada pour aider à soutenir la santé mentale. Ensuite, nous procéderons à un sondage pour voir lesquelles, le cas échéant, auraient le plus grand impact selon vous (VEUILLEZ EN CHOISIR TROIS AU MAXIMUM).

- La création d'un portail sur la santé mentale (« Espace mieux-être Canada ») pour orienter les Canadiennes et les Canadiens vers des ressources, des outils et des services de soutien professionnel gratuits (investissement de 68 M\$).
- L'élaboration de politiques normalisées et de pratiques d'excellence pour promouvoir la santé mentale et le bien-être des étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire.
- L'augmentation du financement de 50 M\$ pour les centres de détresse afin de les aider à faire face à l'augmentation du nombre d'appels, notamment en raison des défis liés à la pandémie.
- L'augmentation de 7,5 M\$ du financement des services de Jeunesse, J'écoute.
- L'augmentation de 200 M\$ en transferts aux provinces pour élargir leurs services de soins virtuels.
- L'investissement de 10 M\$ sur 5 ans dans le Fonds pour la santé mentale des communautés noires afin de soutenir les programmes de santé mentale axés sur la culture des communautés noires au Canada.
- L'investissement de 4,9 M\$ par année dans le Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale vise à appuyer la mise en œuvre de programmes communautaires de promotion de la santé mentale.

Modérateur : Passez en revue les choix, et les raisons de les avoir retenus.

**RÉNOVATIONS RÉSIDENTIELLES (15 minutes)** Victoria et Nanaimo (C.-B.), peuples autochtones de l'Alberta, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande de l'Alberta

Maintenant, nous allons discuter de rénovations résidentielles

- Y en a-t-il parmi vous qui connaissent le terme « rénovation résidentielle » ? Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez ce terme ?
- Qu'en est-il lorsque vous entendez le terme « rénovation écoénergétique résidentielle » ?

**ÉCLAIRCISSEMENT :** Une rénovation écoénergétique résidentielle est une rénovation qui permettrait d'améliorer l'efficacité énergétique de votre maison lorsque vous installez, par exemple de meilleures fenêtres, de l'isolant ou un appareil de chauffage écoénergétique. Non seulement c'est bon pour l'environnement, mais cela peut aussi contribuer à réduire votre consommation d'énergie et à économiser sur vos factures, tout en ajoutant de la valeur à votre maison.

- Y en a-t-il parmi vous qui envisagent d'effectuer des rénovations écoénergétiques à votre maison au cours des quelques prochaines années ?
- Seriez-vous plus enclin à faire ces types de rénovations si vous pouviez obtenir un prêt sans intérêt du gouvernement ?
  - Et si vous obteniez une subvention du gouvernement ?

- Si oui, quel montant de subvention vous faudrait-il pour que cela en vaille la peine ?
- Pour ceux et celles qui envisagent d'effectuer des rénovations, quelle serait votre principale motivation ?
  - Le facteur environnemental ?
  - Pour économiser de l'argent sur les factures d'énergie ?
  - Pour rendre votre maison plus confortable ?
  - Parce qu'il y a des travaux à effectuer à l'intérieur de la maison ?
  - D'autres raisons ?

### **ENJEUX AUTOCHTONES (25 minutes) Peuples autochtones de l'Alberta**

J'aimerais maintenant qu'on porte notre attention sur les questions autochtones.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
- Que peut-il améliorer ?
- Avez-vous entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ?

#### **AFFICHER À L'ÉCRAN**

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- Le droit à l'autodétermination
- Le droit à l'identité culturelle
- Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)
- La protection contre la discrimination
- Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment quant à ce que le gouvernement du Canada a fait

en réponse à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) ?  
Qu'avez-vous entendu ?

#### ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a récemment déposé un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que cela changera quelque chose ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à l'échéancier du gouvernement du Canada pour lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable ?

#### AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de traitements d'eaux usées dans les réserves, et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.

- Qu'en pensez-vous ?
- Quel est, à votre avis, un délai raisonnable ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit par rapport aux plans du gouvernement fédéral de lancer un nouveau site Web pour suivre les progrès accomplis quant à la levée des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme ?

#### ÉCLAIRCISSEMENT SI NÉCESSAIRE

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait lancer un nouveau site Web, conçu avec une entreprise autochtone. Chaque communauté qui fait encore l'objet d'un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme aura sa propre page Web sur le nouveau site avec un plan détaillé et des rapports d'étape.

- Qu'en pensez-vous ?

**ÉVALUATION DES AFFICHES PORTANT SUR L'APPLI ALERTE COVID ET LE CODE QR (25 minutes) GMA**  
**Young Adults**

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de l'appli Alerte COVID du gouvernement du Canada ?

ÉCLAIRCISSEMENT : Au cours de l'été dernier, le gouvernement du Canada a développé une application pour téléphone intelligent qui informerait les utilisateurs s'ils ont été physiquement proches d'une personne ayant reçu un diagnostic de COVID-19, et ce, en utilisant la technologie Bluetooth.

- Y en a-t-il parmi vous qui ont téléchargé cette application ?

Santé Canada œuvre à l'amélioration de l'utilisation de cette application, notamment en vue de la réouverture de l'économie. Je vais vous montrer des affiches qui pourraient être utilisées par les commerces et être placées à l'entrée de leurs magasins. Elles contiendront un code QR, un type de code-barres à matrice carrée qui est lisible par une machine et qui contient des informations sur un article. Si vous êtes allé dans un restaurant avant le récent confinement, vous l'avez peut-être vu à l'entrée. Vous devez le prendre en photo ou le scanner et le menu est affiché sur votre téléphone.

Les personnes qui ont déjà téléchargé l'application Alerte COVID pourront scanner le code QR en entrant dans un commerce.

MONTRER L'AFFICHE N° 1 :

- Quelles sont vos premières impressions de cette affiche ?
- Est-ce qu'elle capte votre attention ?
- Si vous voyiez cette affiche à l'extérieur d'un commerce, aux côtés d'autres affiches, est-ce qu'elle se démarquerait ?
- Est-ce qu'elle indique clairement ce que vous devez faire, et pourquoi vous devez le faire ?

Maintenant, je vais vous montrer une autre version

MONTRER L'AFFICHE N° 2 :

- Quelles sont vos premières impressions de cette affiche ?
- Est-ce qu'elle capte votre attention ?
- Si vous voyiez cette affiche à l'extérieur d'un commerce, aux côtés d'autres affiches, est-ce qu'elle se démarquerait ?
- Est-ce qu'elle indique clairement ce que vous devez faire, et pourquoi vous devez le faire ?

## MONTRER L'ENSEMBLE DES AFFICHES À L'ÉCRAN

- Le message qui figure dans la partie supérieure est différent sur chaque affiche — l'aviez-vous remarqué ?
- Lequel, selon vous, fonctionne le mieux ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
  - « Scannez ici. Soyez averti en cas d'exposition possible. »
  - « Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif. »
- L'en-tête est d'une couleur différente sur chaque affiche — l'aviez-vous remarqué ?
  - Lequel attire le plus votre attention ?
- Le nom et l'adresse du commerce apparaissent subtilement sous le code QR dans les affiches — l'aviez-vous remarqué ?
- Le code QR est situé à gauche, puis à droite. Cela fait-il une différence pour ce qui est de capter votre attention ?
- La deuxième affiche comporte une phrase supplémentaire sous les instructions : « Bonne visite. Scannez de nouveau si vous revenez. » Que pensez-vous de l'ajout de cette phrase ?
- Pour ceux (celles) qui ont téléchargé l'application : est-ce que vous seriez disposé à le scanner ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Pour ceux (celles) qui n'ont pas téléchargé l'application : la téléchargeriez-vous afin de l'utiliser pour ce genre de choses ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

### ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Les personnes qui ont déjà téléchargé l'application Alerte COVID pourront scanner le code QR en entrant dans un commerce. Si une éclosion est identifiée dans ce commerce, un(e) employé(e) de la santé publique pourrait se connecter et envoyer une notification à toute personne qui s'y est présentée dans un délai donné.

- Pensez-vous que cette initiative contribuera à stopper la propagation de la COVID-19 ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

### **CONCLUSION (5 minutes)**

## Annexe C – Concepts publicitaires



Préférences en matière d'information sur la COVID-19 – Publications dans les médias sociaux (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination, résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

**Option A1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**

· Feb 19 ...

NEW – For the latest detailed #epidemiology of #COVID19 in Canada with highlights, trends and analysis see #PHAC's COVID-19 WEEKLY EPIDEMIOLOGY REPORT for February 7-13, 2021.  
[canada.ca/content/dam/ph...](https://canada.ca/content/dam/ph...)

**Daily number of reported COVID-19 cases in Canada (and 7-day moving average), as of 13 February 2021 (N= 823 805)**

Canada.ca/coronavirus **Canada**<sup>188</sup>

32
26
74
↑

La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 19 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris « NEW – For the latest detailed #epidemiology of #COVID19 in Canada with highlights, trends and analysis see #PHAC's COVID-19 WEEKLY EPIDEMIOLOGY REPORT for February 7-13, 2021. Canada.ca/content/dam/ph... ». Le lien et les mots-clés sont en bleu. Sous le texte, on voit un graphique intitulé « Daily number of reported COVID-19 cases (and 7-day moving average), as of 13 February 2021 (N= 823 805) ». L'axe des x correspond à la date de la déclaration, tandis que l'axe des y indique le nombre de cas. Le graphique comporte des lignes verticales bleu clair qui représentent les cas déclarés quotidiennement et une ligne de tendance bleu marine qui exprime la moyenne mobile sur sept jours. Le sommet du graphique se trouve du côté droit. Au bas de l'image, on voit le mot-symbole du gouvernement du Canada, à droite, et l'adresse « Canada.ca/coronavirus » à gauche. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option A2 (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**

Feb 26 ...

NOUVEAU – Consultez la MISE À JOUR HEBDOMADAIRE de l’#ASPC sur l’épidémiologie de la #COVID19 au Canada pour la semaine du 14 au 20 février 2021 afin d’obtenir les dernières nouvelles (faits saillants, tendances, analyse détaillée). [canada.ca/content/dam/ph...](https://canada.ca/content/dam/ph...)

**Nombre de cas de COVID-19 déclarés quotidiennement au Canada (et moyenne mobile sur 7 jours), en date du 20 février 2021 (N = 843 805)**

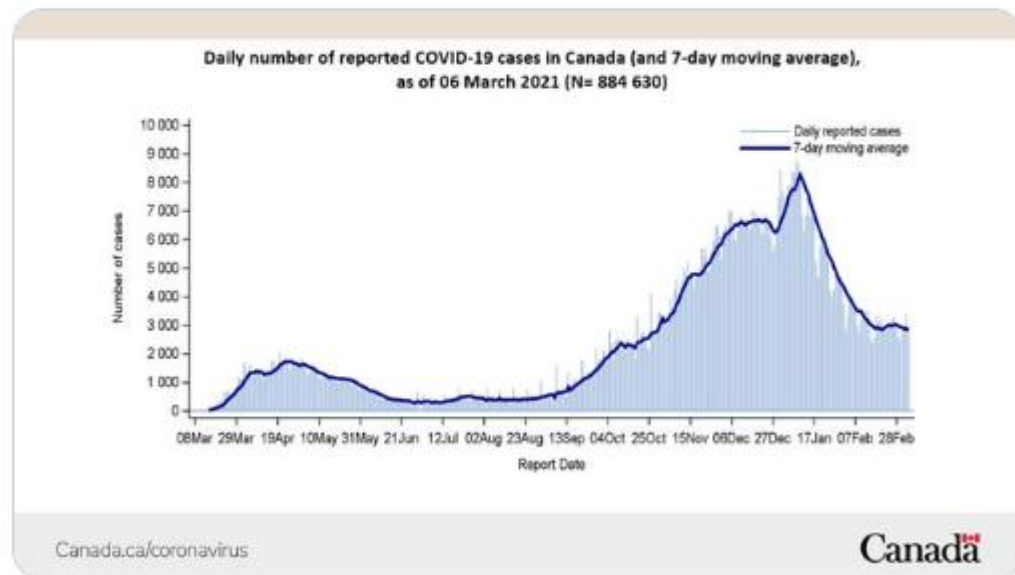
Canada.ca/le-coronavirus **Canada**

🗨️ 1
🔄 4
❤️ 2
📤

La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 26 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris « NOUVEAU – Consultez la MISE À JOUR HEBDOMADAIRE de l’#ASPC sur l’épidémiologie de la #COVID19 au Canada pour la semaine du 14 au 20 février 2021 afin d’obtenir les dernières nouvelles (faits saillants, tendances, analyse détaillée). [Canada.ca/content/dam/ph...](https://canada.ca/content/dam/ph...) ». Le lien et les mots-clés sont en bleu. Sous le texte, on voit un graphique intitulé « Nombre de cas de COVID-19 déclarés quotidiennement au Canada (et moyenne mobile sur 7 jours), en date du 20 février 2021 (N = 843 805) ». L’axe des x correspond à la date de la déclaration, tandis que l’axe des y indique le nombre de cas. Le graphique comporte des lignes verticales bleu clair qui représentent les cas déclarés quotidiennement et une ligne de tendance bleu marine qui exprime la moyenne mobile sur sept jours. Le sommet du graphique se trouve du côté droit. Au bas de l’image, on voit le mot-symbole du gouvernement du Canada, à droite, et l’adresse « [Canada.ca/le-coronavirus](https://Canada.ca/le-coronavirus) » à gauche. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d’aimer ou de partager la publication.

**Option A3 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**

NEW – For the latest detailed #epidemiology of #COVID19 in Canada with highlights, trends and analysis see #PHAC’s COVID-19 WEEKLY EPIDEMIOLOGY REPORT for February 28 – March 6, 2021. [canada.ca/content/dam/ph...](https://canada.ca/content/dam/ph...)



18 25 49

La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit de l'image, il y a trois petits points gris. En dessous, on peut lire en caractères gris « NEW – For the latest detailed #epidemiology of #COVID19 in Canada with highlights, trends and analysis see #PHAC’s COVID-19 WEEKLY EPIDEMIOLOGY REPORT for February 28 – March 6 2021. Canada.ca/content/dam/ph... ». Le lien et les mots-clés sont en bleu. Sous le texte, on voit un graphique intitulé « Daily number of reported COVID-19 cases (and 7-day moving average), as of 06 March 2021 (N= 884 630) ». L'axe des x correspond à la date de la déclaration, tandis que l'axe des y indique le nombre de cas. Le graphique comporte des lignes verticales bleu clair qui représentent les cas déclarés quotidiennement et une ligne de tendance bleu marine qui exprime la moyenne mobile sur sept jours. Le sommet du graphique se trouve du côté droit. Au bas de l'image, on voit le mot-symbole du gouvernement du Canada, à droite, et l'adresse « Canada.ca/coronavirus » à gauche. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option B1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



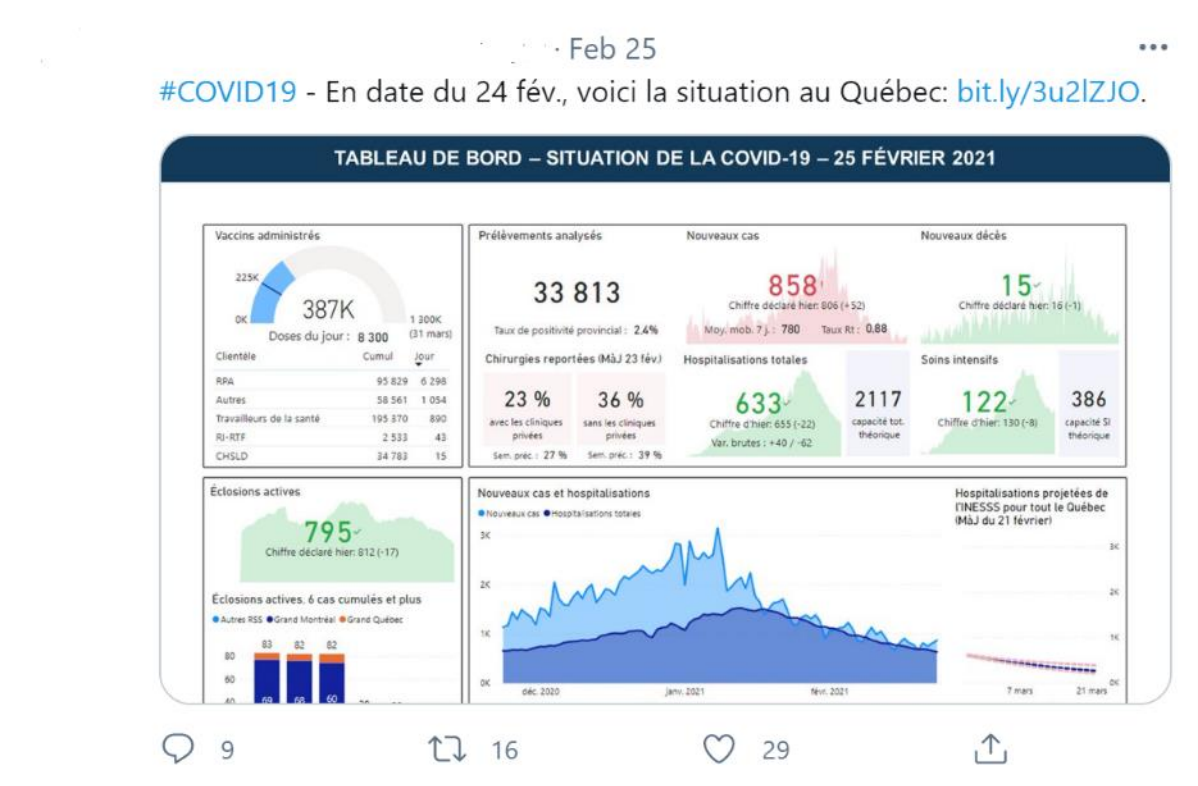
La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter par @CPHO\_Canada. À gauche du pseudonyme se trouve une coche de vérification bleue et, à droite, une indication en caractères gris que le gazouillis a été publié il y a trois heures. À l'extrême droite, il y a trois petits points gris. À la ligne suivante, on peut lire « Today's #COVID19 in [émoji du drapeau canadien] info and updates; [émoji d'une flèche blanche pointant vers la droite dans un carré bleu] #GOC website on #coronavirus disease: ow.ly/vX0350BHNVF [émoji d'une flèche blanche pointant vers la droite dans un carré bleu] Canada COVID-19 Situational Awareness Dashboard: ow.ly/xOxW50BHNXm ». Les mots-clés et les liens vers les sites Web sont en caractères bleus; le reste du texte est en caractères gris. En dessous, sur un fond brun clair, on voit une feuille d'érable découpée dans une teinte plus pâle, à droite, et les mots « COVID-19 in Canada » en caractères gras noirs, à gauche. Vient ensuite un fond blanc où il est indiqué que la dernière mise à jour a eu lieu le 25 février 2021 à 19 h, heure de l'Est. Sous cette date, on peut lire dans un encadré vert « Total tests performed 24,030,155 », dans un encadré bleu « total cases 858,217 », dans un encadré jaune « Active cases 30,335 », dans un encadré violet « Recovered 806,017 » et dans un encadré rose « Deaths 21,865 ». Au bas de l'image, une mince bande gris clair arbore le mot-symbole du gouvernement du Canada à droite, et l'adresse « Canada.ca/coronavirus » à gauche. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option B2 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit de l'image, il y a trois petits points gris. En dessous à gauche, on peut lire « Today's #COVID19 in [émoji du drapeau canadien] info and updates; [émoji d'une flèche blanche pointant vers la droite dans un carré bleu] #GOC website on #coronavirus disease: [ow.ly/vX0350BHNVF](https://ow.ly/vX0350BHNVF) [émoji d'une flèche blanche pointant vers la droite dans un carré bleu] Canada COVID-19 Situational Awareness Dashboard: [ow.ly/xOxW50BHNXm](https://ow.ly/xOxW50BHNXm) ». Les mots-clics et les liens vers les sites Web sont en caractères bleus; le reste du texte est en caractères gris. En dessous, sur un fond brun clair, on voit une feuille d'érable découpée dans une teinte plus pâle, à droite, et les mots « COVID-19 in Canada » en caractères gras noirs, à gauche. Vient ensuite un fond blanc où il est indiqué que la dernière mise à jour a eu lieu le 16 mars 2021 à 19 h, heure de l'Est. Sous cette date, on peut lire dans un encadré vert « Total tests performed 26,068,659 », dans un encadré bleu « total cases 915,868 », dans un encadré jaune « Active cases 31,517 », dans un encadré violet « Recovered 861,832 » et dans un encadré rose « Deaths 22,519 ». Au bas de l'image, une mince bande gris clair arbore le mot-symbole du gouvernement du Canada à droite. En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option C (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 25 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris « #COVID19 – En date du 24 fév., voici la situation au Québec: [bit.ly/3u2IZJO](https://bit.ly/3u2IZJO) ». Le lien et les mots-clés sont en bleu. En dessous, on voit une image qui comporte une bannière bleue et le titre « TABLEAU DE BORD – SITUATION DE LA COVID-19 – 25 FÉVRIER 2021 » écrit en caractères blancs. Sous cette bannière, quatre encadrés sont disposés sur un fond blanc. L'encadré supérieur gauche comporte la mention « Vaccins administrés » et un graphique bleu en forme de demi-cercle indiquant que 387 000 doses ont été administrées. L'encadré inférieur gauche comporte la mention « Éclosions actives » ainsi qu'un graphique vert indiquant le nombre d'éclosions, soit « 795 », ainsi que le « Chiffre déclaré hier : 812 (-17) ». L'encadré inférieur droit comporte la mention « Nouveaux cas et hospitalisations », un graphique bleu clair qui représente les « nouveaux cas » et un graphique bleu foncé qui représente les « hospitalisations totales ». L'encadré supérieur droit présente diverses statistiques illustrées par des graphiques verts et rouges. Dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir du coin supérieur gauche, on peut lire les données suivantes : « Prélèvements analysés 33 813 », « Nouveaux cas 858 », « Nouveaux décès 15 », « Soins intensifs 122 », « Hospitalisations totales 633 », « Chirurgies reportées (MàJ 23 fév.) 23 % 36 % ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.



**Option D (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



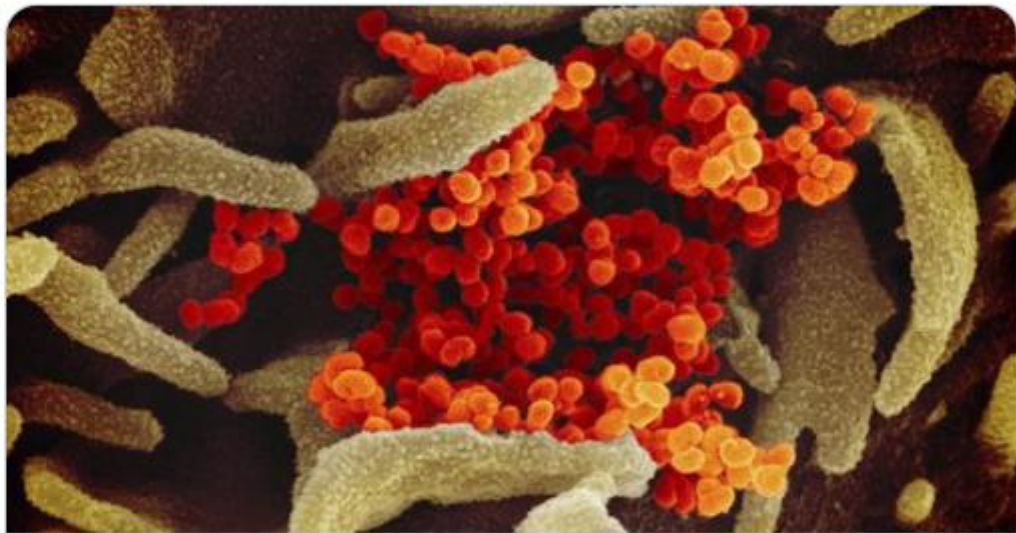
La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Tout en haut, une estampille indique que le gazouillis a été publié il y a 23 heures. À droite, il y a trois petits points gris. Sous l'estampille, on peut lire un titre en caractères noirs : « La pandémie réduit l'espérance de vie au Québec ». En dessous, une photo montre en gros plan les mains d'un homme âgé assis dans un fauteuil. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « La pandémie réduit l'espérance de vie au Québec », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « L'espérance de vie à la naissance a diminué en 2020, de cinq mois chez les hommes et de huit mois chez les femmes, en raison de la pandémi... ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.



Option E (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Numbers from the science table show new variants spreading rapidly in the province

The variants are "essentially out of control," said Anthony Dale, CEO of @OntHospitalAssn. "It seems pretty self-evident that we're in the early stages of the third wave."



Coronavirus tracker: How many COVID-19 cases are there in Canada a... COVID-19's rapid spread has put public-health agencies under pressure to save lives. Check back for daily updates on how the numbers are ...

64

258

194



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit, il y a trois petits points gris. En dessous à gauche, on peut lire un titre en caractères gras noirs : « Numbers from the science table show new variants spreading rapidly in the province ». À la ligne suivante, il est écrit en caractères noirs « The variants are "essentially out of control", said Anthony Dale, CEO of @OntHospitalAssn. "It seems pretty self-evident that we're in the early stages of the third wave" ». Les mots « The variants », « in the » et « the » sont en gras. En dessous, une photo montre des particules virales microscopiques émergeant de la surface de cellules. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « Coronavirus tracker: How many COVID-19 cases there in Canada a... », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « COVID-19's rapid spread has put public-health agencies under pressure to save lives. Check back for daily updates on how the numbers are... ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option F (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Tout en haut, une estampille indique que le gazouillis a été publié il y a 18 heures. À droite, il y a trois petits points gris. Sous l'estampille, on peut lire un titre en caractères noirs : « COVID-19 : Montréal se prépare à une augmentation des cas liés aux variants ». En dessous, on voit la photo d'une femme en train de parler. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « COVID-19 : Montréal se prépare à une augmentation des cas liés aux v... », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « De 15 à 16 % des nouveaux cas de COVID-19 à Montréal sont liés à un variant, selon la santé publique ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option G (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 24 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire un titre en caractères noirs : « The problem for Canada will be finding this variant, experts say ». En dessous, on voit la photo d'un pathogène multicolore sur un fond noir. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « Minefield' of variants: How the California strain is different from the ot... », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « The latest iteration of COVID-19 making waves is one first identified in California. The Western state is now teeming with the variant... ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option H1 (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 18 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris : « Today, we hit an important milestone: more than 500,000 doses of COVID-19 vaccines administered in Ontario. Thank you to all the health care and frontline workers who made this milestone possible ». On voit ensuite un encadré bleu foncé comportant un dessin de seringue et des cliparts de virus. Sous ces images, on peut lire en caractères blancs : « Ontario has now administered over 500,000 COVID-19 vaccine doses ». Le nombre « 500,000 » est mis en gras. Le mot-symbole du gouvernement de l'Ontario figure dans le coin inférieur droit de l'encadré. Au bas de la figure, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option H2 (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 18 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris : « a maintenant administré +500 000 doses de vaccins contre la #COVID19. Malgré des retards et des livraisons réduites, la vaccination de nos plus vulnérables progresse. Avec la réception d'autres vaccins, plus de groupes pourront être vaccinés ». On voit ensuite un encadré bleu foncé comportant un dessin de seringue et des cliparts de virus. Sous ces images, on peut lire en caractères blancs : « Le Québec a maintenant administré plus de 500 000 doses de vaccins contre la COVID-19 ». Le nombre « 500 000 » est mis en gras. Au bas de la figure, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.



Option H3 (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Ontario has now administered over one million doses of the #COVID19 vaccine. As we receive more vaccines, more groups will be able to get vaccinated. Learn more about Ontario's phased rollout plan at: [Ontario.ca/covidvaccine](https://Ontario.ca/covidvaccine)



12:09 PM · Mar 11, 2021 · Twitter Web App

La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Elle comporte trois petits points gris dans le coin supérieur droit. En dessous, on peut lire en caractères gris : « Ontario has now administered over one million doses of the #COVID19 vaccine. As we receive more vaccines, more groups will be able to get vaccinated. Learn more about Ontario's phased rollout plan at: [Ontario.ca/covidvaccine](https://Ontario.ca/covidvaccine) ». On voit ensuite un encadré bleu foncé comportant un dessin de seringue et des cliparts de virus. Sous ces images, on peut lire en caractères blancs : « Ontario has now administered over 1 million COVID-19 vaccine doses ». Le nombre « 1 million » est mis en gras. Le mot-symbole du gouvernement de l'Ontario figure dans le coin inférieur droit de l'encadré. Au bas de la figure, on peut lire en caractères gris : « 12:09 PM. Mar 11, 2021. Twitter Web App ».

**Option I (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 24 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris : « An incredible milestone – over 509580 vaccines administered ». L’emoji d’une bombe de table figure sous le mot « milestone » et le nombre « 509580 » se compose également d’emojis (chiffres blancs dans des carrés bleus). Le texte se poursuit : « Protecting mums, dads, grannies, grandpas, loved ones and friends – all thanks to our health care heroes! », accompagné de l’emoji d’une accolade. À la ligne suivante, une autre phrase, « We can achieve so much when we work together », est ponctuée par l’emoji d’une poignée de main. En dessous, on voit le mot-clic « #niinjections » en caractères bleus, suivi de l’emoji d’une seringue. Vient ensuite une image divisée par une ligne diagonale. Une photo d’une route menant à un tunnel figure du côté droit, tandis qu’un fond bleu marine d’où se détache, en gros caractères jaunes, le chiffre « 509,580 », se trouve du côté gauche. En dessous, il est écrit en caractères blancs « reasons to celebrate ». Sous ces mots, on voit le logo de Uniting UK et l’image d’une fiole de vaccin bleu clair. Au bas de la figure, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d’aimer ou de partager la publication.

**Option J (résidents des basses-terres continentales de la C.-B. qui sont réticents à la vaccination, leaders d'opinion de grandes villes de l'Ontario)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 24 février tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire en caractères gris « The dates for 60-80 year olds still depend on supply ». Vient ensuite la photo d'un homme en train de faire un discours. En dessous, on peut lire en caractères noirs : « Ontario Announces Vaccine Schedule For Adults Aged 60+ » et, à la ligne suivante, en caractères gris : « Ontario now has a more detailed rollout plan, with sign-ups starting March 15 ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.



**Option K (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec qui sont réticents à la vaccination)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter, portant la date du 2 mars tout en haut. À droite de la date, il y a trois petits points gris. Sous la date, on peut lire un titre en caractères noirs : « COVID-19 : Québec recrute 500 nouveaux vaccinateurs en moins d'une semaine | JDQ ». En dessous, on voit la photo d'une clinique de vaccination avec, en vitrine, une affiche rouge qui comporte la mention « vaccination » et des cliparts de seringue et de fiole de vaccin. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « Québec recrute 500 nouveaux vaccinateurs », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « Quelque 500 professionnels de la santé ont répondu à l'appel de Québec à venir prêter main-forte à la campagne de vaccination ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option L (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**

Evening Update: Europe struggles with rollout of Oxford-AstraZeneca vaccine



Evening Update: Europe struggles with rollout of Oxford-AstraZeneca ...  
Also: Canada's National Advisory Committee on Immunization reverses course on AstraZeneca guidance, says shot is safe for seniors over 65



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit, il y a trois petits points gris. En dessous à gauche, on peut lire un titre en caractères noirs : « Evening Update: Europe struggles with rollout of Oxford-AstraZeneca vaccine ». En dessous, on voit la photo d'une fiole du vaccin d'AstraZeneca. L'image comporte un sous-titre en caractères noirs, « Evening Update: Europe struggles with rollout of Oxford-AstraZeneca ... », suivi d'un complément d'information en caractères gris : « Also: Canada's National Advisory Committee on Immunization reverses course on AstraZeneca guidance, says shot is safe for seniors over 65 ». En dessous, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

**Option M (résidents de la RGT fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**



La figure ci-dessus présente un message publié sur Twitter. Dans le coin supérieur droit, il y a trois petits points gris. En dessous à gauche, on peut lire un titre en caractères gris : « Toronto #COVID19 vaccination update for March 16: 282,037 vaccine doses have been administered. For all the info on vaccines in Toronto, go to: Toronto.ca/home/covid-19/... ». Le mot-clic et le lien sont en caractères bleus. En dessous, on voit un encadré qui comporte des faisceaux jaune, rose et bleu clair dans la partie supérieure, et un fond bleu foncé au milieu avec, en caractères blancs, la phrase « 282,037 Total COVID-19 vaccine doses given March 16, 2021 », le nombre étant écrit en plus gros caractères. On voit également, à droite, l'image d'un pansement rose au milieu d'un cercle. En dessous, une bande bleu clair légèrement plus pâle arbore le mot-symbole de la Ville de Toronto dans le coin inférieur droit. Au bas de la figure, de petites icônes grises permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publication.

# Évaluation d'affiches sur la fonctionnalité des codes QR d'Alerte COVID (jeunes adultes de la GRM)

## Affiche 1



La figure ci-dessus comporte, tout en haut, le mot-symbole du gouvernement du Canada et la signature du gouvernement du Canada. Vient ensuite une bannière orange où se trouve, à gauche, l'icône de l'application Alerte COVID, accompagnée à droite du message en gros caractères noirs « Scannez ici ». En dessous, il est écrit en caractères noirs légèrement plus petits « Soyez averti en cas d'exposition possible. » Sous la bannière orange et ses éléments de texte, on voit un cadre où alternent des rayures diagonales orange et blanches. Au milieu, un code QR se détache sur un fond blanc. Sous le code QR, il est écrit en caractères noirs « Tim Hortons 525 Somerset St W, Ottawa, Ontario K1R5W6 ». À droite, trois icônes disposées en rangée verticale sont visibles, chacune accompagnée de texte en caractères noirs à droite. À côté de la première, un téléphone animé où l'on voit l'icône de l'application Alerte COVID, figure le message « Ouvrez l'appli Alerte COVID ». Les mots « Alerte COVID » sont en caractères gras. À côté de la deuxième, qui montre un doigt animé touchant un rectangle orange, figure le message « Appuyez sur Scanner un lieu ». Les mots « Scanner un lieu » sont en caractères gras. À côté de la dernière icône, celle d'un téléphone animé qui scanne une affiche, figure le message « Placez votre téléphone devant le code QR ». Sous le cadre aux rayures diagonales orange et blanches, à gauche, on voit une grosse flèche orange sur un fond blanc, qui porte l'inscription, « Téléchargez Alerte COVID » en caractères noirs. Les mots « Alerte COVID » sont en gras. À droite de la flèche se trouvent les logos des magasins Google Play Store et Apple App Store.

Affiche 2



## Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif



Ouvrez l'appli  
**Alerte COVID.**



Appuyez sur  
**Ajouter une visite.**



Placez votre  
téléphone devant le  
code QR.



Bonne visite. Scannez de  
nouveau si vous revenez.

**Tim Hortons**

525, rue Somerset O.,  
Ottawa, Ontario K1R 5W6

La figure ci-dessus comporte, tout en haut, le mot-symbole du gouvernement du Canada et la signature du gouvernement du Canada. En dessous, séparée par une ligne noire, on voit une bannière blanche où se trouve, à gauche, l'icône de l'application Alerte COVID, accompagnée à droite du message en gros caractères noirs « Soyez averti si l'un des visiteurs de la journée reçoit un test positif. » Sous la bannière blanche et ses éléments de texte, on voit un cadre où alternent des rayures diagonales orange et blanches. Au milieu, un code QR se détache sur un fond blanc. Sous le code QR, il est écrit en caractères noirs « Tim Hortons 525 Somerset St W, Ottawa, Ontario K1R5W6 ». À gauche, trois icônes disposées en rangée verticale sont visibles, chacune accompagnée de texte en caractères noirs à droite. À côté de la première, un téléphone animé où l'on voit l'icône de l'application Alerte COVID, figure le message « Ouvrez l'appli Alerte COVID ». Les mots « Alerte COVID » sont en caractères gras. À côté de la deuxième, qui montre un doigt animé touchant un rectangle orange, figure le message « Appuyez sur Scanner un lieu ». Les mots « Scanner un lieu » sont en caractères gras. À côté de la dernière icône, celle d'un téléphone animé qui scanne une affiche, figure le message « Placez votre téléphone devant le code QR ». Sous les icônes, il est écrit en caractères noirs « Bonne visite. Scannez de nouveau si vous revenez. »